

Message de Patricia MIRALLES Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées, chargée des anciens combattants et de la mémoire



Des biographies rendent désormais hommage à l'engagement des hommes et des femmes des territoires ultramarins qui ont œuvré à la défense des intérêts de la France.

Les 100 portraits qui figurent dans cet ouvrage illustrent la diversité des combats menés au service de notre pays. Ils sont les visages de la France au combat et leurs parcours constituent une source d'inspiration pour nos contemporains, en particulier pour la jeunesse actuelle.

Lors de la première guerre mondiale, 4 000 d'entre eux ont été tués au combat sur les différents fronts de France et d'Orient. Parmi les plus célèbres, figure, bien entendu, le réunionnais Roland Garros.

Pendant le second conflit mondial, les territoires ultramarins furent parmi les premiers à se rallier à la France libre. Alors gouverneur du Tchad, le guyanais Félix Eboué reconnaît l'autorité du général de Gaulle dès le 26 août 1940.

A l'instar de leurs frères d'armes originaires d'Afrique, ces héros qui incarnent l'engagement, le courage, l'abnégation au service de la France, ont été trop longtemps oubliés. A cet égard, ils méritent que leurs noms soient connus des Français et que leur mémoire soit reconnue.

Le ministère des armées lance un appel aux Français et notamment aux élus locaux pour que les noms de ces femmes et de ces hommes marquent de leur courage les rues et places de nos villes et de nos villages. Cet ouvrage, destiné aux maires de France, doit être le support de cet engagement mémoriel.

Le service historique des armées (SHD) a effectué un travail remarquable en lien avec les services locaux de l'Office national des combattants et victimes de guerre (ONaC-VG) et les archives départementales, pour retracer ces parcours d'exception. Que tous ceux qui ont œuvré à ce recueil soient remerciés.

Les services du ministère des armées sont pleinement mobilisés pour accompagner les élus dans cette œuvre de mémoire et de reconnaissance.

Les fils et filles de France originaires de nos territoires ultramarins, hier comme aujourd'hui, sont une richesse pour nos armées et une chance pour notre pays. Que cet ouvrage participe à cette reconnaissance que notre pays leur doit.

SOMMAIRE

Message de Patricia MIRALLES	3
• Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées, chargée des anciens combattants et de la mémoire	3
Introduction.....	5
• Introduction scientifique.....	5
• Rechercher un combattant ultramarin	7
• Carte des régions d'origine des combattants ultramarins	8
• Recensement par région d'origine des combattants ultramarins	10
• Recensement par conflit par région d'origine des combattants ultramarins	14
Classement alphabétique des combattants ultramarins	19
Index.....	145

Introduction scientifique

Les Ultramarins désignent les Français habitant les territoires d’Outre-Mer, c’est-à-dire éloignés de la France métropolitaine, hors du continent européen. Pour être précis, cela renvoie aujourd’hui aux douze territoires suivants : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres Australes et Antarctiques Françaises (dépourvues de population civile permanente) et les îles de Wallis-et-Futuna, périmètre de ce recueil.

En 1946, les quatre «vieilles colonies» (Guyane, Martinique, Guadeloupe et Réunion), ainsi appelées car elles appartenaient au premier empire colonial français des XVII^e et XVIII^e siècles, sont départementalisées ; avec la Constitution de 1958, les différences avec les départements métropolitains disparaissent. Aujourd’hui, ce sont des Départements et Régions d’Outre-Mer (DROM). Depuis 2011, Mayotte est également un DROM. Saint-Martin et Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie, la Nouvelle-Calédonie, les Terres Australes et Antarctiques françaises et Wallis-et-Futuna sont des Collectivités d’Outre-mer (COM), disposant de davantage d’autonomie. Ces différences s’inscrivent dans la relation plus tardivement tissée au cours du XIX^e siècle (second empire colonial) avec la métropole.

Les quatre «vieilles colonies» établissent une relation dès le XVII^e siècle avec la France. Depuis la découverte de l’Amérique, le Nouveau Monde attise les convoitises. En 1635, le Français Pierre Belain d’Esnambuc s’établit à la Martinique, tandis que deux de ses lieutenants, Olive et Aussonville débarquent à la Guadeloupe. Plus au sud, en s’installant à l’embouchure de la rivière Cayenne, d’autres marins normands sont à l’origine de la colonie de Guyane. D’autres encore débarquent à La Réunion en 1638. À partir du règne de Louis XIV, ces colonies s’organisent, tout comme Saint-Domingue (aujourd’hui Haïti) qui devient officiellement française en 1697. Premier espace de production de canne à sucre dans le monde au XVIII^e siècle, Saint-Domingue cristallise le débat sur l’esclavage au moment de la Révolution. Une première abolition est décidée par la Convention en 1794. Les îles françaises très prospères des Caraïbes sont par ailleurs l’objet d’attaques récurrentes des Britanniques.

Elles fournissent ainsi des soldats aux armées de la République puis de l’Empire. À Saint-Domingue, une partie de ces chefs militaires métis ou noirs (parmi lesquels Toussaint Louverture) finissent toutefois par rejoindre des esclaves insurgés. Tandis que Bonaparte, Premier Consul, rétablit l’esclavage en 1802 et échoue à rétablir l’autorité française à Saint-Domingue, celle-ci prend son indépendance en 1804 sous le nom d’Haïti. Son rôle central dans l’histoire des Caraïbes au cours de la période justifie toutefois son inclusion dans le présent recueil. Les autres territoires demeurent français. Pour leur défense, à l’initiative du chevalier de Saint-Georges, né en Guadeloupe, est formée en 1792 la Légion franche des Américains qui regroupe des libres de couleur habitant la métropole. L’un des lieutenants du commandant est le futur général Dumas, père de l’auteur des Trois Mousquetaires, né à Saint-Domingue. Chef de la résistance au corps expéditionnaire chargé de rétablir l’esclavage sous le Consulat, Louis Delgrès a auparavant combattu face aux Britanniques qui l’ont d’ailleurs retenu en captivité. En 1848, l’esclavage qui continue à structurer l’économie des quatre «vieilles colonies» est aboli par la II^e République. Fréquenté par les Français depuis le XVI^e siècle mais disputé par les Britanniques, Saint-Pierre-et-Miquelon n’est rattaché à la France qu’en 1816. La Polynésie et la Nouvelle-Calédonie le sont également au cours du XIX^e siècle, tout comme Mayotte. Fréquentées par les Français dès l’époque moderne, Saint-Martin et Saint-Barthélemy ne deviennent également définitivement territoires français qu’au XIX^e siècle.

Considéré comme une « guerre totale », le premier conflit mondial mobilise l'ensemble des populations et des moyens de l'Etat. Malgré l'obtention de la citoyenneté en 1848, les habitants des « vieilles colonies » ne sont cependant pas concernés en 1914 par la conscription. Par souci d'assimilation et d'obtention de l'égalité avec les métropolitains, certains élus locaux réclament leur droit à « l'impôt du sang ». Finalement, environ 10000 Réunionnais, 6000 Guadeloupéens, 7000 Martiniquais, 2500 Guyanais, 500 hommes de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, 500 Polynésiens et autant de Calédoniens rejoignent les fronts en Europe à partir du printemps 1915. Ils sont plus particulièrement dirigés vers l'armée d'Orient où ils sont largement décimés par les maladies (dysanterie et paludisme), tout comme par la dureté des combats devant Gallipoli. D'autres participent aux grandes batailles du front occidental, à Verdun notamment, souffrant du froid si bien qu'on les envoie hiverner dans le sud de la France ou en Afrique du Nord. Sur les 1,39 millions de combattants français tués dans le conflit, on compte environ 4000 Ultramarins. Parmi les plus célèbres, figure, bien entendu, le Réunionnais Roland Garros mais aussi par exemple le Martiniquais Jean-Marie Guibert, décoré de la croix de guerre et de la légion d'honneur à titre posthume. En 1919, avec la démobilisation, la plupart rentrent chez eux, sans véritable reconnaissance officielle, ni avancée de leurs droits.

Lors de la Seconde guerre mondiale, les territoires d'outre-mer jouent un rôle décisif en se ralliant à la France Libre. Alors gouverneur du Tchad, le Guyanais Félix Eboué reconnaît l'autorité du général de Gaulle dès le 26 août 1940. Mais le mouvement d'adhésion à Londres plutôt qu'à Vichy est aussi largement populaire, composé de simples marins de Saint-Pierre-et-Miquelon ou d'une grande partie de la population polynésienne. Ainsi, dans le Pacifique, la Polynésie (2 septembre) puis la Nouvelle-Calédonie (19 septembre) ou encore les Nouvelles-Hébrides se réclament rapidement à leur tour de la France Libre. C'est ensuite le tour de Saint-Pierre-et-Miquelon en décembre 1941, de la Réunion et Wallis et Futuna en 1942, des Antilles (Guadeloupe et Martinique) en 1943 où la dissidence était déjà largement développée. Cette base territoriale pour la France Libre puis Combattante lui permet de s'illustrer dans l'affrontement avec les forces de l'Axe : des Polynésiens, des Néo-Hébridais et des Calédoniens du Bataillon du Pacifique s'illustrent à Bir Hakeim et El-Alamein en 1942, participent au débarquement de Provence et aux combats dans les Vosges en 1944. Deux des 177 hommes du commandant Kieffer qui participent au débarquement de Normandie viennent de Saint-Pierre-et-Miquelon (qui compte alors 6000 habitants). La Fondation de la France Libre évalue à 3500 les Ultramarins sur les 53200 Français engagés.

Après 1945, les engagements des hommes issus des territoires d'outre-mer se poursuivent avec les conflits de décolonisation. On compte sans doute plus de 1000 Réunionnais dans la guerre d'Indochine ; 117 y ont perdu la vie. Au moins 35 Ultramarins sont ensuite tombés en opérations extérieures après 1962. Les recherches historiques menées ces dernières décennies permettent de mieux connaître la trajectoire, les contextes et les conditions des combats des Ultramarins depuis plus de 200 ans. En mettant en avant les destins de cent d'entre eux, ce recueil biographique porte l'ambition de donner aux douze territoires d'outre-mer une place plus à la mesure de leur engagement dans la mémoire collective de la Nation.

Walter Bruyère-Ostells

Professeur des Universités en Histoire contemporaine
(Sciences Po Aix)

Directeur de la Recherche historique au SHD

Rechercher un combattant ultramarin

Le ministère des armées, en lien avec l'ONAC-VG, a constitué une liste hétérogène de 100 notices de combattants ultramarins, consultables en lignes sur le site : <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>. Ces notices ont été réalisées à partir des archives du Service historique de la Défense (SHD) et de celles des différents centres territoriaux des Départements ou Régions français d'Outre-Mer (DROM) et des Collectivités d'Outre-Mer (COM). Ces organismes conservent le dossier individuel, appelé États signalétiques et des services (ESS), qui retrace le parcours militaire des femmes et hommes originaires de l'Outre-mer qui ont combattu et servi la France, qu'ils soient officiers, sous-officiers ou militaires du rang.

En fonction du grade de l'intéressé ou de son statut, les ESS d'un combattant comme d'un résistant seront conservés au Centre historique des archives (CHA) de Vincennes, dont les inventaires sont disponibles en ligne : <https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/> ou au Centre des archives du personnel militaire situé à Pau (capm-pau.courrier.fct@intradef.gouv.fr). Une base de données concernant les militaires et résistants est également consultable sur le site <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>. Dans le cas des combattants «Morts pour la France», les documents consultables à la Division des archives des victimes des conflits contemporains (DAVCC) de Caen (shd-caen.courrier.fct@intradef.gouv.fr) peuvent offrir d'intéressants compléments sur les lieux ou les circonstances du décès des individus.

À l'exception des dossiers d'officiers, de résistance, ou des militaires déployés sur les théâtres récents d'opérations extérieures (OPEX), la plupart des ESS des soldats ultramarins sont toutefois conservés au sein des centres d'archives des territoires d'Outre-mer. Les directions locales de l'ONAC-VG peuvent servir utilement de relais pour obtenir les informations recherchées.

Pour honorer la mémoire des combattants ultramarins, deux méthodologies sont proposées :

1. Choisir dans la liste fournie un combattant, une unité, un événement

Le ministère des Armées a constitué une liste hétérogène de 100 notices biographiques la plus représentative possible de la diversité qui caractérise ces femmes et hommes venus des Départements ou Régions français d'Outre-Mer (DROM) et des Collectivités d'Outre-Mer (COM). Chaque combattant a un parcours lié aux territoires de France, mais également aux campagnes d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Extrême-Orient. Des guerres de la Révolution et de l'Empire jusqu'aux opérations les plus récentes de la France, cette multitude de parcours atteste de la grande diversité de ces combattants originaires de l'Outre-Mer.

2. Prendre contact avec un service départemental de l'ONAC-VG pour trouver un parcours en lien avec le territoire

Dans une perspective d'ancrage territorial, les collectivités peuvent se rapprocher d'un service départemental de l'Office afin de travailler à la mise à l'honneur d'un ou plusieurs parcours spécifiques. Ensemble, ils construiront un projet adapté au territoire. L'Office se fera le relais auprès du SHD qui, après consultation et étude de ses fonds, transmettra les résultats de ses recherches. Le service départemental de l'Office pourra également proposer à la collectivité de monter un projet pédagogique avec des jeunes autour du parcours choisi.

Pour plus d'informations contacter :
memoire.combattants-ultramarins@onacvg.fr

Recensement par région d'origine des combattants ultramarins





Recensement par région d'origine des combattants ultramarins

Région	page	Combattant
États-Unis	44	BULLARD Eugène (origines Martinique)
Guadeloupe	28	BÉBÉL Moïse
	51	CITADELLE Ephrem
	73	GABOU Fernand-Maurice
	89	LABUTHIE Ernest
	92	LEON Leopold
	93	LETIN Albert Marie Joseph
	100	MARTIAL Dorothée
	103	MAZIERES Edouard
	110	MORTENOL Camille
	114	NOUY Marie Louis
	128	Saint-Georges
	127	SAMSON Cyprien
138	THEOPHILE Sylvestre	
Guyane	20	ALBINA Jousset
	50	CATAYEE épouse DUTON Jeanne
	61	DEFENDINI Ange
	66	EBOUE Félix
	68	EBOUE TELL Eugénie
	94	LOEWENBERG Edouard
	104	MERCES ADALBERT Arthur
	106	MODIKA Jean-Aurélien
	107	MONNERVILLE Gaston
	133	SIMON Albert
144	ZOZOL Charles Roger Sully	
Haïti	64	DUMAS Thomas-Alexandre
	80	HEYNE Henry
La Réunion	30	BENARD Louis
	32	BENARD Raymond
	38	BIGNAULT Raoul

Région	page	Combattant
La Réunion	45	BUNDERVOËT D'HAUTECOURT Henry
	48	CADET Raoul Appolinaire
	49	CARO Jean Baptiste
	60	de BOISVILLIERS Pierre Alphonse
	74	GARROS Roland
	81	ICHIZA Francis
	82	JAUZELON Marguerite
	83	JOLY Eugène
	84	JOLY Paul
	91	LEGROS épouse GIRARD Hélène
	120	PIAT Robert
	125	RIVIERE Maxime
	135	TECHER Auguste
Martinique	26	BAILLY Louis
	39	BŒUF Antoine
	40	BRENDLÉ Marie Aimée Cécile
	43	BRUNET Charles
	57	COTTRELL Simone
	63	DE LUCY DE FOSSARIEU Louis
	62	DERY Pierre-César
	77	GUIBERT Jean-Marie
	95	MAGDELEINE Jean
	96	MARIE Magdeleine Omer
	108	MONTAGNAC Charlotte
	109	MONTHIEUX Yves
	115	PAIN Fernand
	116	PALCY William
124	REJON Pierre	
141	THOME Anne	
Mayotte	111	MOURABA Moussa
	112	M'ROIVILI M'Zimi
Métropole	58	COUTURIER Jean (décédé à La Réunion)
	118	PESCHEUX Paul Julien
	131	SAUVAGE Roger Raymond (père Martinique)

Région	page	Combattant
Nouvelle-Calédonie	27	BEARD Pierre
	33	BENEBIG Auguste
	42	BROWN Henri
	70	EGRON Louis
	76	GOYETCHE René Henri
	85	JORE TEYSSIER Raymonde
	87	KASNI WARTI Louis
	90	LE CAROUR Georges
	98	MARIOTTI Pierre Alexis
	113	NATUREL Jacques
	117	PERRAUD Raymond
	121	PORCHERON Charles
	122	PORCHERON Willie
	126	ROBINEAU Paul
	139	THOMAS Ferdinand
142	TRANAPE Jean	
Polynésie	23	A TERIIEROOITERAI Teriieroo
	21	AMOSALVES
	22	ANDRE Constantin
	24	AUBRY Maxime
	35	BERNADINO Charles
	36	BERNARDINO Philippe
	55	COLOMBANI Albert
	56	COLOMBANI Léon-René
	75	GOBRAIT Maadi
	78	HERVÉ Jean
	86	KAINUKU Tavi
	101	MARTIN John
	134	TEAUPAHERE Tetuahira
	137	TEHEI Christian
140	TIHONI Pita	
Saint-Pierre-et-Miquelon	47	BRY Max
	52	COLMAY Constant

Région	page	Combattant
Wallis-et-Futuna	41	BRIAL Benjamin
	71	FALAKIKO Fao François
	72	FALEVALU Patelise

Recensement par conflit par région d'origine des combattants ultramarins

Conflit(s)	Région	page	Combattant
1 ^{re} Guerre Mondiale (GM)	Guadeloupe	73	GABOU Fernand-Maurice
		110	MORTENOL Camille
	Guyane	106	MODIKA Jean-Aurélien
		133	SIMON Albert
	La Réunion	74	GARROS Roland
	Martinique	43	BRUNET Charles
		77	GUIBERT Jean-Marie
		116	PALCY William
		124	REJON Pierre
	Mayotte	111	MOURABA Moussa
112		M'ROIVILI M'Zimi	
1 GM et 2 GM	États-Unis	44	BULLARD Eugène (origines Martinique)
	Guyane	94	LOEWENBERG Edouard
	La Réunion	38	BIGNAULT Raoul
1 ^{er} Empire	Haiti	64	DUMAS Thomas-Alexandre
	Martinique	62	DERY Pierre-César
2 GM	Guadeloupe	28	BÉBÉL Moïse
		92	LEON Leopold
		93	LETIN Albert Marie Joseph
		103	MAZIERES Edouard
		114	NOUY Marie Louis
		127	SAMSON Cyprien
	Guyane	20	ALBINA Jouset
		50	CATAYEE épouse DUTON Jeanne
		61	DEFENDINI Ange
		66	EBOUE Félix
		68	EBOUE TELL Eugénie
		104	MERCES ADALBERT Arthur

Conflit(s)	Région	page	Combattant
2 GM	Guyane	107	MONNERVILLE Gaston
		144	ZOZOL Charles Roger Sully
	Haiti	80	HEYNE Henry
	La Réunion	30	BENARD Louis
		45	BUNDERVOËT D'HAUTECOURT Henry
		48	CADET Raoul Appolinaire
		49	CARO Jean Baptiste
		82	JAUZELON Marguerite
		83	JOLY Eugène
		91	LEGROS épouse GIRARD Hélène
		120	PIAT Robert
		125	RIVIERE Maxime
		Martinique	26
	39		BCEUF Antoine
	57		COTTRELL Simone
	95		MAGDELEINE Jean
	116		PAIN Fernand
	141		THOME Anne
	Métropole	58	COUTURIER Jean (décédé à La Réunion)
		131	SAUVAGE Roger Raymond (père martiniquais)
	Nouvelle-Calédonie	33	BENEBIG Auguste
		42	BROWN Henri
		70	EGRON Louis
		76	GOYETCHE René Henri
		85	JORE TEYSSIER Raymonde
		87	KASNI WARTI Louis
		90	LE CAROUR Georges
		113	NATUREL Jacques
117		PERRAUD Raymond	
121		PORCHERON Charles	
122	PORCHERON Willie		

Conflit(s)	Région	page	Combattant
2 GM	Nouvelle-Calédonie	126	ROBINEAU Paul
		139	THOMAS Ferdinand
		142	TRANAPE Jean
	Polynésie	23	A TERIIEROOITERAI Teriieroo
		22	ANDRE Constantin
		24	AUBRY Maxime
		35	BERNADINO Charles
		55	COLOMBANI Albert
		75	GOBRAIT Maadi
		78	HERVÉ Jean
		86	KAINUKU Tavi
		101	MARTIN John
	134	TEAUPAHERE Tetuahira	
	140	TIHONI Pita	
Saint-Pierre-et-Miquelon	47	BRY Max	
Wallis-et-Futuna	41	BRIAL Benjamin	
	71	FALAKIKO Fao François	
2 GM Corée et Indochine	Polynésie	55	COLOMBANI Léon-René
2 GM et Corée	Nouvelle-Calédonie	27	BEARD Pierre
2 GM et Indochine	Guadeloupe	89	LABUTHIE Ernest
	La Réunion	84	JOLY Paul
		135	TECHER Auguste
	Martinique	108	MONTAGNAC Charlotte
	Métropole	118	PESCHEUX Paul Julien
	Polynésie	36	BERNARDINO Philippe
	Saint-Pierre-et-Miquelon	52	COLMAY Constant
2 GM Indochine et Algérie	Guadeloupe	100	MARTIAL Dorothée
	Martinique	63	DE LUCY DE FOSSARIEU Louis
	Nouvelle-Calédonie	98	MARIOTTI Pierre Alexis
Aucun	Martinique	109	MONTHIEUX Yves
	Polynésie	137	TEHEI Christian

Conflit(s)	Région	page	Combattant
Corée	La Réunion	32	BENARD Raymond
		60	de BOISVILLIERS Pierre Alphonse
		81	ICHIZA Francis
Indochine	Polynésie	21	AMOSALVES
Indochine Algérie Opex	Guadeloupe	51	CITADELLE Ephrem
Indochine et Algérie	Martinique	40	BRENDLÉ Marie Aimée Cécile
OPEX	Guadeloupe	138	THEOPHILE Sylvestre
	Martinique	96	MARIE Magdeleine Omer
	Wallis-et-Futuna	72	FALEVALU Patelise
	Guadeloupe	128	Chevalier de Saint-Georges

Classement alphabétique des combattants ultramarins

ALBINA Kouset

(1912 - 1974)

Régiment d'infanterie coloniale

• **Éléments biographiques :**

Né au lieu-dit **Goyau - Petite Terre Rouge**, près de **Paramaribo** (Surinam) le 17 janvier 1912 (date incertaine, en raison de l'absence d'état-civil). Décédé à **Ligorio** (Surinam) en mai 1974.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Membre de la tribu Saramaka, engagé volontaire à titre étranger à **Cayenne** le 5 octobre 1939 pour la durée de la guerre.

Incorporé au 23^e RIC (régiment d'infanterie coloniale), fait prisonnier le 8 juin 1940 dans les environs de **Soissons** avec la 6^e compagnie du 23^e RIC. Interné au Stalag IB-B (**Mühlberg**, Allemagne, près de la frontière autrichienne) ; transféré au Stalag IV-D (**Dortmund**, Allemagne) ; transféré au Fronstalag 232 (**Luçon**, puis **Savenay**) en 1941 ; transféré au Fronstalag 133 (**Rennes**), le 1^{er} février 1942.

Rapatrié sanitaire le 6 mai 1942 (certaines sources donnent le 8 juin 1942) ; hospitalisé à l'hôpital complémentaire des arts décoratifs à **Limoges**, juillet 1942 ; passé au CRR (Centre de regroupement et de réadaptation) de **Fréjus** le 26 octobre 1942 ; affecté au CTTIC (Centre de transition des troupes indigènes) n°4 le 30 octobre 1942 ; Centre de regroupement et de réadaptation des militaires coloniaux rapatriables, 1^{er} avril 1943 ; nommé 1^{ère} classe le 12 janvier 1944 ; affecté au sous-groupe n°14 le 1^{er} octobre 1944 ; passé au CCTIC n°17 le 16 octobre 1944 ; passé au camp de Souges le 1^{er} janvier 1945 ; embarqué à **Marseille** le 21 février 1945 ; débarqué à **Cayenne** par le navire *Saint-Domingue* le 11 juin 1945, affecté le même jour au Bataillon

d'infanterie coloniale de la Guyane. Il est démobilisé le 3 février 1946.

Après la guerre, exerçant la profession de canotier-motoriste, il vit de longues années à **Mana**, effectuant du transport fluvial de marchandises ; puis il se retire vers 1962 à **Saint-Laurent-du-Maroni** dans le village chinois ; il est malade et dans une situation sociale précaire dans les dernières années de sa vie. Père de vingt-et-un enfants

Carte de combattant n° 1023, délivrée le 2 mai 1951.

Insignes de Prisonnier de guerre, et d'engagé volontaire.

• **Décorations et citations :**

Hommage : Une rue Kouset-Albina existe à **Saint-Laurent-du-Maroni**, dans le quartier de Sable-Blanc.

• **Bibliographie :**

PRICE (Richard), « Histoire du soldat », in *L'Histoire de la Guyane depuis les civilisations amérindiennes*, actes du colloque de Cayenne, 16-18 novembre 2005, Matoury : Ibis Rouge Editions, 2006 : p.139-154.

• **Sources :**

Archives territoriales de Guyane, 1103 W 14 (dossier individuel ONAC Guyane)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

AMOSALVES

(1929 - 1954)

Caporal-chef

6^e régiment d'infanterie coloniale

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Né le 5 avril 1929 à **Avera**, Rurutu (Polynésie).

Fils de Aluise et de Mary Neagle.

Tué le 26 janvier 1954 à **Hoi-Thon** (Nord-Vietnam).

• Carrière militaire et campagnes :

Incorporé à la compagnie mixte d'infanterie coloniale de la Nouvelle Calédonie comme appelé le 1^{er} octobre 1948, il est nommé 1^{re} classe à compter du 1^{er} juillet 1949. Rengagé pour 4 ans pour compter du 1^{er} octobre 1949 au titre du 24^e régiment d'infanterie coloniale (RIC) en novembre. Le 7 janvier 1950, il embarque à **Papeete** pour **Dakar** (Sénégal) où il reste une année. Le 24 décembre 1950, il embarque de **Dakar** pour **Cotonou** (Bénin). Rengagé pour un an le 28 novembre 1950. À compter du 1^{er} octobre 1953, il embarque de **Cotonou** vers **Bordeaux** (Gironde) en mai 1951.

Le 8 juin 1951, il embarque de **Marseille** pour **Saïgon** qu'il rejoint à la fin du mois. Il est alors affecté au 3^e bataillon du 6^e RIC et nommé caporal le 2 octobre. Nommé caporal-chef le 31 mars 1953, il est autorisé à prolonger son séjour en Indochine pour une première période de 6 mois, puis une seconde en décembre 1953. Parallèlement, il se rengage pour 2 ans au titre du 3^e bataillon du 6^e RIC le 5 octobre 1953 pour compter du 1^{er} octobre 1954.

« Dans la nuit du 25 au 26 janvier 1954, vers 0h15 le poste de Hoi-Thon (Nord Vietnam) était envahi par les rebelles, après la trahison de quelques supplétifs. En très peu d'instant, malgré quelques résistances sporadiques, le poste fut enlevé et Amosa fut mortellement blessé par balles à la tête » (Rapport du LTN Meinvielle, commandant la 10^e compagnie du 3/6^e RIC).

Le caporal-chef Amosa est Mort pour la France. Il est inhumé au cimetière militaire de **Hanoi** le 28 janvier 1954, tombe n° 3412, carré n° 76.

• Décorations et citations :

« Caporal courageux qui a participé à toutes les opérations menées par l'unité dans le sous-secteur de **TRINHXA** (Tonkin). S'est brillamment conduit dans les fouilles des calcaires de **DUONG DONG** (octobre-novembre 1951), de **QUYKHE** et **DAO TU** (en février, mars et avril 1952) pénétrant profondément dans les grottes y a récupéré des documents. Excellent patrouilleur, est toujours volontaire pour les embuscades de nuit où il excelle. Dans la nuit du 22 au 23 mars au cours d'une embuscade à **MY GIANG** (Tonkin) a capturé deux agents VM qui prenaient la fuite ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre des Théâtres d'opérations extérieures avec Etoile de Bronze. Titulaire de la médaille coloniale avec agrafe Extrême Orient (brevet n° 987161 du 15 février 1952).

« Chef de pièce FM d'un courage à toute épreuve et d'un sang-froid remarquable. S'est particulièrement fait remarqué le 9 mars 1953 à **PHUONG KHE** (Nord Vietnam). Sa section étant tombée dans une embuscade rebelle, a pris le FM faisant de nombreux morts à l'adversaire. Envoyé en liaison au PC de la compagnie, a remplacé de lui-même le servant au canon de 57 qui venait d'être blessé.

A permis ainsi à sa section de se replier en ramenant ses morts et ses blessés grâce à son tir précis ».

« Très bon caporal-chef d'un courage digne de toute éloge. S'est particulièrement distingué lors de l'attaque du poste de **PHUONG-KHE** durant la nuit du 17 au 18 avril 1953. Chef d'une pièce FM a tenu toute la nuit l'adversaire en échec. A brisé à plusieurs reprises les assauts répétés des rebelles. A eu une part déterminante dans cette affaire où l'adversaire laissa sur le terrain seize morts et eut de nombreux blessés ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre des TOE avec Etoile de Vermeil.

• Source :

SHD, DAVCC : AC 33 R 1992

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page. »

ANDRE Constantin

(1895 - 1943)

Résistance intérieure française

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Issu d'une famille originaire de **Noirmoutier** (Vendée), Constantin André naît le 12 février 1895 à **Papeete** en Polynésie française. Il est le fils de Jean, pilote colonial, et de Lucie Clouteau. Il épouse Marguerite Frioux avec laquelle il a deux enfants.

• Carrière militaire et campagnes :

Chef magasinier à la compagnie de navigation Loire-Maritime à **Saint-Nazaire**, il rejoint l'Organisation Spéciale (OS) dès 1940, organisme qui regroupe les différentes structures clandestines au sein du Parti communiste français (PCF) depuis sa dissolution en septembre 1939. Arrêté une première fois à son domicile le 9 août 1941 à **Saint-Nazaire** par la police française pour transport et distribution de tracts et journaux clandestins, il est interné au camp de **Châteaubriant** jusqu'en avril 1942.

Devenu charpentier à l'entreprise Levaud en septembre 1942, il rejoint le 1^{er} janvier 1943 le mouvement « Front National » créé par le PCF, un mouvement qui souhaite rassembler les Français voulant lutter effectivement contre l'Allemagne nazie. Nommé sergent à titre fictif au sein de la résistance intérieure française, il est à nouveau arrêté, par la Gestapo cette fois, à son domicile le 11 août 1943 sur dénonciation, pour les mêmes motifs qu'auparavant ; il est également accusé de sabotage de matériel militaire. Il est condamné par le tribunal d'**Angers** le 27 octobre 1943 à la déportation. En transit par le camp de **Compiègne** (Oise), il est finalement déporté à **Buchenwald** (Allemagne).

Il décède à **Buchenwald** le 4 décembre 1943 des suites des mauvais traitements reçus.

• Décorations et citations :

Déporté résistant, Constantin André est reconnu Mort pour la France le 12 février 1947. Constantin André est titulaire de la Médaille Militaire. Une place porte son nom dans la commune **Barbâtre** sur l'île de Noirmoutier.

• Sources :

SHD, DAVCC : 21 P 418 246

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

A TERIIEROOITERAI Teriieroo

(1875 - 1952)

Compagnon de la Libération

• Éléments biographiques :

A Teriierooiterai¹ naît le 31 octobre 1875 à **Punaauia** sur l'île de Tahiti dans les Etablissements Français d'Océanie (Polynésie française). Il suit une instruction primaire chez les frères de Ploërmel à **Papeete**. En 1892, il devient facteur, puis obtient un poste d'instituteur dans le district de **Papenoo** à Tahiti. Il est « *un des plus grands orateurs connus en langue tahitienne* » selon le colonel Robert Hervé.

• Carrière militaire et campagnes :

En 1900, le Gouverneur Edouard Petit le nomme chef de ce district : il en est encore le chef en 1934, date à laquelle il est élu au suffrage universel pour exercer les mêmes fonctions. Il démissionne de ses fonctions de chef du district de **Papenoo** pour des raisons de santé le 1^{er} janvier 1947. Il a aussi assumé les fonctions de surveillant des travaux publics de la côte orientale de l'île de Tahiti. En 1912, il est admis à la chambre d'Agriculture, en raison de l'essor sans précédent de l'agriculture de plantation qu'il a favorisée dans son district. En 1937, il siège à l'Assemblée des délégations économiques et financières. Il peut être tenu pour l'un des artisans du ralliement de l'Océanie française à la cause de la France Libre en septembre 1940. Brillant orateur, extrêmement convaincant, il exerce une grande influence sur les milieux indigènes de Tahiti. Ardent patriote, il apporte à la France Libre l'appui de son autorité sur les districts de l'île pendant toute la durée de la guerre, assurant notamment l'enrôlement de nombreux volontaires tahitiens dans les rangs des Forces Françaises Libres. Délégué de Tahiti, son loyalisme ne s'est jamais démenti. En novembre 1942, il est nommé Conseiller privé suppléant et, en novembre 1948, Conseiller privé titulaire. Entre-temps, le 28 mai 1943, le général de Gaulle lui décerne la Croix de la Libération. Il décède le 21 août 1952 sans avoir jamais connu la métropole.

• Décorations et citations :

Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur, décret du 11 avril 1946 (*JORF* du 14 avril 1946). Compagnon de la Libération par décret du 28 mai 1943 Chevalier de l'ordre du Mérite agricole Chevalier de l'Etoile noire du Bénin Médaille de l'Alliance française

« Chef indigène dont le loyalisme pour la France ne s'est jamais démenti. A prêté aux autorités qui ont rallié Tahiti à la France Libre l'appui de sa puissante autorité sur les districts indigènes dont il est le représentant officiel. N'a cessé depuis avec un parfait loyalisme de donner tout son concours à la France Libre, permettant notamment l'enrôlement de nombreux volontaires indigènes »

Projet de décret portant attribution de la Croix de la Libération le 17 avril 1943, signé par le Haut-commissaire de France dans le Pacifique Thierry d'Argenlieu.

• Bibliographie indicative :

Trouplin Vladimir (conservateur en chef du musée de l'Ordre de la Libération), *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Paris, mai 2010, édition Elytis, p. 1005.
Notin Jean-Christophe, *1061 compagnons. Histoire des compagnons de la Libération*, Paris, 2000, Perrin, p. 822.
Musée de l'Ordre de la Libération, dossier n° 983 « TERIIEROO A TERIIEROOITERAI »
Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « TERIIEROO A TERIIEROOITERAI »
Bulletin de liaison de la Société d'entraide des Compagnons de la Libération, n° 1 décembre 1952, p. 2.
Merceron François (sous la direction de), *Dictionnaire illustré de la Polynésie*, Tahiti, 1988-1989, C. Gleizal/éditions de l'Alizé, 4 volumes, p.198-199.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Le dossier du conseiller privé Teriieroo A Teriierooiterai est conservé au musée de l'Ordre de la Libération sous la cote 983.

AUBRY François Maximin dit « Maxime »

(1917 - 2021)

Forces navales françaises libres

• **Eléments biographiques :**

Né le 29 mai 1917 à **Faou**, Tahiti.

• **Carrière militaire et campagne :**

François Maximin est à partir de ses 14 ans forgeron aux Travaux publics, un poste qu'il occupera quelques années avant d'effectuer son service militaire (classe de recrutement : 1937 ; matricule 37-98-69). Le jeune homme est alors versé, selon les sources, du 15 avril 1938 à décembre 1938 dans le détachement de **Papeete** de la Compagnie mixte d'infanterie coloniale (CMIC) de Nouvelle-Calédonie, ou du 15 avril 1938 au 15 avril 1939 dans Compagnie autonome d'infanterie coloniale (CAICT). Mobilisé le 2 septembre 1939, l'armistice renvoie Maxime Aubry dans ses foyers le 11 août 1940. Il contracte un engagement comme *tamarii* dans les Forces Navales Françaises Libres le 11 octobre 1941. Il est alors matelot fusilier (matricule n° 18702-FN-42) puis breveté fusilier-marin le 1^{er} décembre 1941. Il embarque le 7 juin 1942 sur l'avisodragueur *Chevreuil*, alors que le navire militaire relâche à Papeete après avoir rallié l'archipel de Wallis et Futuna à la France Libre. A bord, il est aussi le biniou, puis l'armurier. Il participe à l'ensemble des opérations de guerre de l'avisodragueur, le *Chevreuil* étant d'abord affecté dans le Pacifique où il effectue des missions de présence et de surveillance du territoire dans les Etablissements Français d'Océanie. Le bâtiment est envoyé en Nouvelle-Calédonie. En avril et mai 1943, il réalise des missions d'escorte entre **Sydney** et **Nouméa**. En août-septembre, il gagne l'arsenal de Long Beach et San Diego pour carénage et modernisation du bâtiment, au cours de l'automne 1943. Le *Chevreuil* rejoint ensuite l'Atlantique en janvier 1944 pour escorter les convois alliés, notamment de l'Amérique vers **Gibraltar** et **Casablanca**, entre **Freetown** et **Casablanca** et entre **Dakar** et les îles du Cap Vert, face aux sous-marins allemands.

Maxime Aubry est nommé quartier maître de 2^e classe le 1^{er} avril 1944. À bord, le commandant en second lui confie des responsabilités et plus particulièrement au profit des plus jeunes engagés pour régler les bagarres et calmer les tempéraments les plus agités, remonter le moral des plus mélancoliques et égayer l'atmosphère du bord. Grand sportif, il est le capitaine de l'équipe de football du *Chevreuil*. Le 12 mai 1945, le *Chevreuil* revient à **Toulon** où les marins tahitiens sont débarqués. Maxime Aubry gagne le dépôt des équipages de **Cherbourg** le 21 septembre où il stationne jusqu'au 14 avril 1946 pour être embarqué sur le *Sagittaire* avec les autres volontaires tahitiens retournant sur Tahiti. Il est versé à l'Unité Marine **Papeete**, renvoyé dans ses foyers le 23 mai 1946 et rayé des cadres de l'activité le 25 juin après cinq années de services.

Après-guerre, il exerce successivement les professions de forgeron, de contremaitre, de soudeur et de plombier à l'atelier mécanique de M. Henri Lambert. Le 1^{er} décembre 1961, il devient Surveillant principal des Services Extérieurs de l'administration pénitentiaire de Tahiti- Faa'a, fonction qu'il occupe jusqu'à sa retraite en 1978. Maxime Aubry est décédé le 31 mars 2021.

• **Décorations et citations :**

Chevalier par décret du 18 juin 2011, puis officier par décret du 31 décembre 2020 de l'ordre national de la Légion d'honneur, cette dernière décoration remise le 30 mars 2021. Médaille militaire. Croix de guerre 1939/1945 avec citation à l'ordre du régiment. Croix du combattant volontaire 1939-1945. Croix du combattant volontaire de la Résistance. Croix du combattant. Titre de Reconnaissance de la Nation. →

Médaille de la Résistance avec rosette,
par décret du 22 avril 1946.
Médaille des services volontaires
dans la France Libre.
Médaille commémorative française
de la guerre 1939-1945.
Apparemment, aucune voie de circulation,
aucun édifice public n'a été baptisé
Maxime Aubry.

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P
21 502 (dossier de résistance).

• **Bibliographie indicative :**

André Bouchi-Lamontagne (capitaine
de vaisseau), *Historique des Forces navales
françaises libres*, tome 5 : *Mémorial*,
Vincennes, Service historique de la
Défense, novembre 2006, p.70-71.
Revue de la France Libre, n° 258,
deuxième trimestre 1987
Cols Bleus n°3089 - Août / Septembre 2020,
« La France, nation du Pacifique », p.45

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BAILLY Louis

(1923-)

Forces terrestres en Grande-Bretagne

• Éléments biographiques :

Né le 27 novembre 1923 à **Trinité** (Martinique). Etudiant, il quitte la Martinique le 8 mars 1943 pour **Halifax** (Canada) et signe un engagement au titre de la France libre.

• Carrière militaire et campagnes :

Embarqué pour **Liverpool** le 24 juin 1943, il arrive en Angleterre le 7 juillet. Il est affecté aux forces terrestres en Grande-Bretagne, puis au camp d'**Old Dean** (Camberley) à compter de sa date d'arrivée en Angleterre et dirigé vers l'école militaire des cadets de la France libre (EMCFL) le 6 août 1943. Nommé aspirant à sa sortie d'école le 1^{er} juin 1944, il est muté au camp d'**Old Dean** le 13 juin.

Muté au bataillon des Antilles n° 5 le 15 novembre 1944. En avril 1945, le BMA n°5 est envoyé sur le front de l'Atlantique pour participer aux combats de réduction de la poche de **Royan**. Le 15 avril, il reçoit l'ordre de prendre en 48 heures les villages de **Didonne** et **Saint-Georges de Didonne**. Les deux objectifs tombent en quelques heures. L'aspirant Louis Bailly est cité à l'ordre de la division par le commandant de la 23^e DI, le général de division Anselme.

*« Aspirant, chef de section d'assaut arrivé le premier sur l'objectif de la compagnie au cours de l'attaque du 15 avril 1945 sur **Didonne**, a coiffé les résistances ennemies isolées et fait de nombreux prisonniers. Modèle de bravoure et de sang-froid ».*

L'aspirant Louis Bailly est ensuite démobilisé le 15 novembre 1945.

Décorations et citations :

Par la loi du 17 mars 1954, il se voit octroyer le titre de Saint-cyrien. *« Les anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre, ayant satisfait aux examens de sortie de cette école sont considérés, à tous points de vue, comme issus de l'École spéciale militaire¹ ».*

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Loi n° 54-292 du 17 mars 1954, « Anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre : prise de rang dans les grades d'officier », JORF, 18 mars 1954, p. 2372.

BEARD Pierre

(1924 - 1951)

Soldat

Bataillon français de l'ONU

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Pierre Béard naît le 18 septembre 1924 à Yaté (Nouvelle-Calédonie). Il est le fils de Jean Béard et de Frida Welti.

Il réside avec ses parents à **Evian-les-Bains** en Haute-Savoie.

• Carrière militaire et campagnes :

Engagé volontaire provisoire pour 3 ans le 6 novembre 1942, il est affecté au 92^e régiment d'infanterie (RI). Son contrat est définitif le 20 novembre. Il est placé en congé d'armistice le 1^{er} mars 1943. Engagé à nouveau pour la durée de la guerre au titre du bataillon de la Haute-Savoie, il est régularisé Forces Françaises de l'intérieur le 1^{er} septembre 1944. Le 23 mars, il est muté à la 58^e compagnie du Quartier général. Libéré par anticipation à sa demande, il est démobilisé le 22 décembre 1945 et rayé des contrôles. Il se retire à son domicile à **Evian-les-Bains**.

Rengagé provisoire le 22 septembre 1950 au titre du bataillon français de l'ONU, il embarque pour la Corée le 25 octobre où il arrive le 30 novembre et est affecté à la 3^e compagnie.

Le soldat Pierre Béard meurt à la suite de ces blessures (éclat de mortier) le 5 mars 1951 à Munchi, côte 1037 (Corée). Il est inhumé au cimetière militaire des Nations Unies de **Busan** en Corée.

Il est déclaré Mort pour la France le 17 octobre 1951.

• Décorations et citations :

Citation à l'ordre de la brigade à titre posthume : « *Pointeur au mortier de 60m/m, soldat courageux. Est tombé glorieusement sous les coups de l'ennemi à son poste de combat, alors qu'il participait, avec l'échelon d'assaut, à l'attaque de la cote 1037 à Munchi (Corée), le 5 mars 1951* ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre TOE (Corée) avec étoile de Bronze Médaille militaire à titre posthume.

• Sources :

Etat signalétique et des services, CAPM, Pau Service historique de défense, DAVCC : 35 R 9

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BÉBEL Moïse

(1898 - 1940)

Capitaine

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Né à **Trois-Rivières** en Guadeloupe le 21 mai 1898.

• Carrière militaire et campagnes :

Appelé du contingent au mois d'avril 1917, il est incorporé à la compagnie de Guadeloupe. Il choisit à la fin de son service militaire d'embrasser la carrière des armes. Il souscrit un engagement et est nommé sergent en 1920. C'est au sein de ce même régiment qu'il sert en 1939-1940. L'année suivante, il est admis à suivre la formation dispensée à l'École militaire d'infanterie de **Saint-Maixent** qui forme les officiers d'origine indirecte. Lieutenant le 1^{er} octobre 1923, il est promu capitaine à l'ancienneté le 25 juin 1931. Incorporé au 24^e Régiment de tirailleurs sénégalais (24^e RTS) en décembre 1936. Ses notes dressent le portrait « homme énergique, sachant imposer son autorité de manière naturelle, même à des Européens (sic) ». À la veille de la guerre, Moïse Bébel est proposé pour le grade de chef de bataillon. En septembre 1939, il assure la fonction de capitaine adjudant-major au 3^e bataillon du 24^e RTS (III/24^e RTS). Cette fonction consiste, pour un officier, à assister ou à remplacer un officier supérieur dans le commandement d'un bataillon, voire d'une unité de niveau supérieur, lorsque cet officier a le grade de capitaine. Le 24^e RTS est un régiment organique de la 4^e division d'infanterie coloniale (4^e DIC), une grande unité qui, de septembre 1939 à la mi-mai 1940, occupe des positions tantôt en Alsace, tantôt en Lorraine. Elle est ensuite transférée sur le front de la Somme où, à partir du 23 mai 1940, elle a pour mission de participer à la réduction des têtes de pont allemandes au sud de la rivière. Le III/24^e RTS s'illustre notamment dans de violents combats les

24, 25 et 26 mai dans le secteur d'**Aubigny** (15 km à l'est d'**Amiens**), sans pour autant parvenir à remplir la mission de la division. À compter du 5 juin 1940, la division est fortement attaquée et obligée de se replier sous la poussée des troupes allemandes. Ce repli s'accompagne de contre-attaques qui mettent en valeur la combativité des tirailleurs sénégalais. L'esprit combatif ne suffit cependant pas et la 4^e DIC est encerclée dans la nuit du 8 au 9 juin autour d'**Angivilliers** (40 km à l'est de **Beauvais**). La tentative de percée, à l'aube du 10 juin, se solde par un échec : la quasi-totalité de l'infanterie de la division disparaît dans ces combats et les trois régiments d'infanterie de la 4^e DIC perdent 90 % de leurs effectifs (tués, blessés ou prisonniers). Des quelque 3 000 hommes du 24^e RTS, seule une centaine parvient à s'échapper. La date comme les circonstances exactes de la disparition du capitaine Bébel restent inconnues. L'enquête menée par l'agence centrale des prisonniers de guerre du Comité international de la Croix-Rouge fait apparaître plusieurs dates comprises entre le 8 et le 10 juin 1940. Certains témoignages mentionnent une blessure qui aurait été mortelle, d'autres une rafale de mitrailleuse suivie d'une mort immédiate. En revanche, les témoignages conservés par la division des archives des victimes des conflits contemporains ne font pas mention d'une capture du capitaine Bébel et de dizaines d'autres soldats de couleur, assassinés ensuite par les Allemands. Seule une mort au combat est mentionnée.

Le lieu de sa mort est également soumis à imprécision. Certains témoins le situent à **Erquinvillers**, un village que le capitaine Bébel aurait défendu avec âpreté, quand d'autres, plus nombreux, donnent pour localité du décès **Ravenel** (3 km au nord d'**Angivilliers**)¹. →

¹ L'enquête destinée à établir son décès permet en effet d'établir, grâce au témoignage de certains de ses hommes faits prisonniers par la suite, qu'il a été tué le 10 juin à Ravenel d'une rafale de mitrailleuse.

Il a par la suite été inhumé dans le cimetière d'**Erquinvillers**.

• **Décorations et citations :**

Le capitaine Moïse Bébel est cité à l'ordre de la division (croix de guerre avec étoile d'argent) le 12 juin 1940 : « *Capitaine adjudant-major, officier très énergique d'une grande bravoure. Est parti volontaire à l'attaque le 24 mai pour suivre et coordonner l'action du bataillon. A été pour tous un exemple de calme et de sang-froid. Blessé légèrement au cours de l'action par éclat d'obus, est resté à sa place et a su prendre des dispositions judicieuses pour redresser une situation qui devenait critique* ».

Les cendres du capitaine Bébel – ainsi que celles de plusieurs de ses camarades – le sergent Roger Casimir du Moule, le maréchal des logis Masséna Desbonnes de Terre-de-haut, le soldat Jean Flower de Basse-Terre, les soldats Jean Montantin, Robert Tirolien, Pierre Lalatonne, de Pointe-à-Pitre – ont été accueillies à **Pointe-à-Pitre**, le 22 janvier 1950, par 6 000 Guadeloupéens. À **Trois-Rivières**, commune de sa naissance, une place et une rue portent le nom de Moïse Bébel ; à **Basse-Terre** se trouve une allée « du capitaine Moïse Bébel ». Le 12 juin 2016, le régiment du service militaire adapté (RSMA) de Guadeloupe lui a rendu hommage lors d'une cérémonie.

• **Sources :**

SHD/Vincennes : GR 8Ye 63 571 (états signalétiques et services)
Eléments d'enquête ayant servi à établir la date et les circonstances de son décès sont conservés par la Division des archives des victimes des conflits contemporains sous la cote AC 21P 16734.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BENARD Louis

(1912 - 1995)

Chef de bataillon (Terre)

Forces Françaises libres

Compagnon de la Libération

• Éléments biographiques :

Né le 17 juin 1912 à **Avirons** (La Réunion)

Fils de Benjamin et Anna Cadet

Marié le 19 octobre 1938 à Adrienne Bénard
Cultivateur

• Carrière militaire et campagnes :

Engagé volontaire pour 4 ans à **Saint-Denis** le 6 décembre 1930 au titre du 23^e régiment d'infanterie coloniale (RIC), il sert dans les troupes coloniales sans interruption jusqu'au déclenchement de la guerre. Débarqué à **Beyrouth** en aout 1939, il est affecté au régiment mixte d'infanterie coloniale (RMIC) et nommé sergent-chef le 20 février 1940. Le 26 juin 1940, il passe avec son régiment en Palestine et rallie les Forces Françaises libres. Son unité prend le nom de 1^{er} Bataillon d'infanterie de marine (BIM) le 1^{er} aout.

Il prend part à la première campagne de Libye contre les Italiens dès septembre 1940 puis combat en Syrie en juin 1941. Dirigé ensuite sur l'Égypte, il participe à toutes les campagnes de la 1^{re} Division française libre (DFL). Affecté fin 1941 à l'Atelier lourd (AL) de la 2^e Brigade du général Cazaud, il est nommé adjudant en février 1942 et s'illustre en Libye dans les opérations de récupération de matériel à travers les champs de mines, notamment lors des opérations de **Bir Hacheim** (27 mai-11 juin 1942). En octobre, il est dirigé sur **El-Alamein** puis sur la Tripolitaine à la fin de l'année.

Le 1^{er} mars 1943, il est nommé adjudant-chef puis sous-lieutenant le 23 mars où il participe à la campagne de Tunisie. En 1943, à l'issue de la campagne de Tunisie, les Ateliers lourds de la 1^{re} DFL se fondent en une seule unité : la 9^e Compagnie de réparations divisionnaire (CRD). Louis Bénard y est affecté et débarque à **Naples** le 20 avril 1944. Il participe à la campagne d'Italie puis après son débarquement à **Cavalaire** (Var) le 7 août, à la campagne de

France. Il participe aux opérations dans le sud de la France, puis dans les poches de l'Atlantique. Promu lieutenant le 12 décembre 1944, il est dirigé début 1945 au Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP) pour prendre part à la campagne d'Alsace et à celle de l'Authion dans le sud des Alpes. Son unité devient le 1^{er} RIC le 15 mai 1945.

Lieutenant à la fin de la guerre, Louis Bénard commande ensuite la compagnie de transport du 1^{er} Régiment de marche malgache (RMM) à Madagascar, avant d'être nommé adjoint au commandant d'armes de la Réunion (**Saint-Denis**). Il est nommé capitaine le 1^{er} janvier 1951. Chef d'atelier de mécanique générale et officier mécanicien, il dirige l'établissement central du Service et Matériel au Cambodge en mars 1955 et est par la suite affecté à la mission militaire française par le gouvernement royal Khmer. Rapatrié en janvier 1946, il est dirigé vers **Alger** pour servir au 22^e RIC dont il prend le commandement de la 3^e compagnie jusqu'au 15 février 1957. Il est rayé des cadres le 3 mars 1957, mais continue d'effectuer différentes périodes de réserve par la suite. Inspecteur de l'Armement depuis juillet 1963, il prend sa retraite le 31 décembre 1966 avec le grade de commandant. Louis Bénard est décédé le 14 juin 1995 à **Cannes**.

• Décorations :

Officier de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Médaille de la résistance avec rosette
Croix de guerre 1939-1945
Médaille coloniale agrafes
« Libye-Tunisie-Madagascar »
Médaille commémorative des Services
Volontaires dans la France libre
Médaille commémorative de la guerre
1939-1945 (Italie-France-Allemagne)



Officier de l'ordre de l'Etoile d'Anjouan
Médaille commémorative AFN
Croix du combattant volontaire
de la Résistance
Officier de l'Etoile Noire

Citation à l'ordre des Troupes françaises d'Orient (6 décembre 1941) : « *Adjoint à un chef de section, a rempli plusieurs missions dangereuses. Grand ascendant moral sur ses hommes desquels il obtient tout. Belle figure de chef* ». Citation avec attribution de la croix de Guerre 39-45 avec palme.

Citation à l'ordre du régiment (19 janvier 1945) : « *Officier commandant la recordery section a accompli avec succès sous le feu ennemi des missions de récupération disputant avec énergie un matériel voué à la destruction* ». Citation avec attribution de la croix de guerre 1939-1945 avec étoile bronze.

Citation à l'ordre de la division (21 mai 1945) : « *Commandant un groupement de deux sections de mitrailleuses légères pendant les opérations du 10 au 13 avril 1945. Chargé d'appuyer la progression de la 3^e Cie sur le camp de Cabanes Vieilles a constamment poussé les mitrailleuses au plus près de l'infanterie. A permis l'enlèvement d'assaut de la tête de Vaiercaout le 11 avril en installant ses mitrailleuses en base de feu près du réseau de barbelés défendant la position et faisant ouvrir un feu violent à 50 mètres sur les retranchements ennemis malgré une vive réaction à la grenade et aux armes d'infanterie* ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre 1939-1945 avec étoile d'argent.

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P
46263 (dossier de résistance) ;
SHD Pau.
Ordre de la Libération

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BENARD Raymond

(1928 - 2005)

Sergent

Bataillon français de l'ONU

• Éléments biographiques :

Raymond Bénard est né le 16 mars 1928 à la Réunion.

• Carrière militaire et campagnes :

Le 15 janvier 1948, il contracte un engagement de 5 ans au titre du 2^e Bataillon de Choc des troupes aéroportées. En septembre 1950, il est volontaire pour incorporer le Bataillon Français de l'ONU en partance pour la Corée, qu'il rejoint effectivement le 29 novembre. Caporal-chef, il est affecté à la 3^e compagnie et fait l'objet d'une première citation à l'ordre de la brigade en mars 1951, puis d'une seconde à l'ordre de l'armée en février 1952. Il est rayé des contrôles de l'Armée d'active le 15 janvier 1953.

Il décède le 1^{er} mars 2015. Ses cendres ont été déposées au cimetière militaire de l'ONU à **Busan** (Corée).

• Décorations et citation :

Citation à l'ordre de la brigade : « *Gradé dévoué, a fait preuve lors de l'attaque de la Cote 1037 (Corée), le 5 mars 1951, d'un réel mépris du danger* ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre des TOE avec étoile de bronze.

Citation à l'ordre l'armée :

« *Le 26 septembre 1951, au cours de la première attaque de la Cote 931, a pris au FM la place du tireur grièvement blessé et permis à son groupe durement stoppé, de reprendre la progression.*

Le 12 octobre, à l'attaque des avancées de la Cote 851 (opération Crèvecoeur), son chef hors de combat, a pris le commandement du groupe. En dépit d'un feu violent d'armes automatiques et de grenades, a atteint l'objectif sur lequel 2 attaques précédentes avaient échoué ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre des TOE avec palme.

Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire
Croix de guerre des T.O.E
Croix du Combattant Volontaire avec agrafe « Corée »
Commémorative Corée
Médaille des Nations-Unies
Silver Star Médal

• Sources :

Service historique de la défense, CAPM
Pau, état signalétique et des services.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BENEBIG Auguste

(1915-)

Bataillon Mixte d'Infanterie Coloniale

• Éléments biographiques :

Auguste Benebig¹ naît le 30 septembre 1915 à **Nouméa** en Nouvelle-Calédonie.

• Carrière militaire et campagnes :

Il effectue son service militaire au sein du Bataillon Mixte d'Infanterie Coloniale du 15 octobre 1936 au 15 octobre 1938. Mobilisé en 1939 en tant que caporal, il est démobilisé un an plus tard en raison de l'armistice avec le grade de maréchal des logis. Il s'engage dans les Forces Françaises Libres le 30 septembre 1940 « pour la durée de la guerre » à la suite du ralliement du territoire à la France Libre. Affecté avec le grade de sergent-chef à l'unité que met sur pied le Commandant Félix Broche, il embarque le 5 mai 1941 sur le *Zealandia* à destination de l'Australie, d'où il est dirigé sur l'Égypte, puis la Palestine avec le Bataillon du Pacifique (BP 1).

Promu adjudant en octobre 1941, il prend part aux opérations de Libye en janvier 1942.

Baptême du feu au col d'**Halfaya**, à la frontière égypto-libyenne, le 15 janvier 1942 : 6 500 Italiens et Allemands capturés. Relève d'une unité britannique à **Bir-Hakeim** le 14 février 1942 : construction de fortifications pendant trois mois, nombreuses incursions en profondeur pour harceler l'ennemi, collecte de renseignements. Bataille de **Bir-Hakeim** : sur le flanc sud-ouest de la position, le BP 1 repousse l'attaque de la division italienne *Ariete* le 27 mai 1942 et à nouveau le 6 juin. Le 9 juin, lors d'une attaque, il perd son chef, le lieutenant-colonel Broche, et son adjoint, le capitaine de Bricourt. Dans la nuit du 10 au 11 juin, l'ordre d'évacuation ayant été donné par le commandement britannique, le BP 1 force le passage et rejoint la VIII^e Armée. À cette occasion, Auguste Benebig se distingue, évacuant

sur son dos un camarade rendu aveugle par un tir ennemi avant de revenir au plus fort de la bataille pour évacuer un autre camarade blessé. Cette double action lui vaut la Croix de la Libération.

Devenu chef de l'atelier lourd du Bataillon d'Infanterie de Marine et du Pacifique (BIMP) issu de la fusion des effectifs, décimés à **Bir-Hakeim**, du Bataillon du Pacifique et du 1^{er} Bataillon d'Infanterie de Marine, Auguste Benebig est dirigé sur le front d'**El Alamein** en octobre 1942. Après la campagne de Tunisie, il est provisoirement détaché du 7 au 30 juin 1943 au quartier général du général de Gaulle, villa des Glycines à **Alger**, comme garde du corps, avant de rejoindre son unité en Tripolitaine. En octobre 1943, il est dirigé sur l'arrière à **Sousse** pour un rapatriement ultérieur en Nouvelle-Calédonie où il arrive le 22 juillet 1944, affecté à la Compagnie du dépôt de **Nouméa**. Il est mis en congé illimité sur sa demande le 25 août 1944. Après la guerre, il est ouvrier mécanicien à la société Le Nickel jusqu'en 1948, puis mécanicien garagiste à son compte jusqu'en 1975, date de sa retraite.

• Décorations et citations :

Chevalier de l'ordre de la Légion d'Honneur par décret du 5 janvier 1956 (*JORF* du 7 janvier).
Croix de Compagnon de la Libération par décret n° 515 du 9 septembre 1942, remise en personne par le général de Gaulle en Égypte, après **Bir-Hakeim**, en même temps qu'au général Koenig et au lieutenant-colonel Amilakvari.
Médaille militaire par décret du 30 décembre 1948 (*JORF* du 5 février 1949).
Croix de guerre 1939-1945 (1 palme).
Médaille coloniale avec agrafes « Libye 1942 », « **Bir-Hakeim** », « Tripolitaine » et « Tunisie ».



¹ Le dossier de l'adjudant Auguste Bénégig est conservé au musée de l'Ordre de la Libération sous la cote 80.

Croix du Combattant volontaire 1939-1945.
Médaille Commémorative 1939-1945 avec agrafe « Afrique ».

« Sous-officier animé d'un grand courage. Dans la nuit du 10 au 11 mai 1942, lors de la sortie de vive force de Bir Hakeim, a chargé sur son dos un camarade aveuglé par une balle et l'a transporté hors des lignes ennemies, est revenu ensuite en plein barrage de feu chercher un camarade blessé qu'il a également porté hors d'atteinte de l'ennemi »

Décret portant attribution de la Croix de la Libération, fait à Beyrouth le 9 septembre 1942 et signé Charles de Gaulle.

Témoignage de satisfaction en tant que chef de l'atelier lourd de la part du chef de bataillon Bouillon, commandant le BIMP le 30 octobre 1943

• **Bibliographie indicative :**

Trouplin Vladimir (conservateur en chef du musée de l'Ordre de la Libération), *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Paris, mai 2010, édition Elytis, p.99.

Notin Jean-Christophe, *1061 compagnons. Histoire des compagnons de la Libération*, Paris, 2000, Perrin, p.822

Musée de l'Ordre de la Libération, dossier n° 80 « Auguste BENEBIG »

Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Auguste BENEBIG »

Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Bataillon du Pacifique 1941-1942 »

Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Bataillon d'infanterie de Marine et du Pacifique 1942-1945 »

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BERNADINO Charles

(1919 - 1944)

Sergent-chef

Forces Françaises libres

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Né le 3 juillet 1919 à **Papeete** (Polynésie). Célibataire

• Carrière militaire et campagnes :

Engagé volontaire au sein des Forces Françaises libres au titre du Bataillon du Pacifique (BP1) le 16 décembre 1940 en qualité de 2^e classe. Il est nommé 1^{er} classe le 20 avril 1941. Il embarque pour **Nouméa** le 21 avril 1941. Arrivé le 29, il embarque le 5 mai à bord du *Zealandia* vers **Sydney** (Australie). Après 45 jours d'entraînement, il embarque sur le *Queen Elisabeth* avec le BP1 vers le Moyen-Orient et débarque à **Suez** le 31 juillet 1941. Le lendemain il est dirigé sur la Palestine où il effectue avec son unité cinq mois d'entraînement, puis vers la Syrie fin août. Le 31 décembre il arrive en Egypte et est dirigé vers la Libye en janvier 1942. Le contingent est engagé en Libye au sein de la 1^{ère} Division Française Libre, en formation sous les ordres du général Koenig.

Il prend part à la bataille de **Bir Hacheim** du 27 mai au 11 juin 1942. À la suite des pertes subies par le 1^{er} bataillon d'infanterie de marine (BIM) et le bataillon du Pacifique (BP1) durant le siège et la sortie de **Bir Hacheim**, le général Koenig décida le 1^{er} juillet 1942 de fusionner les deux unités pour former, à compter du 16 juin 1942, le bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP). De retour en Egypte le 28 juin 1942, il prend part aux opérations de l'Himeimat (**El Alamein**).

Il passe la frontière tunisienne le 23 février 1943. Arrivé à **Médénine**, il est dirigé sur **Ben Amara** le 13 mars 1943. Il est nommé caporal-chef le 1^{er} septembre 1943.

Le 17 avril 1944, il est dirigé avec son unité sur l'Italie et débarque à **Naples** le 20 pour participer à la campagne d'Italie. Par la suite, il est embarqué depuis **Tarente** vers **Cavalaire** (Var). Débarqué le 16 août, il participe aux premiers combats pour la libération de la Provence. Blessé lors des combats de **La Mauranne**, dans la région d'**Hyères**, le 23 août 1944 il décède des suites de ses blessures dans une ambulance chirurgicale.

• Décorations :

Médaille militaire. « Sous-officier énergique, dévoué et courageux. Commandant un groupe avancé au cours du siège de **Bir Hacheim**, réussit à s'approcher à 50 mètres de l'ennemi, dirigea la résistance et après plusieurs heures de combat, réussit à repousser l'attaque en infligeant de lourdes pertes à l'adversaire ». Concession avec attribution de la Croix de Guerre 1939-1945 avec palme.

• Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16 P 50737 (dossier de résistance) ; SHD Pau.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BERNARDINO Philippe

(1915 -)

Volontaire pour la Compagnie Mixte d'Infanterie Coloniale (CMIC)

• **Éléments biographiques :**

Philippe Bernardino¹ naît le 23 septembre 1915 à **Mataiea** sur l'île de Tahiti dans les Etablissements français de l'Océanie (Polynésie).

• **Carrière militaire et campagnes :**

À l'issue de son service militaire, Philippe Bernardino opte pour la carrière militaire le 15 août 1938. Après le ralliement de la Polynésie à la France Libre à la fin du mois de septembre 1940, il s'engage dans les Forces Françaises Libres le 2 janvier 1941 et se porte volontaire pour la Compagnie Mixte d'Infanterie Coloniale (CMIC), futur Bataillon du Pacifique (BP 1) au sein du Corps Expéditionnaire Français du Pacifique (CEFP), rassemblée à l'initiative du Commandant Félix Broche, commandant les troupes de Tahiti. Nommé successivement caporal le 1^{er} juillet 1939, caporal-chef le 16 juillet 1940, puis sergent le 3 janvier 1941, Philippe Bernardino, après des séjours d'aguerrissement en Australie et au Levant, participe à toutes les campagnes du BP 1 et notamment à la campagne de Libye en 1942.

Baptême du feu au col d'**Halfaya** à la frontière égypto-libyenne, le 15 janvier 1942 : 6 500 Italiens et Allemands capturés.

Relève d'une unité britannique à **Bir-Hakeim** le 14 février 1942 : construction de fortifications pendant trois mois, nombreuses incursions en profondeur pour harceler l'ennemi, collecte de renseignements. Bataille de **Bir-Hakeim** : sur le flanc sud-ouest de la position, le BP 1 repousse l'attaque de la division italienne *Ariete* le 27 mai 1942 et à nouveau le 6 juin. Le 9 juin, lors d'une attaque, il perd son chef, le lieutenant-colonel Broche, et son adjoint, le capitaine de Bricourt. Le 10 juin, l'ordre d'évacuation ayant été donné par le commandement britannique, le BP 1 force le passage et rejoint la VIII^e Armée. « *Les volontaires du Pacifique, à la pointe du combat, confirment la valeur militaire dont ils avaient fait*

preuve au cours des opérations qui ont précédé la bataille et donnent la preuve de l'attachement à la France de ses enfants du Pacifique. La France combattante est fière de ses enfants du Pacifique » écrit alors le général de Gaulle.

Promu sergent-chef le 1^{er} avril 1942, Philippe Bernardino est intégré le 15 juin 1942 au Bataillon d'Infanterie de Marine et du Pacifique (BIMP) issu de la fusion des effectifs, décimés à **Bir-Hakeim**, du Bataillon du Pacifique et du 1^{er} Bataillon d'Infanterie de Marine. Le BIMP est placé sous les ordres du commandant Bouillon, compte un peu moins de 700 hommes et fait partie intégrante de la 1^{ère} Division française libre. Après la bataille d'**El Alamein** (Égypte), qui stoppe l'avancée des forces de l'Axe, le BIMP est la seule unité française, avec une colonne volante de chars et d'automitrailleuses des spahis marocains, à être détachée auprès de la VIII^e armée britannique pour prendre part à la poursuite offensive de l'ennemi qui s'amorce dès le 5 novembre 1942. Il pénètre en Tunisie le 23 février 1943 où, du 14 mars au 5 mai, il est la seule unité de la 1^{ère} DFL à opérer avec les troupes de la Force L du général Leclerc. Le 13 mai 1943, les forces de l'Axe se rendent. La division a capturé 1 200 officiers et 23 000 hommes. Après une période de réorganisation et d'entraînement intensif consécutif à l'incorporation de recrues d'Afrique du Nord et d'évadés de France, le BIMP est incorporé, en octobre 1943, à la 4^e Brigade de la 1^{ère} DFL du général Brosset. Le 20 avril 1944, avec la DFL, le BIMP débarque en Italie. L'offensive générale est déclenchée le 11 mai au soir. Malgré la perte de son chef, le chef de bataillon **Magny**, le 16 mai, le BIMP atteint ses objectifs : la ligne *Gustav* est rompue. Le 4 juin, les faubourgs de **Rome** sont atteints, une compagnie du BIMP y fait son entrée et défile seule. Le 30 juin 1944, le BIMP est décoré par le Général de Gaulle de la Croix de la Libération au cours d'une prise d'armes →

¹ Le dossier de l'adjudant-chef Philippe Bernardino est conservé au SHD sous la cote GR 16P dossier n° 52 042.

à **Marcianise**, près de **Naples**, en Italie. Avec le BIMP, Philippe Bernardino débarque en Provence dans la nuit du 16 au 17 août 1944 et participe à la libération de **Hyères** et de **Toulon**, remonte la vallée du Rhône et livre les combats des Vosges, jusqu'au moment où les Tahitiens sont relevés du front et mis au repos à la caserne Latour-Maubourg à **Paris**. « *Type accompli du soldat énergique, courageux et sûr* », il est promu adjudant et reçoit sa deuxième citation. Après la guerre, il est affecté durant trois ans à Tahiti, puis au 3^e Régiment d'Infanterie Coloniale à **Versailles** de 1949 à 1952. De 1952 à 1954, il sert en Indochine où il est promu adjudant-chef, et reçoit ses troisièmes et quatrième citations. Il est à nouveau affecté à **Papeete** avant de prendre sa retraite en septembre 1958.

• Citations et distinctions :

Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur par décret de 1962.
Compagnon de la Libération par décret du 16 octobre 1945 (*JORF* du 17, p. 26377).
Médaille militaire « pour acte de bravoure » par décret n° 561 du 9 septembre 1942.
Croix de guerre 1939-1945 avec palmes et étoile d'argent (2 citations).
Croix de guerre des Théâtres d'Opérations Extérieures (4 citations).
Médaille de la Résistance.
Médaille coloniale avec agrafes « Libye 1942 », « Bir-Hakeim », « Tripolitaine » et « Tunisie ».
Médaille Commémorative des Services Volontaires dans la France Libre.
Citation à l'ordre de la Division.

« Militaire de carrière tahitien, a eu le mérite de comprendre dès le 18 juin 1940 l'appel du général de Gaulle. Sous-officier aimé et respecté de ses hommes, a mis dès la première heure son influence et son ascendant au service de la France Libre. A, par son exemple et par sa foi, contribué à la constitution rapide du Corps expéditionnaire de Tahiti et n'a pas cessé depuis d'y servir avec le plus parfait dévouement. A participé dans une compagnie de FV à toutes

les campagnes de Libye, Tripolitaine, Tunisie, Italie et France, se faisant toujours remarquer par son sang-froid dans les moments les plus critiques et par son dévouement. Type accompli du soldat, énergique, courageux et sûr »
Mémoire de proposition pour la Croix de la Libération, fait à Paris le 29 septembre 1945, signature illisible, avis du général Koenig gouverneur militaire de Paris le 11 juillet 1945.
« *Sous-officier énergique, dévoué et courageux. Commandant un groupe avancé au cours du siège de Bir-Hakeim, réussit à s'approcher à 50 mètres de l'ennemi, dirigea la résistance et, après plusieurs heures de combat, réussit à repousser l'attaque en infligeant de lourdes pertes à l'adversaire* » (Réf. n° arrivée 4 905 du 25 novembre 1942, 1^{er} bureau de l'EMG, reçu en communication)
« *Très bon sous-officier adjoint. Très courageux, sérieux, dévoué et robuste. Instruction militaire et générale à parfaire. Décoré de la médaille militaire pour acte de bravoure à Bir-Hakeim* » (appréciation du capitaine Blanchet en 1942).

• Sources :

SHD-GR 16P dossier n° 52 042
BERNARDINO Philippe, matricule 51-180
Trouplin Vladimir (conservateur en chef du musée de l'Ordre de la Libération), *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Paris, mai 2010, édition Elytis, page 108.
Notin Jean-Christophe, *1061 compagnons. Histoire des compagnons de la Libération*, Paris, 2000, Perrin, 822 p.
Musée de l'Ordre de la Libération, dossier n° 90 « Philippe BERNARDINO »
Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Philippe BERNARDINO »
Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Bataillon du Pacifique 1941-1942 »
Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Bataillon d'infanterie de Marine et du Pacifique 1942-1945 »

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BIGNAULT Raoul

(1895 -)

Déporté résistant

• Éléments biographiques :

Raoul Bignault naît le 16 mai 1895 à **Saint-Denis** à La Réunion. Fils de Louis Bignault et de Annat Gresset, il vit avec ses parents à **Saïgon** en Cochinchine (actuel Vietnam).

• Carrière militaire et campagnes :

Élève architecte, il est appelé de la classe 1915 et incorporé au 5^e régiment d'artillerie coloniale (RAC), en garnison à **Saïgon**, en qualité de soldat de 2^e classe le 15 février 1915. Le 31 mai 1916, il embarque de **Saïgon** pour **Marseille** où il débarque le 10 juillet. Il est alors affecté au 3^e régiment d'artillerie de campagne à **Marseille**. Il passe ensuite au groupe des 62^e et 63^e batteries du 2^e régiment d'artillerie de campagne et est envoyé sur le front le 31 août 1916. Son unité se trouve alors engagée dans la région de **Woëvre** (Lorraine). A la fin de la même année, il passe au dépôt du 3^e régiment d'artillerie de campagne. De retour à **Saïgon** le 11 janvier 1918, il est affecté au 5^e RAC le 1^{er} mai 1918. Il est rayé des contrôles le 11 août 1919 puis dégage de toute obligation militaire en 1943.

Le 1^{er} janvier 1944, Raoul Bignault entre en résistance au sein du réseau « Bjerring », seul réseau d'action d'Indochine et non simplement de renseignements. Il est alors agent P1¹, puis agent P2² à compter du 13 avril 1945 en qualité de chargé de mission de 3^e classe, correspondant à l'équivalent de sous-lieutenant pour la durée de sa mission.

Arrêté à l'hôpital de **Lanessan**, où il s'était fait admettre pour une intervention chirurgicale par la gendarmerie japonaise

(*Kempeitai*) le 13 avril 1945, il est incarcéré à la Maison centrale de **Hanoï** jusqu'au 31 juillet, puis à la citadelle de **Hanoï** jusqu'à sa libération le 30 septembre 1945.

En novembre 1953, le titre de déporté résistant lui est attribué.

• Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16 P 59441 (dossier de résistance)
Archives nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence : FR ANOM 12 RM 85

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Agent de renseignement ou responsable qui travaille pour la Résistance d'une manière habituelle.

² Agent de renseignement ou officier responsable qui travaille en permanence pour la Résistance.

BŒUF Antoine

(1905 - 1945)

Mort pour la France

• **Éléments biographiques :**

Antoine Bœuf naît le 1^{er} août 1905 à **Fort-de-France** en Martinique. Il est le fils de Abel et Armande Lapierre. Il épouse le 24 octobre 1933 Andrée Gazet avec laquelle il a un fils, Michel, né le 15 novembre 1934.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Engagé volontaire pour trois ans le 28 novembre 1923 au titre du 8^e régiment de chasseurs à cheval, il est nommé brigadier le 21 mai de l'année suivante. Rengagé pour trois ans en janvier 1927, il est affecté au 310^e régiment d'artillerie coloniale (RAC) en qualité de maréchal des logis. Après une campagne au Maroc, puis à **Dakar**, il est promu adjudant le 1^{er} mars 1932 avant une affectation pour Madagascar en juin 1934 au 10^e RAC. En septembre 1937, il est affecté à l'état-major des troupes coloniales et le 7 octobre 1939, à sa demande, au dépôt de guerre d'artillerie coloniale. Affecté au 310^e RAC, il est porté aux armées le 18 mars 1940. Il est fait prisonnier le 15 juin 1940 à **Laines-aux-Bois** (Aube) et envoyé en captivité en Allemagne.

Il est libéré le 5 juillet 1941 et nommé en septembre agent principal de 1^{er} classe des corps de troupe coloniaux. Affecté au secrétariat d'Etat à la Guerre, direction du budget et de la comptabilité, il rejoint le réseau de résistance « Super-Nap », une organisation avec pour objectif d'infiltrer et noyauter les administrations de l'État français (NAP pour Noyautage des administrations publiques) et notamment la haute administration (d'où SUPER NAP).

Placé en congé d'armistice avec emploi le 20 décembre 1941, il est intégré dans le corps civil des agents des corps de troupe coloniaux. Devenu adjoint administratif colonial de 3^e classe, il est arrêté par la Milice le 24 janvier 1944 à Vichy (Allier) pour fait de résistance et « violation du secret professionnel », il est condamné le 6 mars 1944 par le tribunal de **Cusset** (Allier). Il est interné administratif au camp de **Saint-Sulpice-La-Pointe** (Tarn) jusqu'en juillet, puis déporté en Allemagne au camp de Buchenwald, où il rejoint le Kommando des mines de sel de **Plomnitz**.

Le 25 décembre 1944, il est promu lieutenant dans les cadres des agents administratifs des corps de troupe coloniaux en réparation de préjudice de carrière. Il décède le 13 avril 1945 d'épuisement à **Elsdorf** (Allemagne) à la suite de la marche forcée imposée lors de l'évacuation de son camp. Il est reconnu Mort pour la France en décembre 1947 et déporté résistant en juin 1952.

• **Décorations et citations :**

Antoine Bœuf était chevalier de l'ordre de l'Étoile Noire du Bénin et titulaire de la Médaille Coloniale et de la Médaille Militaire.

• **Sources :**

SHD, DAVCC : 21 P 427 492

SHD Vincennes : SHD GR 8 YE 69213

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Le dossier du conseiller privé Terrieroo A Terrierooitearai est conservé au musée de l'Ordre de la Libération sous la cote 983.

BRENDLÉ Marie Aimée Cécile (1916 - 2005)

• **Éléments biographiques :**

Marie Aimée Cécile Brendlé naît le 28 avril 1916 au **Vauclin**, dans le sud-est de la Martinique, de parents originaires du département, Albert Brendlé et Laure Philippy.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Sa vie civile n'est pas connue avant son engagement volontaire dans l'armée de l'Air le 20 octobre 1952, à titre du personnel Féminin spécialiste Service général (spécialisation : aide dactylographe). Brendlé est intégrée le mois suivant à la compagnie de l'Air 280, où son chef le capitaine Pouillet l'évoque ainsi en notation le 9 octobre 1953 : *Bonne présentation, bonne éducation, bonne moralité. Tenue très bonne, esprit militaire très bon. Très bon élément, a toujours donné satisfaction. Valeur physique bonne. Deviendra très bonne dactylo, à fournir un gros travail à la compagnie de l'Air 280, a su s'y faire apprécier. Élément à suivre.* Rayée des contrôles de la CA 280 trois jours plus tard, la caporal-chef (01/05/1953) Brendlé est volontaire pour servir en Indochine et s'embarque le 21 octobre 1953 pour l'Extrême-Orient. Débarquée à **Saïgon** le 17 novembre suivant et convoyée à **Hanoï**, Brendlé est autorisée à prolonger son opération extérieure à quatre reprises jusqu'au 25 février 1957. Elle est affectée en tant que dactylographe indice 83.31 à de multiples états-majors tout au long de son séjour, incluant le Groupement Aérien Tactique Nord, puis après sa dissolution en mai 1955 au Commandement des Unités Tactiques en Extrême-Orient.

Rentrée à Paris en février 1957, après un passage à la Base aérienne 117 Brendlé connaît sa deuxième campagne extérieure

en s'envolant un an plus tard du **Bourget** à destination d'**Alger**. La caporale-chef est affectée à la compagnie de l'Air 02/213 basée à **Bone**, et y reçoit en octobre 1960 une commission en vue de servir jusqu'à 15 ans maximum dans l'armée de l'Air. Elle quitte l'Algérie le 15 mars 1963, après avoir été nommée sergent le 1^{er} avril 1962. Elle sert au Commandement des Écoles de l'Armée de l'Air (**Paris**) et de nouveau à la Base aérienne 117, avant de retourner en Algérie le 26 juillet 1966 pour être affectée au Commandement supérieur et à l'état-major interarmées installé à **Mers-el-Kébir**. Brendlé quitte définitivement l'Algérie le 27 janvier 1968. Elle termine sa carrière à la Direction Centrale du Matériel de l'Armée de l'Air, passant au grade de sergent-chef le 1^{er} octobre 1968, puis à celui d'adjudant le 1^{er} janvier 1971. Atteinte par la limite d'âge (55 ans), Brendlé est rayée des contrôles de l'armée de l'Air le 28 avril et se retire en son domicile, 110 rue Cambronne, Paris 15^e. Elle y décède le 1^{er} février 2005 (88 ans), restée célibataire tout en long de sa vie et sans enfant.

• **Décorations et citations :**

Médaille commémorative d'INDOCHINE (rang du 01/08/1953. Décret du 01/01/1959).
Médaille coloniale avec agrafe « EXTREME ORIENT » (rang du 15/02/1955. Décret du 05/08/1946).

Médaille commémorative des opérations de sécurité et de maintien de l'ordre avec agrafe « Algérie » (décret du 12/10/1956).
Croix du combattant volontaire avec barrette « INDOCHINE » (Décision du 22/05/1984).

• **Sources :**

SHD Vincennes, Archives Air,
DE 2016 ZL 120/116

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BRIAL Benjamin

(1925 - 2004)

Forces Françaises Libres

• Éléments biographiques :

Né le 9 juin 1923 à **Mata'utu**

(Wallis-et-Futuna).

Fils de Sylvain¹ et de Louise

Fautun, domiciliés à Nouméa

lors de son engagement.

Décédé le 12 novembre 2004 à **Malae**

Loka Hihito (Wallis-et-Futuna).

• Carrière militaire et campagnes :

Il s'engage dans les Forces françaises libres à **Nouméa** le 5 octobre 1942 comme matelot

sans spécialité pour la durée de la guerre

plus 3 mois.

Il sert au sein de la Marine de Nouvelle-

Calédonie du 5 octobre 1942 au 22 juillet

1943, période pendant laquelle il est promu

matelot de 2^e classe fusilier (8 juillet 1943).

Il est affecté à bord du *Chevreuil* du

22 juillet 1943 jusqu'au 22 octobre

1945 puis bascule à nouveau dans la

Marine de Nouvelle-Calédonie.

Il se retire à **Nouméa**.

• Décorations et citations :

Médaille commémorative des services

volontaires dans la France libre

Diplôme du Général de Gaulle

• Sources :

Dossier individuel de résistant : GR

16P 90185 (SHD Vincennes).

Site de l'Assemblée Nationale

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Issu d'une lignée de commerçants influents et d'hommes politiques locaux.

Député de Wallis-et-Futuna du 7 juillet 1968 au 1er avril 1973 (Union des démocrates pour la République)

BROWN Henri

(1924-1989)

Soldat de première classe

Forces aériennes françaises libres

• Éléments biographiques :

Henri Brown naît le 10 décembre 1924 à **Poum** (Nouvelle-Calédonie).

• Carrière militaire et campagnes :

Le 2 mars 1943, Henri Brown prend un engagement volontaire au sein des Forces aériennes françaises libres pour la durée de la guerre. Le lendemain, il embarque à **Nouméa** sur le croiseur américain *Helena* avec le deuxième contingent du corps expéditionnaire français du Pacifique pour être dirigé sur le théâtre des opérations du Moyen-Orient. Du 7 au 14 mars 1943, Brown fait escale en Australie. Le 15 mars, il embarque à bord du *Queen Mary*. Le 26 avril, Brown débarque en Angleterre et, le même jour, rejoint **Camberley**. Il y intègre le deuxième régiment de chasseurs parachutistes. Le 16 juin 1943, Brown obtient le brevet parachutiste. Au bout d'une année de formation, il part en opérations le 9 juin 1944 avec le 2^e RCP pour participer à la campagne de France. Le 1^{er} juillet, Brown est nommé soldat de première classe. Le 27 août 1944, il gagne le sud de la Loire. Le 13 septembre, Brown rejoint l'Angleterre. Le 28 juin 1945, il part en détachement sur **Paris** en vue de son futur rapatriement. Le 16 septembre, Brown est affecté à la Compagnie autonome du Pacifique. Celle-ci étant dissoute le 26 février 1946, Brown passe à **Marseille** au Dépôt des isolés des troupes coloniales. Le 14 mars 1946, il embarque sur le *Sagittaire* à destination de la Nouvelle-Calédonie et est affecté au Bataillon de mitrailleurs d'infanterie coloniale.

Le 21 mai 1946, il débarque à **Nouméa** et, le même jour, est mis en congé de fin de campagne de soixante jours. Le 21 juillet, Brown est démobilisé et renvoyé dans ses foyers. Il décède en 1989 à l'âge de 65 ans.

• Décorations et citations :

Le 30 octobre 1944, Brown est cité à l'ordre du Corps d'armée. Il reçoit la Croix de guerre avec étoile vermeil. Il est titulaire aussi de la médaille commémorative des Services volontaires dans la France Libre en application des prescriptions du décret du 4 avril 1946.

• Sources :

SHD Vincennes : SHD 16 P 93358 (dossier de résistance).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BRUNET Charles Louis Voluard

(1894-)

• Éléments biographiques :

Charles Louis Voluard Brunet naît le 2 mai 1894 à **Fort-de-France**, fils de Léon Hyppolyte Brunet (mécanicien) et Marie Jacquièr (institutrice).

• Carrière militaire et campagnes :

Ingénieur des arts et métiers en 1912 puis élève de l'École centrale en 1914, il est mobilisé et affecté au 31^e Régiment d'artillerie en octobre. Il passe au 2^e régiment d'artillerie le 25 février 1915 avec le grade de sous-lieutenant à titre temporaire, confirmé définitivement le 27 mars 1917 (sous-lieutenant de réserve). Brunet obtient son brevet d'aviateur le 14 décembre 1916, et est détaché dans l'aviation ce même jour comme observateur. Lieutenant de réserve le 27 juillet 1917, il obtient à cette affectation trois autres citations dans les derniers mois de la guerre. Placé en congé illimité à l'issue de l'armistice, le lieutenant Brunet retrouve l'École centrale, terminée en 1920 en qualité d'ingénieur des arts et manufactures. Il est l'auteur d'une *Méthode d'application d'un cercle téléométrique*, adoptée par l'École de tir aérienne de **Cazaux**. Directeur de la Société financière de Pétrole à **Paris** dans le civil, Brunet poursuit sa carrière de réserviste en parallèle, en passant officiellement dans l'arme aéronautique le 20 juin 1923. Capitaine de réserve hors cadre le 24 janvier 1927, il s'établit dans la décennie en Pologne à **Lwów** (désormais **Lviv**, en Ukraine), exerçant les fonctions de Directeur de la Société Electrogaz. En septembre 1939 Brunet est contraint de quitter **Lwów**, menacé dès le 12 par les blindés allemands puis soviétiques. De retour en France, il est versé dans le corps des officiers de réserve sédentaires et, maîtrisant la langue polonaise après 14 ans de pratique, pressenti pour intégrer le Dépôt d'Instruction de l'aviation polonaise repliée en France. Il est toutefois affecté en octobre au Bataillon de l'Air 117 et à la Direction générale technique et industrielle (Service des Fabrications et de l'Aéronautique). Il est démobilisé du bataillon le 2 juin 1926 et se retire à **Saint-Gaudens** (Haute-Garonne). Rayé des cadres de la réserve le 2 mai 1948, Brunet est admis à l'honorariat le 13 août 1949. Sa date de décès n'est pas connue.

• Décorations et citations :

Il obtient entre temps sa première citation à l'ordre du 31^e Corps d'Armée, en juillet 1915 : *Jeune officier plein d'allant et ayant le plus complet mépris du danger. Le 22 juin 1916, sa batterie soumise à un bombardement d'obus de gros calibre et d'obus asphyxiants à, en l'absence du capitaine qui se trouvait à l'observatoire, maintenu par sa belle attitude le calme parmi son personnel et occupé de sa personne le poste de guetteur aux fusées installé à proximité des pièces.*

Citation à l'ordre de la 7^e Division d'infanterie, 11 avril 1918 :

Joint à sa valeur professionnelle des qualités morales qui en font un observateur de premier ordre.

Durant les dernières journées de bataille a fait preuve d'une activité et d'un allant remarquables, accomplissant de nombreuses missions dans des circonstances très difficiles et périlleuses.

Citation à l'ordre de la 5^e Armée, 30 juillet 1918 :

Officier d'un allant remarquable. Après s'être conduit brillamment aux attaques de Champagne en 1917, a pris une part très active à la bataille.

Récemment au cours d'une mission d'artillerie a soutenu un dur combat contre deux avions de chasse ennemis. Grâce à son sang-froid et à son habileté de tireur a réussi à mettre en fuite ses adversaires. A repris sa mission interrompue.

Citation à l'ordre de la Division, 27 octobre 1918 :

Officier d'une conscience, d'un dévouement et d'une audace remarquables. Depuis deux mois s'est dépensé sans compter, notamment au cours des journées des 30 septembre, 1^{er}, 2 et 3 octobre, accomplissant les missions d'accompagnement d'infanterie aux altitudes les plus basses. À rapporter aux commandement les renseignements les plus précieux.

Croix de Guerre (sans date ; probablement liée à l'une des quatre citations)

Chevalier de la Légion d'Honneur (16/06/1920)

• Sources :

SHD Vincennes, Archives Air, 1 P 30459 (4)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BULLARD Eugene

(1895 - 1961)

170^e Régiment d'infanterie comme mitrailleur

• **Éléments biographiques :**

Né le 9 octobre 1895 à **Colombus**, en Géorgie (États-Unis). Fils d'esclave, il aurait des origines martiniquaises. Il arrive en France en 1913.

Mort le 12 octobre 1961 à l'âge de 66 ans des suites d'un cancer de l'estomac.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Le 19 octobre 1914, s'engage dans la Légion étrangère (en se vieillissant d'un an) afin de se battre pour son pays d'adoption. En 1915, il rejoint le 170^e régiment d'infanterie comme mitrailleur. Ce soldat participe aux combats de l'Artois, sur la Somme et en Champagne. Blessé à **Verdun**, Bullard est cité à l'ordre de l'armée le 3 juillet 1916. Déclaré inapte pour l'infanterie, Bullard passe dans l'aviation le 2 octobre 1916 en tant que mitrailleur. Breveté pilote le 5 mai 1917 et nommé au grade de caporal le 28 juin suivant, Bullard devient l'un des premiers pilotes noirs de l'histoire à voler au combat. Il accomplit une vingtaine de missions et obtient une victoire aérienne confirmée avant de réintégrer l'infanterie en janvier 1918 comme instructeur. Démobilisé au printemps 1919, en 1939, il est recruté par le service de contre-espionnage français. En 1940, bien qu'agé de 44 ans, Bullard s'engage de nouveau au service de la France. Il combat au sein du 51^e régiment d'infanterie, participe à la défense d'**Orléans** et, le 18 juin 1940, est blessé à la tête et au dos par des éclats d'obus. Bullard gagne l'Espagne puis le Portugal et, en juillet 1940, est évacué aux États-Unis où il milite pour la France Libre. En 1954, Bullard ravive la flamme du souvenir sur la tombe du Soldat inconnu.

• **Décorations et citations :**

Pour acte de bravoure, il reçoit la Croix de guerre le 14 juillet 1916 puis la Médaille militaire. En 1959, il est fait chevalier de la Légion d'honneur. En 1960, le général de Gaulle lui déclare : « Voilà un vrai héros français ! »

Le corps d'Eugene Bullard, portant l'uniforme de la Légion étrangère, est enterré dans le carré militaire français du cimetière de Flushing (quartier du Queens, New York).

Les honneurs militaires lui sont rendus par des soldats français. En 1972 la publication de sa biographie en anglais rencontre un succès d'estime. En 1994, Bullard est nommé à titre posthume sous-lieutenant dans l'United States Air Force. Le 9 octobre 2019 une statue de bronze, représentant Bullard en tenue de pilote français de 1914-1918, est dévoilée au musée de l'aviation de la Robins Air Force Base, en présence de vétérans des Tuskegee Airmen (pilotes afro-américains de la Seconde Guerre mondiale) pour rendre hommage à Bullard, vétéran des deux guerres mondiales.

À **Marne-la-Coquette**, le mémorial de l'escadrille La Fayette¹ inaugure le 11 novembre 2019 un centre d'accueil des visiteurs. Plusieurs portraits de pilotes sont montrés en exemple au public, dont celui de Bullard bien qu'il n'ait jamais volé au sein de l'escadrille La Fayette.

• **Bibliographie indicative :**

Bernard Marck, *Dictionnaire universel de l'aviation*, Paris, Tallandier, 2005.

Claude Ribbe, *Eugene Bullard*, Paris, le Cherche-Midi, 2012.

Airandspace.si.edu

Defense.gouv

Georgiaencyclopedia.org

Usembassy.gov

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Cette unité de pilotes volontaires américains est constituée en 1916 pour combattre dans une escadrille française, sous commandement français, avant l'entrée en guerre officielle des États-Unis le 6 avril 1917

BUNDERVOËT D'HAUTECOURT Henry Joseph

(1912 - 1944)

Forces aériennes françaises libres

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Henry Joseph Bundervoët d'Hautecourt naît le 21 septembre 1912 à **Saint-Denis** de la Réunion, fils de Marcelle le Vaillant d'Hautecourt et de Joseph Henri Bundervoët (employé du Trésor colonial), tous deux également natis de la Réunion. Le couple gagne la métropole à une date indéterminée pour s'établir à **La Flèche** (Sarthe), où leur fils effectue sa scolarité, intégrant le Prytanée national militaire le 1^{er} octobre 1923.

• Carrière militaire et campagnes :

Appelé au service de la classe de 1932, Henry Joseph Bundervoët d'Hautecourt intègre en 1934 l'école militaire de l'infanterie et des chars de **Saint-Maixent**, où il termine 164^e sur 592 élèves classés, pour prendre rang de sous-lieutenant de réserve l'année suivante. De nouveau admis dans la même école en septembre 1937, il est nommé lieutenant d'active en 1938 et affecté au 12^e régiment de Tirailleurs Sénégalais basé à **La Rochelle** le 6 avril 1939. Disposant de connaissances aéronautiques acquises dans un aéroclub civil, le jeune officier obtient son détachement dans l'aviation en janvier 1940, en tant que stagiaire observateur sur la base aérienne 109 de Tours (breveté le 1^{er} juin). Affecté le 16 juin sur la base aérienne 136 de **Pau**, Bundervoët d'Hautecourt s'embarque cinq jours plus tard à **Saint-Jean-de-Luz** à bord du cargo polonais *Sobieski* à destination de l'Angleterre, aux côtés de futurs grands noms de la France libre (Maurice Schumann, René Cassin, Roland de la Poype et entre autres Jean-Marie Maridor). Débarqué à **Plymouth** le 23 juin 1940, Henry Joseph Bundervoët d'Hautecourt s'engage à **Londres** dans les Forces françaises libres le lendemain, intégrant les Forces aériennes françaises libres créées le 8 juillet suivant. Il est affecté à plusieurs dépôts des FAFL (Costford, St Athan, Odiham, Sawbury, Bournemouth, Londres, Camberley), promu capitaine d'active le 4 novembre 1942, avant

d'être envoyé en théâtres d'opérations extérieures (Syrie, Égypte, Kenya) de janvier à décembre 1942. De retour en Angleterre, Bundervoët d'Hautecourt est affecté le 7 avril 1943 au Groupe de Bombardement FAFL *Lorraine*, rattaché le même jour à la RAF sous l'appellation N° 342 *Squadron*. Il rejoint le N° 551 *Squadron* le 28 décembre 1943, puis sa dernière unité le N° 141 *Squadron* (chasse de nuit) basé à **Ford** dans le Sussex, le 7 février 1944.

Au sein du N° 141 *Squadron*, Bundervoët d'Hautecourt est pilote sur un chasseur-bombardier Mosquito, opérant avec son radionavigateur, le sous-lieutenant C.E. Kocher. L'équipage effectue dix missions de guerre, participant notamment à la préparation du débarquement de Normandie dans le cadre du *Transportation Plan* visant les gares françaises. Les deux officiers réalisent également des missions sur la Hollande, la Belgique, l'Allemagne et le Danemark. Bundervoët d'Hautecourt reçoit la Croix de Guerre avec palme de bronze après avoir réussi à ramener à **Ford** son Mosquito endommagé le 19 avril 1944.

Le 9 juin 1944, Bundervoët d'Hautecourt et Kocher font partie des 483 appareils de la RAF engagés dans des attaques d'interdiction nocturne autour de la Normandie sur **Alençon, Fougères, Mayenne, Pontaubault et Rennes**, afin de ralentir la progression des renforts de la *Wehrmacht* vers la tête de pont alliée. De retour du raid sur **Rennes**, l'équipage français se présente au-dessus de la base aérienne de Ford vers 3h00 avec leur Mosquito volant sur un seul moteur. Bundervoët d'Hautecourt annonce son intention d'effectuer un atterrissage forcé sur le ventre, roues rentrées et volets d'atterrissage défailants. L'appareil est aperçu au sol glissant longuement dans l'axe de la piste, avant, finalement, →

de dévier et venir heurter un autre avion. Les deux Français sont tués dans l'explosion intervenue à 3h10. Bundervoët d'Hautecourt totalisait 650 heures de vol (aucune victoire aérienne). Outre le Mosquito, la RAF perd cette nuit-là trois bombardiers lourds Lancaster abattus au-dessus de Pontabault et Rennes.

L'inspection ultérieure du Mosquito totalement détruit ne permet pas de déterminer la cause liminaire du sinistre – défaillance matérielle ou dommages provoqués par les tirs de la FLAK (artillerie anti-aérienne allemande) au-dessus de Rennes.

Bundervoët d'Hautecourt est inhumé le 16 juin 1944 au cimetière de **Brookwood**. Par décret du 12 février 1945, il est nommé à titre posthume au grade de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur. Auparavant, le général de Gaulle avait adressé une carte à ses parents (Joseph Henri Bundervoët † 1947, Marcelle le Vaillant d'Hautecourt † 1982) :

« Je n'oublierai pas le glorieux d'Hautecourt ».

• **Sources :**

SHD Vincennes, Archives Air, 2013ZL4/233

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BRY Max, Marcel

(1921 - 2004)

Matelot de 1^{re} classe

FNFL

• **Éléments biographiques :**

Max Bry naît le 12 juin 1921 à **Saint-Pierre** (Saint-Pierre et Miquelon).

• **Carrière militaire et campagnes :**

Marin, il quitte l'île de Saint-Pierre le 20 juillet 1941 en doris pour Terre-Neuve, île britannique située au large du Canada, afin de rejoindre les Forces Françaises libres qu'il rallie effectivement le 9 août. De Terre-Neuve, il embarque le 28 depuis **Halifax** à bord du *Samabaya* pour rejoindre **Liverpool**, en Angleterre, et débarque le 12 septembre 1941. Il sert alors sur le torpilleur *La Combattante* en qualité de radio et participe aux convois de la Manche. *La Combattante* participe aux opérations du débarquement de Normandie le 6 juin 1944 en apportant un appui feu rapproché pour le débarquement des troupes à **Courseulles-sur-Mer** (secteur de Juno Beach). Les opérations terminées, elle continue d'escorter des convois dans la Manche, entre l'Angleterre et la Normandie, et le 13 juin 1944, elle transporte en Normandie les généraux de Gaulle, Béthouart et Koenig, l'amiral d'Argenlieu, Gaston Palewski, Pierre Viénot, Pierre Billotte, François Coulet, Pierre de Chevigné, Geoffroy de Courcel, Pierre Laroque et Claude Hettier de Bois Lambert.

Les éléments parcellaires de son dossier de résistance (SHD GR 16 P 95771) ne permettent pas de donner des éléments supplémentaires sur la carrière de Max BRY.

Il est démobilisé le 27 septembre 1946 à St-Pierre. Le 13 juillet 2003, il est fait chevalier de la Légion d'Honneur.

Il décède le 28 mai 2004 à **Saint-Pierre**.

• **Sources :**

Service historique de la défense, Vincennes : SHD GR 16 P 95771 ; SHD MV TTC 21.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

CADET Raoul Appolinaire

(1920 - 2003)

• **Éléments biographiques :**

Né le 18 août 1920 à « Vincendo »,
Saint-Joseph (La Réunion)
Fils de Henri et Augustine Mussart domiciliés
Bas-Vallée canton de **Saint-Philippe**
Charpentier.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Classé service armé par le conseil de
révision de La Réunion en 1940.
Appelé à l'activité le 16 septembre 1941
au 1^{er} régiment mixte malgache (RMM)
10^e compagnie et arrivé au corps le même jour.
Passé au groupement d'artillerie coloniale
de **Diego Suarez** par changement d'armes.
Embarqué à la **Pointe des Galets** le 21 octobre
1941 et débarqué à **Tamatave** le 23 octobre.
Rembarqué à **Tamatave** le 31 octobre et
débarqué à **Diego Suarez** le 3 novembre.
Engagé dans les Forces françaises
libres (FFL) le 1^{er} juillet 1942.
Embarqué à **Diego Suarez** sur un paquebot
anglais à destination de **Durban** (Afrique
du Sud) le 1^{er} juillet 1942 et débarqué le 7.
Embarqué à nouveau le 10 à destination de
Suez (27) puis **Beyrouth** (le même jour).
Affecté à la 6^e batterie d'artillerie coloniale
à **Damas** le 15 août puis au 1^{er} régiment
d'artillerie coloniale de réserve (RACR).
Arrivé en Egypte le 17 octobre¹ puis
transféré en Libye (16 décembre)².
Muté à la 1^{ère} batterie du 1^{er} RAC
le 1^{er} janvier 1943.
Arrivé en Tunisie le 7 mai 1943³.
Passe en Libye le 12 juin.

Muté à la 2^e batterie pour prise
en compte le 16 juin.
Arrivé en Tunisie le 1^{er} septembre 1943.
Embarqué vers **Naples** le 20 avril
1944 pour une arrivée le 27.
Embarqué à **Brindisi** le même jour⁴.
Est embarqué pour la Baie de
Calvaire (France) le 17 août⁵.
Nommé 1^{ère} classe pour prise
d'effet le 1^{er} novembre 1944.
En opérations sur les fronts de l'Est et
de l'Ouest⁶, d'Alsace⁷ et des Alpes⁸.
Muté au 6^e régiment d'infanterie coloniale
de réserve (RICR) à **Aix-en-Provence** le
14 août 1945 en vue de son rapatriement
et de sa démobilisation. Affecté à la
compagnie hors rang (CHR)⁹ le 1^{er} mars.
Autorisé à se faire libérer en métropole.
Obtient son congé libérable avec
solde du 18 juillet au 11 août 1946.
Démobilisé à l'issue de son congé.

• **Décorations et citations :**

Médaille coloniale avec agrafe Tunisie Libye
Médaille commémorative 1939-1945
Médaille commémorative des services
volontaires dans la France Libre (2000)

• **Sources :**

Dossier individuel de résistant : GR
16P 99876 (SHD Vincennes).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Le régiment rejoint la 8^e Armée britannique du Maréchal Montgomery et combat à El Himeimat, au sud d'El Alamein.

² Regroupé autour de Kambut ou Gambut, aérodrome militaire situé à environ 50 km à l'est de Tobrouk.

³ Participe aux derniers combats à Takrouna.

⁴ L'unité appuie les assauts d'infanterie notamment au Garigliano entre le 7 et le 14 mai et enchaîne jusqu'en Toscane.

⁵ Le régiment prend une part active à la prise de Toulon, traverse le Rhône près d'Avignon et remonte cette vallée puis celle de la Saône à la poursuite des troupes allemandes.

⁶ Offensive sur Belfort et Mulhouse.

⁷ Arrêt de la contre-attaque allemande sur Strasbourg, réduction de la poche de Colmar.

⁸ Bataille d'Authion avril 1945.

⁹ Soutien.

CARO Jean-Baptiste

(1923 - 2016)

Régiment d'Infanterie Colonial du Maroc

• **Éléments biographiques :**

Jean Baptiste Caro est né le 5 octobre 1923 à **La Rivière Saint-Louis** (La Réunion).

• **Carrière militaire et campagnes :**

Il s'engage en juillet 1943 au Régiment d'Artillerie Colonial du Maroc basé à **Nîmes**.

Il participe à la bataille de Monte Cassino en Italie, en mai 1943.

En août 1943, il arrive à **Casablanca** aux côtés des alliés, quelques temps après la bataille de Zaghouan en Tunisie.

Un an après, il débarque en Provence et remonte la vallée du Rhône jusqu'à la frontière allemande.

En décembre 1944, il est grièvement blessé à **Forbach** (Moselle) par l'explosion d'une mine alors qu'il était en mission de reconnaissance. Des suites de cette blessure, il sera amputé d'une jambe.

Il décède le 29 décembre 2016 à **Saint-Louis** (La Réunion) où il est inhumé.

• **Décorations et citations :**

Médaille militaire

Croix du combattant 39/45

Croix du combattant volontaire

Médaille coloniale avec agrafe Tunisie

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

CATAYEE épouse DUTON Jeanne

(1921-)

Engagée volontaire

• **Éléments biographiques :**

Née le 10 janvier 1921 à **Sinnamary** (Guyane).
Mariée le 17 mars 1945 à **Bordeaux**,
1 enfant à la fin de la guerre.
Institutrice.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Jeanne Catayée quitte la Guyane pour la Martinique à l'âge de 6 ans. Institutrice, c'est depuis cette île qu'elle s'engage volontairement le 1^{er} décembre 1943 pour la durée de la guerre au titre du corps féminin à **Fort-de-France**. Elle est affectée le même jour à la 1^{re} compagnie du bataillon antillais (BA) n°5. Le 12 mars de l'année suivante, elle est affectée au détachement de renfort du BA n°2 à destination de l'AFN. Embarquée à **Fort-de-France** ce même jour, elle débarque à **Casablanca** le 30 et est affectée le 11 avril 1944 au corps féminin des transmissions (CFT) section Maroc à **Rabat**. Dirigée sur **Alger** le 15 mai, elle effectue un stage à Maison Carrée, au 45^e régiment de transmissions (RT) jusqu'en juillet. Nommée opératrice de 2^e classe le 1^{er} juillet 1944, elle est prise en compte par la 1^{re} unité administrative et mutée le 18 août au corps expéditionnaire, compagnie des transmissions 842. Le mois suivant, elle est dirigée sur **Oran** pour embarquer à destination de **Marseille**. Elle est mutée à la compagnie 800 en décembre. Le 5 janvier 1945, elle est dirigée sur **Sète**, puis sur **Ruelle-sur-Trouves** le 20 février. Nommée spécialiste 5^e catégorie en mars, elle est affectée à la compagnie 805 à **Paris** le 11 avril. Le 13 mars 1946, elle est affectée à la 32^e unité administrative puis à la 9^e région militaire à **Marseille** en juin.

Le 31 août 1946, elle est démobilisée à sa demande.

• **Décorations et citations :**

Légion d'honneur
Médaille commémorative française de la guerre 39-45 avec agrafes « Engagée volontaire » et « Libération ».

• **Sources :**

SHD Pau : ESS.

Était toujours vivante le 10 janvier 2021 où elle célébrait son 100^e anniversaire.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

CITADELLE Ephrem (1925-2013)

• **Éléments biographiques :**

Ephrem Citadelle né le 29 octobre 1925 à **Sainte-Rose** en Guadeloupe, est décédé le 25 août 2013.

• **Carrière militaire :**

Engagé pour une durée de 4 ans à partir du 9 avril 1951, il rejoint provisoirement la 3^e compagnie du bataillon d'infanterie coloniale (BICA) à **Pointe à Pitre** et débarque au poste de commandement du BICA à Fort de France le 12 mai suivant. Désigné pour continuer son service en Extrême-Orient, il débarque à **Saigon** (Vietnam) le 16 février 1951 où il est affecté à la 71^e compagnie de quartier général. Nommé 1^{er} classe en juillet 1952, il se réengage pour 2 ans et est promu caporal chef le 1^{er} janvier 1954. Affecté au 15^e régiment de tirailleurs sénégalais (RTS), il débarque à **Philippeville** (Algérie) le 20 décembre 1954. Désigné pour suivre le peloton II au groupement d'instruction des troupes coloniales en métropole (GITCM) à **Fréjus** (Var), il débarque à **Marseille** (Bouches-du-Rhône) le 22 janvier 1955. A la fin de son peloton, il regagne son corps le 24 juin 1955. Le 24 septembre 1956, lors d'une embuscade au **Koudiat-El-Kedak** (Algérie), il est blessé dans la région d'Ain Kechera (Algérie). Réengagé pour 4 ans au titre du 15^e RTS à compter du 9 avril 1957, il est désigné pour servir dans le groupe Pacifique-Antilles, et est reconnu apte à passer sous-officier. Le 1^{er} avril 1958, il rejoint la 1^{re} compagnie du bataillon d'infanterie de marine parachutiste à **Nouméa** (Nouvelle-Calédonie). Après son séjour en Nouvelle-Calédonie, il effectue une mission en Algérie d'une année, puis est affecté au bataillon de commandement et des services. Débarqué à **Abidjan** (Côte d'Ivoire)

le 8 octobre 1962, il est muté au 4^e régiment d'infanterie d'outre-mer. Dépanneur au service automobile du corps il est promu en 1963, dépanneur de 2^e échelon très qualifié. Arrivé en fin de contrat il rejoint le 25 octobre 1965 la 151^e compagnie générale du 33^e RIMA de **Pointe-à-Pitre**. Il est rayé des contrôles le 9 avril 1966. Après sa carrière militaire, Ephrem Citadelle devient agent hospitalier de 1969 à 1990. Particulièrement impliqué dans le monde combattant, il est président de la section à l'Union départementale guadeloupéenne des ACVG et membre durant quatre ans du conseil départemental de l'ONACVG. Il est décédé le 25 août 2013 à l'âge de 87 ans.

• **Citations et décorations :**

Citation à l'ordre du régiment avec attribution de la croix de valeur militaire avec étoile bronze
Médaille militaire
Chevalier de l'ordre national du mérite

• **Source :**

ONAC Guadeloupe.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

COLMAY Constant Victor Alphonse Marie

(1908 - 1965)

Combattant ultra-marin

• Eléments biographiques :

Né le 14 octobre 1908 à Saint-Pierre et Miquelon.

Décédé le 25 décembre 1965 d'un cancer à l'hôpital Sainte-Anne de **Toulon** où il est enterré (Cimetière de **Lagoubran**, Tombeau Colmay, Allée Garaud n° 36 – prénom enregistré Fernand).

Marié en 1946¹, deux enfants (une fille Joëlle née le 12 avril 1948, un garçon Pierre né le 6 décembre 1950).

• Carrière militaire et campagnes :

Constant Colmay est mobilisé en 1939 avec le grade de second maître, ses papiers militaires n'étant pas à jour. Tout d'abord officier marinier radio, il passe maître le 1^{er} mai à **Boulogne-sur-Mer** à bord du *Tarana*, le chalutier militarisé sur lequel il sert. Il quitte **Cherbourg** lors de l'évacuation de la place, sur le même navire. Déjà à **Londres** lors de l'appel du 18 juin 1940, il rallie la France libre dès les premières heures (1^{er} juillet). Expérimenté, il occupe les fonctions de 1^{er} maître radio le 15 août 1940 au Bataillon de Fusiliers Marins (BFM). Du fait de sa spécialité, il est affecté à la compagnie (CIE) de commandement du corps expéditionnaire (CE) le 22 août 1940 avant d'être muté à la compagnie de la CIE de transmissions de la même structure quelques jours plus tard. A compter du 28 août et jusqu'à la fin des hostilités, il est engagé au sein des Forces navales françaises libres (FNFL). C'est dans ce cadre qu'il est incorporé au groupe expéditionnaire envoyé devant **Dakar** fin septembre 1940 ; il assure les transmissions pour l'amiral commandant l'opération. Puis Constant est débarqué au Cameroun tout juste rallié (le 27 août 1940). Constant passe maître principal le 11 novembre 1940. Il est blessé lors de plusieurs engagements visant à défendre l'Empire français en Afrique : le 21 juin 1941 (une plaie par éclat d'obus à l'arcade sourcilière gauche) et le

26 novembre 1941 (victime d'une fracture du péroné et d'une lésion de la sciatique).

Au début de la campagne de Libye, il bascule au 1^{er} BFM de la 1^{ère} Division Française libre (DFL) pour prendre le commandement d'une section de défense contre l'aviation (DCA) puis, à **Bir-Hakeim**, en mai-juin 1942, d'une batterie. Son comportement lors de cet affrontement lui vaudra la Médaille militaire. Toujours en charge de la protection aérienne, son bataillon participe à la seconde bataille d'**El-Alamein** en octobre 1942 et prend part à la poursuite de l'ennemi jusqu'en Tunisie. Au sein de cette formation, Constant monte en grade : à compter du 15 mars 1943, il prend le commandement de la deuxième batterie du bataillon. Puis, alors que le 1^{er} BFM se transforme en 1^{er} **régiment de fusiliers marins** (1^{er} RFM) en septembre 1943 (régiment de reconnaissance, de canonnières), il est promu officier en second du 2^e escadron du Régiment, devenant l'adjoint du lieutenant de vaisseau Alain Savary.

Lors de l'engagement du 1^{er} RFM en Italie en 1944, Constant se distingue notamment dans les plaines marécageuses de **Pontecorvo** où, malgré les difficultés, il parvient à faire passer ses équipages. Après la bataille de **San Andrea** (13 mai), il est nommé officier des équipages de deuxième classe.

Arrive alors le débarquement en Provence et la libération de **Toulon**, épisodes pendant lesquels Constant, chef d'une batterie de DCA, se montre d'un courage éprouvé. Pour la campagne de France qui s'ensuit, Constant seconde à nouveau Alain Savary. C'est à ce titre, qu'il fait partie des premiers éléments à effectuer la jonction symbolique entre les éléments français de la 1^{ère} Armée du général de Lattre de Tassigny et la 2^{ème} Division Blindée du général Leclerc en Bourgogne. Au départ d'Alain Savary →

¹ C'est lors d'une phase de repos à Villefranche-sur-Saône pendant la campagne de France qu'il fait la connaissance de sa future femme.

pour l'Assemblée consultative (1944), le poste de commandement du 2^e escadron lui échoit naturellement. A l'automne et l'hiver 1944-1945, l'escadron est engagé dans les Vosges où il s'illustre encore (voir les citations).

Promu officier principal des équipages de première classe à la fin de la guerre, il est admis dans le cadre actif et nommé, après la dissolution du 1^{er} RFM à la tête d'un escadron de tradition des fusiliers marins. Il est immédiatement envoyé en Indochine où il se distingue, le 26 janvier 1946, lors d'un assaut à **Tan Uyen** (Sud Vietnam), fortement défendu par les Japonais. De retour en Métropole, il est affecté à l'école des fusiliers marins de Sirocco aux environs d'**Alger**. Il en profite pour passer le certificat de commando et de parachutiste (219 sauts). En 1953, le capitaine de vaisseau Hilly, commandant du centre Sirocco, le note d'ailleurs comme un « *commando né [qui] apporte avec son prestige son enthousiasme joyeux dans tous les exercices. Sujet de fierté pour la Marine. Possède à 50 ans les qualités d'un commando de 20 ans* ».

En 1954, il est à nouveau déployé en Indochine. Il revient en France deux ans plus tard. Officier en chef, il reçoit alors le commandement de la compagnie de garde de **Toulon** où il demeure jusqu'à sa mise à la retraite. Date à laquelle, il devient le premier conservateur du musée du Mont-Faron qui rassemble les souvenirs du débarquement de Provence. Parallèlement, le secrétaire de l'Ordre de la Libération intervient afin qu'il obtienne un emploi d'agent d'exploitation à l'ORTF en mars 1972 en faisant valoir ses diplômes (équivalent agent de 2^{ème} catégorie suite à Ecole de Radioélectricité et d'électronique de la chambre de commerce de **Marseille** et un BEP d'électronique).

• **Décorations et citations :**

Commandeur de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire
Croix de Guerre 39/45 (9 citations)
Croix de Guerre des TOE
Croix du Combattant 39/45
Croix du Combattant Volontaire 39/45
Médaille de l'Aéronautique
Officier de l'ordre royal du Cambodge
Compagnon de la Libération

Croix de la Libération par décret
du 20 novembre 1944 (22683)

Proposition de texte de citation « *Officier des Equipages de la Flotte qui a répondu dès le premier jour à l'appel du Général de Gaulle, chef énergique, magnifique entraîneur d'hommes, qui a pris part à toutes les affaires d'Afrique, fut blessé en Syrie, présent à **Bir-Hakeim** où il reçoit la Médaille Militaire. Vient au cours de la campagne d'Italie d'affirmer son courage et son intelligence du combat en conduisant son peloton au cours de nombreuses affaires de mai et juin. Toujours à l'avant, avec une intrépidité digne de son passé et qui ne manque pas de déterminer chez ses hommes la magnifique émulation génératrice du succès* ». Titulaire de la Médaille Commémorative des Services Volontaires dans la France Libre n° 11736
Médaille de la Résistance (officier)
avec rosette 11 mars 1947

5 citations à l'ordre de l'Armée, 1 à l'ordre du Corps d'Armée, 2 à l'ordre de la Division. A l'ordre de la Division (ordre général n° 35 du 20 août 1942). « *Chef d'une batterie de DCA. Pendant toutes les opérations de Bir-Hakeim (Libye) du 27 mai au 11 juin 1942 a été un exemple constant de courage et de sang-froid. L'ennemi tenant ses pièces sous le feu de ses armes automatiques, n'a jamais hésité, malgré le danger à engager avec la plus grande énergie les formations aériennes attaquant (document portant n° arrivé 4083 du 13 octobre 1942 1^{er} Bureau CNG reçu en communication)* ». A l'ordre de l'Armée « *OE de la flotte 1^{er} RFM. Vieux baroudeur dont la réputation n'est plus à faire. A montré une fois de plus ses qualités d'entraîneur d'hommes dans des actions de détails menées avec des troupes peu expérimentées dans la région d'Helvic le 23 novembre 1944* ». Collective à l'ordre de l'Armée de mer à 3 escadrons du 1^{er} RFM (notification du 26 avril 1945). « *Le 2^e escadron de reconnaissance du 1^{er} régiment de fusiliers-marins sous le commandement du Lieutenant de Vaisseau Savary, s'est illustré en Italie du Mont Leucio, à Montefiascone, sur le Liri et à Acquapendente. Prend brillamment part au siège de **Toulon**, entre à **Lyon**, continue à foncer vers le Nord Est, pour pénétrer seul à **Autun**, le 9 septembre, infligeant à l'ennemi des pertes très lourdes en tués et en prisonniers. Dans la forêt de* →

Cherimont (septembre-octobre 1944), lutte pied à pied au corps à corps contre un ennemi d'élite, perdant ainsi les meilleurs de ses hommes. Sous le commandement de l'officier des équipages Colmay, pendant les durs combats défensifs de la campagne d'Alsace, soutient le choc ennemi à **Sans** et **Martzenheim**. La division repassant à l'offensive, le 2ème escadron enlève par un beau coup d'audace, le pont de **Marckolsheim** sur le canal du Rhône au Rhin, ouvrant le passage à la division et aux blindés de la 2ème DB. Du même élan, dépassant les objectifs et précédant les chars, il s'empare du village d'**Artzenheim**, faisant de nombreux prisonniers abrégant ainsi de plusieurs jours, par son action décisive, la résistance allemande dans la poche de Colmar. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec palme pour le Lieutenant de vaisseau Savary et l'officier des équipages Colmay commandants le 2ème escadron ». La poste de Saint-Pierre et Miquelon a émis un timbre à son effigie en 1997. En 2019-2020, la préparation militaire marine (PMM) **Toulon** portait son nom.

• **Sources :**

Dossier personnel de résistant : GR
16P 138169 (SHD Vincennes).
Fonds Marine 1 RFM : TTH1
à 3 (SHD Vincennes).
Dossier personnel conservé à
l'Ordre de la Libération.

• **Bibliographie indicative :**

Bertrand Châtel, *Combats 1943-1945 : fusiliers marins de la France libre - avec l'escadron d'Alain Savary*, La Pensée universelle, 1989.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

COLOMBANI Albert

(1922 - 1989)

SAS

• **Éléments biographiques :**

Albert Matahiapo Colombani naît le 17 octobre 1919 à **Huahine** sur les îles Sous-le-Vent (Polynésie française).

• **Carrière militaire et campagnes :**

Le 4 octobre 1941, Albert Colombani prend un engagement volontaire pour la durée de la guerre et est nommé soldat de deuxième classe. Affecté à Tahiti, il y séjourne un an et demi avant d'embarquer le 23 mars 1943. Le 4 avril, Colombani débarque à **Auckland** (Nouvelle-Zélande) puis est dirigé sur le camp **Papkura**. Le 27 avril, il prend la mer pour, le 2 juin, débarquer à **Glasgow** (Écosse). Le lendemain, il est dirigé sur le camp de **Camberley** pour être affecté à la compagnie Lourde du 4^e bataillon du 2^e RCP. Le 16 juillet, Colombani arrive au camp de réentraînement de **Rauwyck**. Le 3 août, il stationne au camp de **Rinway** pour effectuer ses premiers sauts. Le 12 août, Colombani obtient son brevet de parachutiste et est nommé première classe. Le 29 août, il quitte le camp de **Rinway**. Le 11 septembre, Colombani arrive au camp de **Cirencester** afin d'y suivre l'instruction des commandos SAS. Le 3 octobre, il est nommé au grade de caporal. Le 8 novembre 1943, Colombani gagne le camp de **Frimley**. Le 16 janvier 1944, il est au camp d'**Auchinleck** afin d'y poursuivre son instruction de SAS.

Durant la nuit du 10 et 11 juin 1944, Colombani est parachuté sur la France à **Saint-Marcel** (Loire Inférieure). Participant à la libération de la Bretagne, il est le 18 juin blessé par balle à la cuisse droite. Il est nommé caporal-chef. Après avoir participé à la libération de **Vannes**, il fait mouvement le 27 juillet. Le 23 août, son bataillon rejoint la 2^e DB et participe à la libération de **Paris**. Le 2 septembre, Colombani est dirigé sur **Épernay** pour y séjourner jusqu'au 23 décembre. Ses fait d'armes lui valent d'être cité à l'ordre de la brigade : « *Parachutiste venant de Tahiti pour servir. S'est particulièrement*

distingué par son opiniâtreté à défendre sa position à Saint Marcel. Blessé à la cuisse, a repris aussitôt que possible son activité ; a fait preuve de belles qualités de combattant courageux, plein de volonté et d'entrain. »

Lors de la campagne des Ardennes belges, Colombani se distingue plusieurs fois en janvier 1945. Durant la nuit du 7 et 8 avril 1945, il est parachuté dans le nord de la Hollande à l'intérieur des lignes ennemies. Colombani participe dans la région de Rolde Berger à plusieurs opérations de harcèlement sur les détachements ennemis isolés. Le 15 avril, il embarque par avion pour l'Angleterre. Le 25 avril, Colombani débarque au **Havre**. Le 11 mai, il est dirigé sur **Nantes** puis le 2^e RCP est dissous. Le 17 septembre, Colombani arrive à **Angers** en vue de la démobilisation. Ayant obtenu une permission libérable de 60 jours, il embarque à **Marseille** le 22 novembre. Débarquant à **Fort-de-France** le 21 décembre, Colombani est le lendemain affecté au Bataillon d'infanterie coloniale des Antilles. Le 5 mai 1946, il débarque à **Papeete** pour être le même jour renvoyé dans ses foyers. Le 6 mai, Colombani est rayé des contrôles. Il se retire à **Huahine**.

• **Décorations et citations :**

Trois décorations :

Croix de guerre 39-45 avec

trois étoiles de bronze

Médaille militaire (décret du 10 février 1947)

Croix de guerre hollandaise avec
boucle « Krigte Land 1940-1945 »

Quatre citations :

Deux à l'ordre de la brigade

Une à l'ordre du régiment

Une décernée par la reine Juliana de Hollande

• **Sources :**

Centre du Service National et de la Jeunesse de Polynésie française, n° d'immatriculation au recrutement 399 780 02 90

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

COLOMBANI Léon-René

(1924 - 1954)

1/6^e Régiment d'infanterie coloniale (RIC)

Mort pour la France

• Eléments biographiques :

Né le 8 décembre 1924 à **Fake** (Ile sous le vent) en Polynésie. Fils d'Amboise Colombani et de Haumanii Arii. Tué le 23 mars 1954 à **Plei Rinh Annam**, plateaux montagnards du Sud-Vietnam (Mort pour la France). Les circonstances de sa mort ne sont pas clairement élucidées.

• Carrière militaire et campagnes :

Engagé volontaire dans les forces françaises libres le 13 novembre 1943, il se réengage pour quatre ans à compter du 1^{er} octobre 1945. Dirigé sur **Nouméa** pour continuer ses services le 7 mai 1945, il est muté au 2^e bataillon autonome colonial (sans certitude quant au nom de l'unité), puis à la 1^{re} compagnie le 16 juillet 1947 où il est nommé 1^{re} classe. Réengagé pour quatre ans le 6 juillet 1947 au titre du 2^e bataillon d'infanterie coloniale (BIC) à **Perpignan**. Il embarque pour la France le 25 octobre 1947. Désigné pour servir en Extrême Orient, il embarque le 3 septembre 1948. Débarqué à **Haiphong** le 23 septembre 1948, il est affecté au 1/6^e Régiment d'infanterie coloniale (RIC) à compter du 1^{er} novembre 1948 et dirigé sur **Hanoi**. Il est blessé par éclat de mine à l'œil et à la main droite le 27 décembre 1948. Nommé caporal à compter du 12 avril 1949, puis caporal-chef le 1^{er} juillet 1949, il se réengage un an au titre du 2^e BIC. Rapatrié pour fin de séjour il est dirigé sur la Métropole en janvier 1951 où il demeure jusqu'en juin. Il se réengage pour quatre ans le 23 juillet 1951 au titre du 3^e RIC et est désigné pour continuer ses services en Extrême Orient au sein du Bataillon français de l'ONU. Il embarque pour la Corée le 18 novembre 1951. Nommé sergent le 1^{er} novembre 1951. Après un premier séjour en Corée jusqu'en décembre 1952, il est redirigé vers Tahiti en février 1953 où il est affecté à la

Compagnie autonome d'infanterie coloniale (CAICT) qu'il rejoint le 22 mars 1953. Il rejoint de nouveau le bataillon français de Corée le 15 septembre 1953. Toutefois, la fin des combats en Corée depuis juillet 1953 entraîne son détournement sur **Saigon** le 3 octobre 1953, où il est affecté au Régiment de Corée, 2^e bataillon.

• Décorations et citations :

Cité à l'ordre de la brigade (Chef de bataillon REAUDU commandant le 1/6^{ème} RIC) le 23 avril 1949 : « *Chef de groupe de partisans, calme et audacieux qui se fait remarquer pendant les opérations, le 15 Mars 1949 à **Cao Long** (Tonkin) s'est particulièrement distingué au cours d'une violente attaque du poste en se battant avec une ardeur exemplaire qui a galvanisé le courage de ses hommes. A causé de nombreuses pertes aux rebelles et les a obligés à abandonner un mortier et des munitions sur le terrain* ».

Citation comportant l'attribution de la croix de guerre des théâtres d'opérations extérieures avec Etoile de bronze.

Cité à l'ordre de la brigade (Chef de bataillon JARRY commandant le 1/6^e RIC et le secteur Nam Dinh-Phuly) du 19 janvier 1951 : « *Chef de groupe qui fait preuve en toutes circonstances d'un courage remarquable et d'un total mépris du danger. S'est distingué à la tête d'un groupe de supplétifs le 25 août 1950 à **Vu Xuyen** (Tonkin), et par une manœuvre audacieuse exécutés sous un feu nourri de l'adversaire, il réussit à dégager sa section menacée d'encerclement. S'est à nouveau distingué le 12 novembre 1950 à **Ninh Binh** en interceptant de nuit un convoi de trente sampans abattant deux rebelles et coulant cinq embarcations* ».

Citation comportant l'attribution de la croix de guerre des théâtres d'opérations extérieures avec Etoile de bronze.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

COTTRELL Simone (1908 -)

• **Éléments biographiques :**

Simone Cottrell naît à **Fort-de-France** le 29 mars 1908, fille de Joseph Cottrell et Élixa Thévesion. Elle travaille comme infirmière civile, puis dans des formations sanitaires de l'armée à la Martinique « *en donnant entière satisfaction par son dévouement aux malades et ses qualités techniques* » selon l'avis de ses supérieurs, qui louent « *la collaboration de cette jeune femme, particulièrement méritante et courageuse* ».

• **Carrière militaire et campagnes :**

Simone Cottrell s'engage volontairement le 18 octobre 1943 à **Fort-de-France** pour la durée de la guerre, au titre du Corps féminin de l'armée de Terre, en temps qu'auxiliaire féminine de santé. Elle fait partie d'un détachement de renfort à destination de l'Afrique du Nord embarqué à **Fort-de-France** le 12 mars 1944, et parvenu à **Casablanca** le 30 mars. Simone Cottrell est placée à disposition du Directeur du service de santé des troupes marocaines, affectée à l'hôpital militaire d'**Oujda** comme infirmière. Elle y donne pleine satisfaction : « *Madame Cottrell Simone a travaillé à l'hôpital d'Oujda du 11 mai 1944 au 12 décembre 1944 et a toujours donné satisfaction dans son service* ». Elle est mutée le 24 mai 1945 au service de santé de la 1^{re} Armée, débarquant en France le 11 juin 1945. Démobilisée le 1^{er} septembre suivant, elle se rengage, cette fois-ci dans le Corps féminin militaire de l'Air. Elle est affectée au Centre de sélection psychologique d'**Alger**, prenant service le 3 décembre. Simone Cottrell reçoit la notation suivante en mars 1946 : « *Bon esprit, bonne tenue. Fait preuve d'une entière bonne volonté. Proposée pour le grade d'aspirant* ». Rengagée le 15 mai 1946 à Alger en qualité d'infirmière laborantine, Simone

Cottrell décide toutefois de ne pas choisir une potentielle carrière d'officier de l'Air pour raisons familiales, et résilie son contrat en juin 1946. Elle est démobilisée le 2 juillet, et se retire dans sa Martinique natale, à **Fort-de-France**. Sa date de décès est inconnue.

• **Décorations et citations :**

Médaille commémorative française 1939-1945 avec barrette « engagée volontaire ».

• **Sources :**

SHD Vincennes / Archives
Air / DE 08 ZL 269(25)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

COUTURIER Jean Victor Maxime

(1923 - 2006)

Forces navales françaises libres

• **Éléments biographiques :**

Né le 21 février 1923 à **Pérouse** (Territoire de **Belfort**).

• **Carrière militaire et campagnes :**

Jean Couturier suit des études d'électricien dans l'usine Alsthom de **Belfort** avant de s'engager dans la marine à l'âge de 15 ans en 1938 pour une durée de 5 ans (matricule n° 2 402-T-40). Il intègre l'école des Mousses à **Brest** en octobre 1938 (Groupe Armorique). Il participe aux opérations au large de la poche de **Dunkerque** à bord du torpilleur *Adroit* et est blessé lors de la perte du bâtiment le 21 mai 1940. Evacué sur l'hôpital de **Cherbourg**, puis la base de **Lorient**, il rejoint ensuite **Toulon**. Il est successivement affecté sur le paquebot *Champollion* en juin 1940 et le croiseur *Algérie*.

Par manque d'action, il demande à suivre une formation de sous-marinier dans sa spécialité de radio et l'obtient en 1941. Il est alors affecté sur le sous-marin *Casabianca* (Commandant Jean L'Herminier), avec lequel il gagne l'Afrique du Nord au moment du sabordage de la flotte le 27 novembre 1942. Décidé à rejoindre les Forces Françaises Libres, au cours de son périple pour gagner l'Angleterre, il signe son acte d'engagement (n° 222 753) dans les Forces Navales Françaises Libres à Kairouan (Tunisie) le 9 juillet 1943 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} « *après m'être évadé du sous-marin Casabianca en mai 1943 à Alger par une filière qui prenait en charge tous ceux qui voulaient rejoindre l'Angleterre* ». Engagé à compter de juillet 1943 (matricule n° 14 624-FN-43), breveté parachutiste au camp de **Kimberley** mais réaffecté à la caserne **Bir Hakeim** pour raison de santé en novembre, il rejoint à sa demande le 1^{er} bataillon de fusiliers marins commandos du commandant Kieffer en janvier 1944. Il participe au débarquement du 6 juin 1944 à **Ouistreham Riva Bella**. Il est

sérieusement blessé et ne participe donc pas à la campagne de Normandie. Il réintègre son unité stationnée dans les Flandres Belges à l'automne 1944 et participe aux opérations à **Flessingue** (île de Walcheren). Il est à nouveau blessé lors des opérations dans la nuit du 4 au 5 novembre et est à nouveau évacué en Angleterre. En avril 1945, il rejoint un détachement des FNGB au centre de formation de la marine HMS *Scotia* où il devient instructeur radio.

En août 1945, il reçoit l'ordre de rejoindre le centre démobilisateur de **Brest**.

Il est nommé matelot timonier, quartier-maître de 1^{er} classe timonier puis quartier-maître chef.

Démobilisé le 1^{er} novembre 1945, il est décédé le 12 juillet 2006 à La Réunion

• **Décorations et citations :**

Chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite
Croix de Guerre 19369-1945
Médaille militaire
Médaille de la Résistance
Médaille du combattant volontaire de la Résistance
Médaille de la France Libre
Médaille des Forces françaises libres
Médaille commémorative 1939-1945 avec agrafes Libération, Grande-Bretagne et Manche
Médaille des blessés
Croix du combattant volontaire de la Résistance n° 535513
Croix du Combattant 1939-1945
Citation à l'ordre du Corps d'armée
Diplôme de la Médaille commémorative des services volontaires dans la France libre n° 39 091
Diplôme du général de Gaulle n°48 123
Attestation d'appartenance aux FFL n°10 757
Apparemment, aucune voie de circulation, aucun édifice public n'a été baptisé *Jean Couturier*. →

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P
149 143 (dossier de résistance).
Site internet : https://commando-kieffer.fandom.com/fr/wiki/Jean_Couturier

• **Bibliographie indicative :**

André Bouchi-Lamontagne (capitaine de vaisseau), *Historique des Forces navales françaises libres*, tome 5 : *Mémorial*, Vincennes, Service historique de la Défense, novembre 2006, pp.428-429.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

DE BOISVILLIERS Pierre Alphonse

(1927 - 1951)

2^e classe

Bataillon français de l'ONU

Mort pour la France

• **Éléments biographiques :**

Pierre de Boisvilliers naît le 2 août 1927 à **Tampon** (La Réunion). Il est le fils de Pierre Léopold de Boisvilliers et de Louise Payet. Célibataire.

• **Carrière militaires et campagnes :**

Appelé de la classe 1947, il est volontaire pour servir au sein du Bataillon français de l'ONU en Corée.

Blessé par balles à l'abdomen lors des combats de la cote 1037 au nord-ouest de **Pyong Chang**, il décède le 6 mars 1951 à l'hôpital de **Wonju** (Corée) des suites de ses blessures. Il est inhumé à la tombe n° 568 du cimetière militaire des Nations-Unies à **Busan** (Corée).

Pierre de Boisvilliers est Mort pour la France.

• **Sources :**

Service historique de la défense, DAVCC, Caen : 35 R 22.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

DEFENDINI Ange

(1909 - 1944)

Sergent-chef, nommé lieutenant à titre posthume

Déporté résistant

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Né le 4 décembre 1909 aux

Iles-du-Salut (Guyane)

Fils de Dominique Defendini
et de Marie Léoni.

Il épouse Marie Zannini le 2 juin

1934 à **Corté** (Corse). 5 enfants

• Carrière militaire et campagnes :

Engagé volontaire au 173^e régiment

d'infanterie le 8 janvier 1930, il est nommé

sergent-chef le 1^{er} mai 1936. Aux armées du

1^{er} janvier au 6 juin 1940, il est blessé à cette

date par éclat de grenade à **Maizy** (Aisne).

Il entre en résistance dès 1940 au sein du

mouvement Libération et est responsable

de la région de **Bastia**. En 1942, il rallie

le Front National. Il forme alors des

groupes et participe à la réception de

parachutages et à diverses missions de

renseignements. Il appartient aux Forces

Françaises Combattantes en qualité

d'agent P2¹ du réseau « Action R2 Corse »

jusqu'au 1^{er} janvier 1943 avec le grade

d'assimilation de lieutenant. A cette date,

il est activement recherché en Corse par

les autorités italiennes d'occupation, où

il est condamné à mort. Il quitte alors la

Corse le 8 juin 1943 pour Alger à bord du

sous-marin *Casablanca* depuis **Casta**. De

là, il rejoint la Grande-Bretagne fin 1943

et le *Special Operation Executive* (SOE), un

service secret britannique dont la mission

est de soutenir et armer les mouvements de

résistances dans les territoires européens

occupés par les forces allemandes et

italiennes. Il participe à plusieurs missions

en territoire français, notamment dans la

région de **Verdun** le 29 février 1944 comme

organisateur pour le compte des réseaux

Buckmaster. Surpris à **Paris** au cours de

l'une de ses missions, il est arrêté par la

Gestapo le 15 juin 1944 à la suite d'une

dénonciation. Interné à Fresnes, torturé,

il est déporté à **Buchenwald** le 25 août.

Fusillé, il est « Mort pour la France » le

14 septembre 1944 à Buchenwald.

Il est nommé lieutenant à titre posthume le

16 février 1949 à compter du 1^{er} juin 1944.

Il est reconnu déporté résistant

le 1^{er} décembre 1955

• Décorations et citations :

Témoignage de reconnaissance

du Roi d'Angleterre.

• Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16 P

317381 (dossier de résistance) ;

SHD Caen : 21 P 277827

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Les résistants agents de réseaux sont classés selon les codes suivants :

- 0 ou 01 : Agent répertorié qui travaille pour la Résistance occasionnellement ;

- P1 : Agent de renseignement ou responsable qui travaille pour la Résistance d'une manière habituelle ;

- P2 : Agent de renseignement ou officier responsable qui travaille en permanence pour la Résistance.

DÉRY Pierre-César

(1768 - 1812)

Général de brigade

• Éléments biographiques :

Né à **Saint-Pierre**, département de la Martinique le 2 février 1768. En 1810 dans une lettre adressée au duc de Feltre, ministre de la Guerre, César Déry demande l'autorisation de se marier avec Julie Carafa, fille du duc de Noja (vieille famille de l'aristocratie napolitaine). César Déry est alors général de brigade au service du roi de Naples, Joachim Murat. Le ministre, considérant cette union comme « *convenable sous tous les rapports* », y donne son consentement par retour de lettre en 1811. Décédé le 18 octobre 1812 à **Vinkovo** (Russie).

• Carrière militaire et campagnes :

Entre 1780 et 1782, il sert dans la Marine royale au sein de la flotte commandée par Lamotte Picquet (Toussaint-Guillaume Picquet, comte de la Motte), sur la frégate l'*Iphigénie* en 1780 et en 1781, puis sur la corvette l'*Elise* de 1781 à 1786, à bord de laquelle il est fait prisonnier de guerre le 13 novembre 1782. A cette date, il est garde marine. Il a probablement participé à plusieurs combats maritimes de la guerre d'indépendance américaine entre 1780 et 1782¹.

Il s'engage le 6 octobre 1788 comme chasseur au 12^e Régiment de chasseurs à cheval. Il gravit les échelons de la hiérarchie militaire au sein de cette unité : bas-officier à partir de 1791, il est fait officier (sous-lieutenant) le 1^{er} juillet 1793. Le 13 mars 1802, il est nommé adjudant-major. Il sert en qualité d'aide-de-camp du prince Murat. On le retrouve chef d'escadron du 10^e Régiment de hussards le

10 février 1806. Il est fait général de brigade le 6 août 1806 ; il est à nouveau aide-de-camp du prince Murat. Il participe à plusieurs campagnes des guerres révolutionnaires. Il sert dans l'armée du Nord entre 1792 et 1793 (général Dumouriez), puis dans l'armée de Sambre et Meuse (général Jourdan) et dans l'armée du Rhin à partir de 1793. Il participe à la deuxième campagne d'Italie en 1799-1800 (général Bonaparte). Il s'illustre également pendant les guerres napoléoniennes : il fait la campagne de la 5^e coalition contre l'Allemagne et l'Autriche en 1809 ainsi que la campagne de Russie (1812).

• Décorations et citations :

Le 16 mars 1793, il est blessé de deux coups de sabre à la bataille de **Saint-Trond** ; de deux coups de sabre également à la bataille de **Fleurus** (26 juin 1794).

Le 11 novembre 1795 lors de la bataille de **Kreuznach**, il « *a pris 2 pièces de canon et à beaucoup contribué à la prise de 4 autres* »². Le 10 mai 1800, en Souabe, il « *a pris un convoi de 180 voitures escortées par un détachement très supérieure au sien* » (campagne de l'armée du Rhin). Il est « *blessé d'un coup de feu et fait prisonnier* » à la bataille de **Marengo** (14 juin 1800). Pierre César Déry est fait membre de la Légion d'honneur le 19 décembre 1803. Il meurt au combat pendant la campagne de Russie, tué « *le 18 octobre 1812 dans une charge contre les Cosaques, en avant de Vinkovo* ».

• Sources :

SHD GR 8 YD 1379.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ L'indication « a fait toutes les campagnes de la guerre d'Amérique » qui figure sur son dossier personnel est sans doute abusive.

² On trouve dans son dossier personnel une relation plus détaillée de cette action d'éclat : « [...] près de Kreuznach le capitaine Déry alors lieutenant fondit avec vingt-cinq hommes sur une batterie ennemie de deux pièces [...] qui allaient faire les plus grands ravages dans nos rangs, et malgré la supériorité de l'ennemi parvint par son ardeur et son courage à les envelopper. Coupa le bras à un canonier, au moment où il allait mettre le feu, s'empara des pièces, qu'il sut également défendre contre les tentatives de l'ennemi pour les reprendre. Ce qui lui valut les paroles flatteuses du général Marceau... ».

DE LUCY DE FOSSARIEU Louis

(1924 - 2011)

Camp d'Old Dean

• **Éléments biographiques :**

Né le 24 novembre 1924 au **François** (Martinique). Etudiant, il quitte la Martinique le 21 février 1943 pour **Halifax** (Canada) et signe un engagement au titre de la France libre.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Il s'enfuit de **Martinique** le 21 février 1943 en « empruntant » la yole du gouverneur, en compagnie de deux amis, dont le fils du gouverneur : il fait partie de ces nombreux « dissidents » qui s'enfuiront de Guadeloupe et de Martinique pour rejoindre les îles britanniques de **Sainte-Lucie** et de la Dominique.

Il rejoint Sainte-Lucie, où il s'engage dans les Forces françaises libres, puis Trinidad, la Nouvelle Orléans, fort Dix, New York, et Halifax au Canada, d'où il embarque pour l'Angleterre. Il est incorporé à l'école militaire des cadets de la France libre, le Saint-Cyr de la France Libre.

Affecté au BCRA, il suit les cours des « special training schools », tir instinctif, explosifs, sabotage, parachutisme.

Il est parachuté de nuit en septembre 1944 sur les maquis de Franche Comté avec lesquels il participe à la campagne des Vosges.

Il s'engage définitivement et rejoint la Guyane où il servira de 1946 à 1948.

Affecté au 2^e BCCP, il rejoint l'**Indochine**, où il commande une section de parachutistes

indochinois ; il sera de tous les combats terrestres et aéroportés en **Cochinchine**, au **Cambodge** et en **Annam** jusqu'en 1950. De retour en Indochine en 1951, il prend le commandement d'une Compagnie de parachutistes vietnamiens jusqu'en 1953. Il effectuera un troisième séjour en Indochine de 1953 à 1955 d'où rejoindra directement l'Algérie comme capitaine avec le 2^e régiment de parachutistes coloniaux. Après deux séjours en Algérie, il décide de quitter l'armée et revient s'installer en Martinique.

Rendu à la vie civile, il entreprend une carrière dans l'agriculture et plus particulièrement dans la banane, reprenant l'exploitation de l'habitation Beauséjour, Conscient des difficultés que rencontre la filière, il fondera le groupement Gipam, avec des planteurs de banane, tout en invitant des planteurs d'agrumes, de fruits et de légumes à rejoindre la structure. En 1993, à 69 ans, il se retire et se consacre à la mémoire de la dissidence.

• **Décorations et citations :**

Par la loi du 17 mars 1954, il se voit octroyer le titre de Saint-cyrien.
« Les anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre, ayant satisfait aux examens de sortie de cette écoles sont considérés, à tous point de vue, comme issus de l'École spéciale militaire¹ ».

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Loi n° 54-292 du 17 mars 1954, « Anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre : prise de rang dans les grades d'officier », JORF, 18 mars 1954, p. 2372.

DAVY DE LA PAILLETERIE Thomas-Alexandre

dit « Général Dumas »

(1762 - 1806)

• **Éléments biographiques :**

Né le 25 mars 1762 dans la colonie française de **Saint-Domingue**.
Fils de Alexandre-Antoine Davy de La Pailleterie et Marie-Cesette Dumas¹.

Marié à Marie-Louise Labouret en novembre 1792

Père de Alexandre Dumas,
Marie-Alexandrine Dumas et
Louise-Alexandrine Dumas

Mort en février 1806 dans son « château » de **Villers-Cotterêts**, victime de l'ulcère à l'estomac.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Né d'une esclave noire achetée puis affranchie par son futur mari, et d'un père aristocrate nommé Alexandre-Antoine Davy, marquis de La Pailleterie, un « titre de courtoisie »² ajouté par son père en 1708. En août 1776, à l'âge de 14 ans, Thomas-Alexandre débarque en France, au **Havre**, avec le statut d'esclave avant d'être racheté par son père, arrivé l'année précédente. Il s'appelle dorénavant Thomas-Alexandre Davy de La Pailleterie, et prend le titre de comte. Son père lui offre une bonne éducation, le finance suffisamment pour lui permettre de s'habiller de manière élégante et bien paraître dans la société ; de fait, avec sa haute taille (1,85 mètre), le jeune comte de de La Pailleterie fait bonne figure dans les salons parisiens ou ceux de **Saint-Germain-en-Laye**, où père et fils vivent. En 1786, à la suite d'une brouille avec son père (brouille qui a sans doute pour origine le remariage de celui-ci), Thomas-Alexandre quitte le foyer paternel et entre au service du régiment de La Reine dragons³. Son père ayant, semble-t-il refusé de voir son nom traîner

« dans les derniers rangs de l'armée »⁴, Thomas-Alexandre s'engage donc sous le nom de sa mère « Dumas », ne gardant que son second prénom, « Alexandre ».

À la faveur de la Révolution française, Alexandre Dumas commence son ascension dans les rangs de l'armée ; elle va être fulgurante. En 1792, il est promu lieutenant-colonel au sein de la *Légion franche des Américains* (futur 13^e régiment de chasseurs à cheval) du chevalier de Saint-Georges, célèbre officier et musicien mulâtre originaire - sans doute - de Guadeloupe. Unaniment loué pour ses qualités militaires, Dumas est nommé général de division le 3 septembre 1793, et désigné, au mois de décembre suivant, commandant en chef de l'armée des Alpes. A sa tête, il s'illustre particulièrement, au printemps 1794 dans la prise des cols du Petit-Saint-Bernard et du Mont-Cenis. Au mois d'août 1794, il prend le commandement de l'armée de l'Ouest, puis de l'armée de Sambre-et-Meuse avant de revenir à l'armée des Alpes, non plus comme commandant en chef mais sous les ordres de Kellermann. Son intrépidité et son courage personnel dans les campagnes contre les Autrichiens de 1796-1797 sont récompensés par un sabre d'honneur accompagné d'une gratification de 10 000 livres pour fait d'armes exceptionnel (mars 1797).

L'année suivante, lors de la première expédition d'Égypte en mars 1798, le général Bonaparte le choisit pour commander la cavalerie d'Orient. Le général Dumas, résolument républicain se heurte bientôt aux ambitions personnelles de Bonaparte →

¹ Celle-ci, abandonnée par son mari, est faussement déclarée décédée en 1772, mais meure probablement à Saint Domingue en 1786.

² Titre porté dans une famille noble mais qui n'est ni légal, ni régulier, car n'ayant jamais fait l'objet d'une transmission légitime, d'une création ou d'une reconnaissance par le pouvoir souverain.

³ Rebaptisé 6^e régiment de dragons en 1791.

⁴ Robert Landru, *A propos d'Alexandre Dumas*. Les Aïeux. Le général. Le bailli. Premiers amis, Vincennes, à compte d'auteur, 1977, p. 78.

⁵ Henri Clouard, *Alexandre Dumas*, Albin Michel, 1955, p. 14.

et obtient de quitter l’Egypte en mars 1799. Capturé par les Italiens durant une escale à **Tarente** (Tarente est sous domination des Napolitains, alors acquis aux Autrichiens), il est retenu plus d’un an, enfermé au château de Brindisi sur l’ordre du roi de **Naples**. Sévèrement malmené, voire torturé, il est libéré au mois de juin 1800, échangé contre un général autrichien. Toutefois, le général Dumas qui était perçu par tous ceux qui l’avaient côtoyé comme une force de la nature n’est plus que l’ombre de lui-même, c’est « *estropié, presque paralytique et l’estomac atteint d’un ulcère* »⁵, qu’il revient en France. Les tentatives qu’il entreprend en 1801 et 1802 pour reprendre un commandement se soldent par un échec, il est mis à la retraite au mois de septembre 1802. Il ne perçoit ni ses arriérés de solde (certains auteurs voient là l’action personnelle de Bonaparte), ni le dédommagement promis par les Italiens à l’issue de sa captivité ; c’est donc dans un certain dénuement, que le général Dumas meurt en février 1806

Il laisse derrière lui Aimée-Alexandrine Dumas et Alexandre Dumas - le futur écrivain - de neuf ans son cadet.

• Sources :

SHD/Vincennes : GR Yd 91 (ESS)

• Bibliographie indicative :

Tom Reiss, « Dumas, le comte noir (Gloire, Révolution, Trahison : l’histoire du vrai comte de Monte-Cristo) », éditions Flammarion, 2013
Claude Ribbe, *Le diable noir. Biographie du général Dumas, père de l’écrivain*, Editions Alphonse, 2008
Robert Landru, *A propos d’Alexandre Dumas. Les Aïeux. Le général. Le bailli. Premiers amis*, Vincennes, à compte d’auteur, 1977
Henri Clouard, *Alexandre Dumas*, Albin Michel, 1955

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d’Outre-mer et celles de Collectivités d’Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l’historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d’orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

EBOUÉ Félix

(1884 - 1944)

Gouverneur général

• **Éléments biographiques :**

Félix Eboué¹ naît le 26 décembre 1884 à **Cayenne** en Guyane. Élève brillant, il est titulaire en 1901 d'une bourse d'étude pour poursuivre son cursus en métropole, au lycée Montaigne de **Bordeaux**. Bachelier ès-lettres, il va à **Paris** suivre des études de droit tout en suivant l'enseignement de l'École coloniale. En 1908 il est licencié en droit.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Élève administrateur des colonies en 1908, puis administrateur adjoint en 1910, il est affecté à sa demande en Afrique Équatoriale française, en Oubangui-Chari, à **Bouka** et **Bozoum** à la frontière camerounaise : à chaque fois, il s'efforce d'apprendre les usages et les coutumes de ses administrés. Il est nommé administrateur en 1912, chef de la subdivision de Demara, puis de **Kouango**, près de **Bangui**, en 1914. Sa demande d'engagement dans l'Armée est refusée cette année-là. En 1918, il est affecté dans la circonscription de l'Ouaka, puis du Bas Mbomou en 1921, à **Bangassou** en 1923 et à nouveau à l'**Ouaka** en 1927. Pendant les vingt années passées en Oubangui-Chari, il développe l'agriculture, trace des routes et ouvre des écoles, étudie les langues et les mœurs des populations qu'il administre, rédigeant un certain nombre d'ouvrages qui leur sont consacrés. Il participe en avril 1931 au congrès international d'ethnographie réuni à **Paris** à l'occasion de l'Exposition coloniale. Il est nommé administrateur en chef en 1930. Initié à la franc-maçonnerie, il adhère à la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen en 1928. Du 28 janvier 1932 au 23 mai 1934, il occupe sur décision du ministre des Colonies Paul Reynaud les fonctions de secrétaire général auprès du gouverneur de la Martinique et en fait, du 7 janvier 1933 au 4 janvier 1934, il assume la responsabilité de gouverneur par intérim. Après un passage dans des fonctions similaires au Soudan français, il est élevé au rang de gouverneur et nommé en

Guadeloupe par le ministre Maurice Violette en 1936. C'est à l'occasion de la remise solennelle des prix le 1^{er} juillet 1937 au lycée Carnot de **Pointe-à-Pitre** qu'il prononce son adresse à la jeunesse locale intitulée *Jouer le jeu*. Il calme progressivement l'agitation sociale, assainit les finances locales et met en place les réformes du gouvernement du Front populaire lors de son passage en Guadeloupe entre 1936 et 1938.

Le 16 novembre 1938, il est nommé gouverneur de 2^e classe au Tchad par Georges Mandel, ministre des Colonies. Dans la perspective d'un conflit qui impliquerait l'Italie, puissance coloniale riveraine, il fait construire des infrastructures économiques et militaires ainsi que des voies de communication avec le Congo d'une part et vers le Tibesti d'autre part. Le 18 juin 1940, il refuse l'armistice et le fait connaître au gouverneur général Pierre Boisson par télégramme le 29. Il entre en contact avec le mouvement du général de Gaulle début juillet. Le 26 août, en présence de René Pleven et du commandant Colonna d'Ornano, envoyés spéciaux du général, il proclame avec le lieutenant-colonel Pierre Marchand, commandant militaire du territoire, le ralliement officiel du Tchad au général de Gaulle, assurant une assise territoriale et une légitimité politique à la France Libre et préparant le ralliement d'autres territoires de l'Empire (Congo, Oubangui-Chari, Cameroun). Le 15 octobre, Félix Eboué reçoit le général de Gaulle à **Fort Lamy** qui le nomme d'abord membre du Conseil de défense de l'Empire, et ensuite gouverneur général de l'Afrique Équatoriale Française le 12 novembre. Sous son impulsion, l'AEF devient une plaque tournante au service des forces gaullistes (40 000 hommes) dirigées par les généraux Larminat, Koenig et Leclerc. Le général de Gaulle mène une tournée d'inspection en AEF en septembre 1942. →

¹ Le dossier du gouverneur général Félix Eboué est conservé au SHD sous la cote GR 16P, n° 207 196.

Sur le modèle de Lyautey au Maroc, Félix Éboué développe une politique visant à intégrer les élites économiques et sociales dans la gestion locale : l'assimilation est la base de son ultime œuvre intitulée *La nouvelle politique indigène pour l'Afrique Équatoriale Française*, que la conférence des hauts dirigeants administratifs des territoires africains (dite conférence de Brazzaville) réunie à partir du 22 janvier 1944 retient et adopte. Sur sa proposition, le général de Gaulle avait déjà signé en juillet 1942 trois décrets touchant respectivement au statut des notables, à l'organisation des communes africaines et à la création d'un office du travail. Épuisé, Félix Éboué meurt le 17 mai 1944 d'une congestion pulmonaire alors qu'il séjourne au **Caire**, pour apaiser les différends entre le Comité Français de Libération Nationale et le Premier ministre du roi, Nahas Pacha. Le 20 mai 1949, les cendres de Félix Éboué ont été transférées au Panthéon.

• Décorations et citations :

Chevalier sur proposition du ministre de l'Instruction publique (Pierre Marraud) en 1927, puis Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur Compagnon de la Libération par décret du 29 janvier 1941 (un des cinq premiers récipiendaires) et membre du Conseil de l'Ordre de la Libération Médaille coloniale avec agrafe Grand officier de l'ordre du Dragon d'Annam Commandeur de l'ordre du Nichan Iftikhar (Tunisie) Officier de l'ordre de l'Étoile noire (Bénin) Chevalier de l'ordre du Mérite agricole Chevalier de l'ordre des Palmes académiques Médaille de l'éducation physique et des sports

• Sources :

SHD-GR 16 P, dossier n° 207 196
« Henri ÉBOUE ».
Notice « Felix Éboué 1884-1944 » sur cheminsdememoire.gouv.fr, Ministère des Armées, Secrétariat général pour l'Administration, Direction des

patrimoines, de la mémoire et des archives, consulté le 27 juin 2020.
Trouplin Vladimir (conservateur en chef du musée de l'Ordre de la Libération), *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Paris, mai 2010, édition Elytis, pages 343-344
Mémorial des Compagnons (1940-1945), Paris, 1961, Grande chancellerie de l'ordre de la Libération, pages 280-284
Dictionnaire biographique des anciens élèves de l'École nationale de la France d'Outre-mer, volume A-G, 2003, pages 61 et 778-779.
Musée de l'Ordre de la Libération, dossier n° 326 « Félix Éboué ».
Musée de l'Ordre de la Libération, notice « Félix Éboué » sur le site internet.
Pap N'Diaye, « Félix Éboué, colonialiste et petit-fils d'esclave », *L'Histoire*, octobre 2005, n° 302, pages 50-51.
Philippe Oulmont « L'Équipe Éboué - Laurentie et de Gaulle (1939-1943) », fondation Charles de Gaulle, s. d., 15 pages.

• Bibliographie indicative :

Langues Sango, Banda, Baya, Mandjia : notes grammaticales, mots groupés d'après les sens, phrases usuelles, vocabulaire, Paris, 1818, E. Larose
Les sociétés d'inités en pays Banda, Brazzaville, 1931
Les peuples de l'Oubangui-Chari. Essai d'ethnographie, de linguistique et d'économie sociale, Paris, 1933
La clef musicale des langages tambourinés et sifflés, Koulouba, 1935, Imprimerie du Gouvernement
Jouer le jeu. Message aux adultes et aux jeunes, Pointe-à-Pitre, 1937, éditions Basse-Terre (Guadeloupe)
Politique indigène de l'Afrique Équatoriale Française, Brazzaville, 1941, Imprimerie officielle de l'AEF
L'Afrique Française Libre, New-Delhi, 1941, Bureau d'information de la France combattante
La nouvelle politique indigène pour l'Afrique Équatoriale Française, Paris, 1945, Office français d'édition.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

EBOUÉ-TELL Eugénie Elisabeth Charlotte Andrée (1891 - 1972)

• **Éléments biographiques :**

Née à **Cayenne** le 23 novembre 1891
Fille de Herménégilde Tell
Mariée avec Félix Eboué le 14 juin 1922,
belle-mère et mère de 4 enfants
Meurt le 20 novembre 1972 à
Pontoise (Val-d'Oise)

• **Parcours avant-guerre**

Lors d'un voyage en Guyane, Eugénie Tell rencontre un jeune administrateur colonial également originaire de **Cayenne**, Félix Eboué. Ce dernier est loin de représenter le « parti » idéal: il est issu d'une famille très simple, voire pauvre. De surcroît, ce diplômé de l'École coloniale aurait pu prétendre à une colonie « prestigieuse », or il a choisi l'Afrique et exerce dans des postes de brousse en Oubangui-Chari. De plus, Eboué est déjà père de deux enfants, conçus avec deux mères africaines, et dont il assure l'éducation.

Eugénie est déjà âgée de plus de trente ans lorsqu'elle se marie avec Félix Eboué (14 juin 1922). Dès lors, elle va suivre son mari dans toutes ses affectations. En premier lieu, un long retour en Oubangui-Chari – l'actuelle Centrafrique (sur place, elle mène des recherches actives pour la transposition des dialectes locaux en français) – puis la Martinique, le premier poste antillais (ils mènent ensemble une action qui tend à faire disparaître les distinctions entre blancs, mulâtres et noirs), un retour en Afrique au Soudan (elle poursuit ses recherches sur la linguistique), puis l'arrivée en Guadeloupe en tant que gouverneur à l'époque du Front populaire. Plus encore que la Martinique. Un séjour guadeloupéen avec son adhésion populaire tiendra un rôle important quelques années plus tard dans la nouvelle vie d'Eugénie. Elle se dévoue sans compter pour affermir sa position n'hésitant pas à taper elle-même à la machine les notes confidentielles, les rapports... Elle est la collaboratrice à part entière de son mari. Eugénie Tell-Eboué suit de nouveau son mari dans un poste africain supplémentaire, quand

Georges Mandel demande à ce dernier de prendre les fonctions de gouverneur du Tchad en 1938, et de mettre en place l'effort de guerre qui sera bientôt nécessaire dans l'Empire.

• **Parcours pendant la Seconde Guerre mondiale**

Dès août 1940, Félix Eboué rallie son territoire à la France libre du général de Gaulle, et l'Afrique équatoriale française tombe rapidement dans le camp gaulliste. Eugénie participe à la décision de son mari de rallier le Tchad à la France Libre. Depuis la France, Eugénie parvient à rejoindre son mari à **Fort-Lamy** en passant par **Alger** et la Transsaharienne. Les deux fils aînés sont prisonniers de guerre et leur fille en zone occupée. Félix devient le 12 novembre 1940 gouverneur général de l'AEF, premier homme de couleur à obtenir un poste aussi important dans l'administration française. Il y consacre jusqu'en 1944 une énergie considérable, au point d'en voir sa santé profondément altérée, épuisé physiquement par tant d'années de labeur. Il s'éteint le 17 mai 1944 au **Caire**. Les cendres de ce « compagnon de la Libération » sont transférées au Panthéon le 20 mai 1949.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Eugénie s'engage dans les Forces françaises libres féminines à l'hôpital militaire de **Brazzaville** jusqu'en 1944. Elle apprend à conduire les camions militaires et, après un stage d'infirmière, assiste en cette qualité les médecins de l'hôpital de **Brazzaville**, où sont soignés de nombreux blessés du front d'Afrique. Pendant ces quatre années de guerre, Eugénie Eboué seconde toujours son mari qui organise l'économie du pays pour la guerre et préconise l'éducation des masses.

Veuve d'un des hauts personnages de l'Etat, héros de la France libre, belle-mère et mère de quatre enfants engagés dans la lutte contre l'occupant et



la France de **Vichy**, elle-même engagée volontaire des FFL, elle décide de se tourner vers une carrière politique et vient se réimplanter en Guadeloupe en 1945, au Conseil municipal de Marie-Galante, puis comme députée SFIO de la Guadeloupe. Première femme députée de l'Outre-mer, son parcours politique est ensuite moins facile à interpréter car si elle est une femme de gauche, elle demeure profondément gaulliste. Présentée comme la première candidate féminine aux colonies, elle fut élue aux deux Assemblées nationales constituantes : le 21 octobre 1945, dans la première circonscription de la Guadeloupe, et le 2 juin 1946. Eugénie n'est pas en situation de pouvoir se représenter en Guadeloupe pour le Conseil de la République en 1952, et vient tenter sa chance en Guyane, où sa défaite contre Auguste Boudinot, maire de **Cayenne** et président du Conseil général de la Guyane, est sans appel et signe la fin de sa carrière ultramarine.

Le reste de sa vie est consacrée à des actions dans le cadre de mandats en Ile-de-France ou d'institutions hexagonales (Alliance internationale des femmes).

• **Décorations et citations :**

Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45
Rosette de la Résistance
Officier des Palmes académiques
Commandeur de l'ordre du Tchad
Commandeur de l'ordre de la Côte d'Ivoire

• **Bibliographie indicative :**

Dossier Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur : non communicable

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

EGRON Louis Hippolyte

(1914 - 1944)

2^e Légion de Garde Républicaine Mobile (2^e LGRM)

• Eléments biographiques :

Né à **Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)
le 18 septembre 1914.

• Carrière militaire et campagnes :

Louis Hippolyte Egron entre en gendarmerie le 10 juin 1936. Nommé garde le 25 janvier 1937, il sert à la 2^e Légion de Garde Républicaine Mobile (2^e LGRM) lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Comme de nombreux gardes mobiles, il rejoint une unité combattante : le 20^e B.I.L. (Bataillon d'Infanterie Légère) où, donnant satisfaction dans sa manière de servir, il est rapidement promu sergent-chef, puis adjudant le 1^{er} juillet 1940 et se voit décerner le brevet de chef de section. Après la signature de l'armistice et la dissolution de la garde républicaine mobile, il rejoint la légion de gendarmerie du Languedoc et est affecté à la compagnie de l'Hérault, à la brigade de **Mèze** (34). Le 1^{er} avril 1944, il est muté à la brigade de **Saint-Martin de Londres** (34). Le 8 juillet 1944, il rejoint le maquis de **Aigoual-Cévennes** (30), dans la IX^e région militaire sous le grade fictif d'adjudant des F.F.I. Affecté à l'encadrement des jeunes du maquis, du 12 juillet au 12 août 1944, il participe à toutes les opérations entreprises contre l'ennemi dans la partie sud du Gard, s'y faisant remarquer par ses chefs pour sa bravoure et son courage. Fort de son expérience de commandement acquise durant la campagne de France, en août 1944 il se voit confier la surveillance des cols de **Faubel** (30) et de la **Séreyde** (30), assurant ainsi des commandements « identiques à ceux confiés à des officiers d'active ». Le 27 août 1944, surpris par l'arrivée d'une importante colonne ennemie, le groupe qu'il commande est attaqué dans le village de **Quissac** (30).

Au cours de cet engagement, il est grièvement blessé aux jambes par un éclat d'obus, puis achevé par une rafale de mitrailleuse.

• Décorations et citations :

Le 26 juillet, il se voit décerner à titre posthume la médaille militaire et la croix de guerre (1939-1945) avec palme. Le 11 octobre 1945, la commission nationale d'homologation des grades F.F.I. le nomme adjudant de gendarmerie à titre posthume. Il est officiellement reconnu « mort pour la France le 19 février 1951. Médaille militaire et croix de guerre 1939-1945 avec palme (à titre posthume), pour prendre rang du 25 juin 1944, le 27 juillet 1946 : *« Détaché à l'encadrement des jeunes du maquis de l'Aigoual (Cévennes). A participé du 12 juillet au 12 août 1944 à toutes les opérations entreprises contre l'ennemi dans la partie Sud du Gard. Le 27 août 1944 à Quissac, son groupe ayant été surpris par une colonne allemande très supérieure en nombre et puissamment armée, n'a pas hésité à ouvrir le feu de son arme automatique préférant se faire tuer sur place plutôt que d'abandonner le terrain qu'il avait pour mission de défendre. »* Croix de guerre 1939-1945 avec étoile d'argent (à titre posthume) le 26 juillet 1947 : *« Sous-officier FFI, brave et courageux. Mort en combat contre les Allemands à Quissac, le 27 août 1944. »*

• Sources :

Service historique de la Défense,
Vincennes : 16 P 207 826.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

FALAKIKO Fao François (1913 - 2004)

• **Éléments biographiques :**

Né le 24 juillet 1913 à **Wallis**

(Wallis-et-Futuna).

Fils de Fao et d'Hélène domiciliés à **Wallis**.

Cuisinier.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Il arrive en Grande Bretagne le 30

juillet 1941 à **Glasgow via Sydney**

(Australie - départ le 4 juin).

Il s'engage le lendemain dans les forces navales françaises libres (FNFL) pour la durée de la guerre plus 3 mois comme matelot sans spécialité.

Il embarque sur le *Arras* du 7 au

26 août 1941 puis suit une formation à Skegness avant de regagner son poste du 14 octobre au 5 novembre.

Puis il est muté sur le *Commandant Détroyat* du 5 novembre au 15 octobre.

Promu matelot mécanicien de 2^e classe le 1^{er} avril 1942 puis quartier-maître de 2^e classe mécanicien le 1^{er} juillet 1944, il sert enfin sur le *Tonkinois* jusqu'au 8 août 1945, date à laquelle il est versé dans la Marine de Nouvelle-Calédonie jusqu'au 8 janvier 1946 après avoir été renvoyé dans ses foyers le 22 octobre 1945.

Titulaire d'une permission libérable de 78 jours, il se retire à **Nouméa**.

• **Décorations et citations :**

Médaille commémorative des services volontaires de la France libre

Diplôme du Général de Gaulle

• **Sources :**

Dossier individuel de résistant : GR

16P 215128 (SHD Vincennes).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

FALEVALU Patelise

(1970 - 2004)

2^e Régiment d'infanterie de marine

Mort pour la France

• **Éléments biographiques :**

Né le 20 mai 1970 à **Sigave** (Futuna).

Fils de Falakiko Falevalu et

de Malia Vakauliafa.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Appelé à l'activité le 21 juillet 1993 au titre de l'armée de terre, il est incorporé au régiment d'infanterie de marine du Pacifique - Nouvelle-Calédonie (RIMAP-NC) de Plum. Promu 1^e classe le 1^{er} février 1994, il souscrit un engagement volontaire court de six mois en mai. Nommé successivement aux grades de caporal puis caporal-chef, il souscrit à un renouvellement de son contrat en novembre 1994. En avril 1995, il souscrit un contrat d'engagement de deux ans au sein des troupes de marine et au sein du 2^e régiment d'infanterie de marine (RIMa). L'année suivante, il est désigné pour participer à l'opération **SALAMANDRE**, opération de maintien de la paix en ex-Yougoslavie, jusqu'en août 1996. De décembre 1996 à mai 1997, il est à nouveau déployé pour faire partie de l'opération **ALMANDIN** en République Centrafricaine, une opération de protection et d'évacuation de ressortissants, et d'aide au rétablissement de la souveraineté des autorités centrafricaines. De retour en France métropolitaine, il participe à nouveau à l'opération **SALAMANDRE** de novembre à décembre 1997, puis de décembre 1998 à avril 1999. Le 20 janvier 2000, il est désigné pour faire partie du détachement **EPERVIER** au Tchad, mission de protection des ressortissants français au Tchad ainsi que d'aide aux forces armées et de sécurité tchadiennes. En mai 2002, il souscrit un contrat d'une durée de 5 ans au titre des troupes de marine

pour servir au 5^e régiment interarmes d'Outre-mer (RIAOM) à compter de juillet 2003. Après une première mission en Côte d'Ivoire en 2003, il est à nouveau désigné pour une seconde mission en octobre 2004. En septembre 2002, la République de Côte d'Ivoire fait l'objet d'une tentative de coup d'État et au contrôle de plusieurs villes dans le nord et le centre de la Côte d'Ivoire par des forces rebelles.

La France lance alors l'opération **LICORNE**, avec pour objectif premier d'assurer la sécurité des ressortissants. Le caporal-chef Patelise Falevalu est désigné pour faire partie une nouvelle fois de cette mission le 7 octobre 2004. Il est décédé le 6 novembre 2004 à **Bouaké** lors d'une frappe aérienne.

Patelise Falevalu est déclaré Mort pour la France le 22 février 2005.

• **Décorations et citations :**

Le caporal-chef Patelise Falevalu était titulaire de la médaille d'argent de la défense nationale, de la médaille outre-mer avec agrafes « Tchad » et « RCA » et de la médaille commémorative française « Ex-Yougoslavie ».

Il fait l'objet d'une citation avec attribution de la croix de la Valeur militaire avec palme en novembre 2004.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

GABOU Fernand Maurice

(1893 - 1918)

Caporal

Mort pour la France

• **Éléments biographiques :**

Né le 25 mars 1893 à **Vieux-Habitants**, section de Bélair. Fils de Marie Charlotte Gabou et d'un père inconnu. La mention marginale indique que la mère reconnaît son fils le 1^{er} octobre 1902. Il est confié très vite à sa grand-mère, une ancienne marchande colporteuse de Basse-Terre qui le prend en charge. Lors de son recensement militaire en 1913, il est cultivateur.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Le parcours de Fernand Gabou est représentatif de celui de la classe 1913 qui fut la deuxième à être incorporée après l'instauration du service militaire en 1913 en Guadeloupe. Contrairement à la classe 1912 qui partit en métropole en octobre 1913 à la veille de l'hiver, celle de 1913 est incorporée au Camp Jacob le 28 avril 1914 et quitte les Antilles le 1^{er} mai. Afin que les contingents antillais s'acclimatent mieux, ils sont dirigés vers l'Afrique du Nord, ici en **Algérie** où Fernand Gabou arrive le 21 mai pour être affecté au 1^{er} régiment des zouaves.

Étant sous les drapeaux au moment de la déclaration de la guerre, le 3 août 1914, Fernand Gabou fait partie des premiers soldats guadeloupéens qui entrent dans le conflit dès les premiers jours.

Le 10 mai 1915, il part aux **Dardanelles**.

Il est au 2^e régiment de marche des zouaves au sein du corps expéditionnaire d'Orient (C.E.O).

Il y reste jusqu'au 2 octobre 1915.

74 Guadeloupéens ont trouvé la mort aux Dardanelles dont 62 des classes 1912 et

1913 (la sienne). Fernand Gabou échappe à la mort : il est blessé par balle au poignet gauche le 12 juillet 1915 à **Seddui-Bahr**.

Il a pu se rendre par lui-même au poste de secours accessible par un boyau et situé à l'arrière de la troisième tranchée, de là rejoindre sans doute par ses propres moyens le point sanitaire avant d'être embarqué sur le navire-hôpital le « **Canada** » qui est arrivé le 12 juillet en rade de **Gallipoli** dont il repart le 17 juillet avec 450 blessés dont Fernand Gabou qui est hospitalisé à **Tunis**.

Après la période d'hivernage, Fernand Gabou rejoint le front occidental le 15 mai 1918 au sein du 3^e régiment des zouaves.

Il participe à la seconde bataille de la Somme. Une ultime offensive allemande qui fragilise un temps les forces alliées, est ralentie par ces dernières le 28 mars 1918 à l'Est d'Amiens.

Le 26 mars, un commandement unique est créé et confié à Foch alors que les Américains débarquent à Cantigny.

C'est au cours de cette contre offensive des Alliés qui mènera à la victoire que Fernand Gabou trouve la mort : il est tué à l'ennemi le 10 août 1918 lors du combat de Guerbigny-Marquivillers (Somme).

Il est inhumé à la nécropole nationale de Montdidier, créée en 1924, regroupant 7 406 corps exhumés des différents cimetières de la Somme.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

GARROS Roland

(1888 - 1918)

2^e Groupe d'aviation

• Éléments biographiques :

Né le 6 octobre 1888 à **Saint-Denis** de l'île de la Réunion, Roland Garros passe une partie de son enfance à Saigon en Indochine. Venu faire ses études en métropole durant son adolescence, il découvre l'aviation. Garros devient l'un des plus célèbres aviateurs français en remportant plusieurs records du monde et en accomplissant, le 23 septembre 1913, la première traversée aérienne sans escale de la Méditerranée (**Saint-Raphaël – Bizerte** en Tunisie).

Tombe en combat aérien le 5 octobre 1918 au-dessus de **Saint-Morel**, dans les Ardennes.

• Carrière militaire et campagnes :

Quand la guerre éclate, Garros s'est engagé volontaire comme soldat de 2^e classe le 4 août 1914¹. Incorporé au 2^e groupe d'aviation, il est affecté à l'escadrille MS 23 où il expérimente un système permettant de tirer à travers l'hélice. Garros, nommé sous-lieutenant le 28 décembre 1914, rejoint le 3 février 1915 la MS 26. En avril 1915 il remporte trois victoires aériennes homologuées et est cité à l'ordre de l'armée le 4 de ce mois. Le 18 avril 1915, Garros est contraint de se poser derrière les lignes ennemies, au nord de Courtrai. Capturé, il est fait prisonnier. Après plus d'une année de captivité, Garros est promu lieutenant le 25 décembre 1916. En février 1918, il parvient à s'évader d'Allemagne pour gagner la Hollande neutre. Garros est fait officier de la Légion d'honneur le 7 mars 1918. Refusant un poste d'instructeur à l'arrière, il reprend sa place au combat au sein de la SPA 26 du groupe des Cigognes, et abat un appareil ennemi le 2 octobre 1918.

• Décorations et citations :

Son nom est porté doublement par l'île de La Réunion, à la fois par l'aéroport international et par la base aérienne qui y stationne. À l'instigation d'Émile Lesieur, ami de Roland Garros et condisciple durant leurs études à HEC, un stade parisien réservé au tennis porte son nom depuis 1927. Garros est parrain de la promotion 1965 de l'École militaire de l'air.

• Bibliographie indicative :

Jean-Pierre Lefèvre-Garros, *Roland Garros. Pionnier de l'aviation*, Bruxelles, Ananké/Lefrancq, 2001.

Bernard Marck, *Dictionnaire universel de l'aviation*, Paris, Tallandier, 2005.

Lucien Robineau (dir.), *Les Français du ciel. Dictionnaire historique*, Paris, Le Cherche midi, 2005.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Le dossier matricule du lieutenant Garros est consultable au SHD sous la cote GR 5 YE 127400.

GOBRAIT (GOBRAY¹) Maadi

(1904 - 1980)

Infirmière au levant et à la Première Armée du général de Lattre

• **Éléments biographiques :**

Maadi Gobrait naît le 5 août 1904 à **Papeete** (Polynésie)
Elle décède le 9 Septembre 1980.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Engagée dans les Forces Françaises libres le 29 mai 1943 à Beyrouth, pour compter du 16 avril 1942, elle sert comme infirmière au levant et à la Première Armée du général de Lattre jusqu'à la fin des hostilités.
Le 24 juin 1945 elle est promue à titre temporaire au grade de sous-lieutenant dans le corps des auxiliaires féminins de l'armée de terre (AFAT). Elle est démobilisée le 16 novembre de la même année.

Revenue à Papeete, Maadi reprend son métier d'infirmière à l'hôpital de **Papeete**, tout en s'occupant pendant son temps libre des mères et des veuves de ses camarades du bataillon.
Dans les années 1960, sa santé donnant déjà des signes d'inquiétude, elle est hospitalisée au Val-de-Grâce.

Elle est enterrée au cimetière de **Bagneux** (92), dans le carré réservé aux FFL.

• **Décorations et citations :**

Une rue porte son nom à **Papeete**
Une enveloppe 1^{er} jour et un timbre à son effigie ont été émis par la poste polynésienne à l'occasion de la Journée internationale des droits des Femmes 2020.

Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16P
260438 (dossier de résistance).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Graphie du dossier de résistante.

GOYETCHE René Henri

(1916 - 2014)

Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique

• Éléments biographiques :

Né le 30 juin 1916 à **Bourail** (Nouvelle-Calédonie).
Fils de Pierre et de feu Marie Gastaldi.
Certificat d'études.
Travaille dans l'épicerie-bistrot de son père (place du marché) puis devient chef de mine à **Thio** et poursuit dans cette voie comme prospecteur au Nickel.
Se mariera avec Marie-Louise puis Juliette.
Une fille, Mariella.
Décédé le 13 août 2014 à **Bourail** (Nouvelle-Calédonie).

• Carrière militaire et campagnes :

Appelé sous les drapeaux comme 2^e Classe le 2 novembre 1937.
Renvoyé dans ses foyers le 28 octobre 1938.
Engagé volontaire dans les Forces Françaises libres (FFL) le 25 avril 1941 comme son frère aîné Georges Bastien¹, il rejoint le bataillon du Pacifique n°1 le 5 mai 1941, jour où cette formation est projetée par voie maritime avec le 1^{er} contingent du corps expéditionnaire français du Pacifique.
Il effectue toutes les campagnes de Libye et d'Égypte et semble apprécié d'après ce relevé de notation : « *Très bon chauffeur, sérieux, courageux et travailleur, a un très bon esprit. Excellent camarade* » (décembre 1942).
A partir de cette date, les éléments concernant le parcours sont très parcellaires mais son parcours est confirmé par sa citation (voir ci-après).
Sans plus de détails, il est indiqué présent à la 1^{re} DFL BIMP le 15 juin 1944 et est promu caporal-chef le 1^{er} avril 1945.

• Décorations et citations :

Croix de guerre avec étoile de bronze
Citation à l'ordre du régiment
du 23 avril 1945

*« Excellent gradé employé dans une section de jeeps de reconnaissance. A toujours fait preuve de courage au feu. Vétéran de la France Libre, a fait les campagnes de Libye (**Bir Hacheim**), **El-Alamein**, Tunisie, Italie et France ».*

• Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16P
266550 (dossier de résistance).
Site de la Province Sud de Nouvelle-Calédonie.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Disparu en Tunisie le 28 avril 1943 (Mort pour la France).

GUIBERT Jean-Marie

(1895 - 1918)

37^e Division

• Éléments biographiques :

Né le 9 avril 1895 à **La Trinité** en Martinique, Jean-Marie Guibert effectue sa scolarité à **Fort-de-France**. Vivant ensuite à **Paris**, il s'engage le 13 avril 1913 à l'âge de 18 ans dans l'armée pour une durée de quatre années.

• Carrière militaire et campagnes :

Servant comme maréchal des logis à la 37^e division, Guibert Jean-Marie reçoit le 4 juillet 1915 une première citation. Après être passé à l'école militaire de l'artillerie de **Fontainebleau**, il est reconnu apte le 19 janvier 1917 aux fonctions d'observateur en avion. Le 3 février 1917, Jean-Marie est nommé au grade de sous-lieutenant. Le 11 septembre 1917, il reste en vol après la tombée de la nuit pour achever un réglage de contre-batterie. Son avion s'écrase à l'atterrissage entraînant sa blessure ainsi que celle de son équipier. Le 28 juin 1918, en compagnie du lieutenant Pellerin qui pilote pendant que Jean-Marie officie comme mitrailleur, ils abattent un avion ennemi. Le 2 septembre 1918, Jean-Marie décolle du terrain de **Russy** à bord d'un Breguet XIV piloté par le capitaine Henry Lamasse. L'équipage est surpris par une dizaine d'avions ennemis. Il livre bataille et succombe sous le nombre. L'avion s'écrase à **Chavigny** à côté de **Soissons**. La dépouille de Jean-Marie est inhumée le 4 septembre dans le cimetière de **Vaumoise**. Le 10 octobre 1918, le général Charles Mangin et le maréchal Philippe Pétain adressent, à titre posthume, une cinquième et dernière citation au lieutenant Jean-Marie. Par la même occasion, celui-ci est fait chevalier de la Légion d'honneur. Son corps est rapatrié en Martinique en janvier 1922 pour être inhumé au **Carbet**.

• Décorations et citations :

En 1941, afin de lui rendre hommage, le conseil municipal de Fort-de-France donne son nom à une ruelle.

• Bibliographie indicative :

Les escadrilles de l'aéronautique militaire française. Symbolique et histoire 1912-1920, Vincennes, Service historique de l'armée de l'Air, 2004.
Asoublies1418.fr
Azmartinique.com
Mémoiresdeshommes.sga.defense.gouv.fr
Uneautrehistoire.org

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.



HERVÉ Jean (1907 -)

• **Éléments biographiques :**

Jean Hervé naît le 15 septembre 1907 à **Papeete**, fils de François Joseph Marie et Thais Lucie Michele.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Son baccalauréat obtenu, Hervé s'engage volontairement le 20 septembre 1926 dans l'aviation encore rattachée à cette date à l'armée de Terre. Il est affecté au 38^e régiment d'infanterie, se spécialisant dans la chasse (7^e escadrille). Nommé sergent-pilote le 16 juillet 1927, Hervé se rengage chaque année pour finir par être admis dans le corps des sous-officiers de carrière le 30 mars 1933. Il est nommé sergent le 1^{er} avril 1935, adjudant le 1^{er} janvier 1938 et adjudant-chef dans les premiers mois la Seconde Guerre Mondiale, le 2 février 1940. À cette date, Hervé est pilote convoyeur de l'École Supérieure de l'Armée de l'Air n°301, sur la base de **Châteaudun**. Le 13 juin 1940, Hervé se porte volontaire avec deux autres pilotes de l'ESAA pour récupérer des chasseurs lourds Potez 631 tout juste sortis des ateliers des **Mureaux** (Seine et Oise), stationnés devant l'usine et pris sous le feu d'une batterie d'artillerie allemande, tirant à vue des hauteurs voisines.

Nommé lieutenant le 25 juin 1946, Hervé rejoint en septembre suivant la 1^{re} division aérienne, dont il intègre le commandement en octobre 1950, après avoir été nommé capitaine le 1^{er} avril précédent. Hervé sert par la suite à plusieurs postes de Contrôleur Local Aérien, notamment au CLA de la base aérienne 181 à Madagascar de 1951 à 1954, à **Tunis** de 1956 à 1958, à **Alger** de 1958 à 1959. Atteint par la limite d'âge, il est rayé des cadres de l'armée active le 14 septembre 1959, puis de la réserve le 15 septembre 1964. Le restant de sa vie civile n'est pas connu. Même si la mission échoue – les chasseurs s'avérant déjà criblés d'éclats, les trois volontaires sont proposés pour la citation suivante :

*Volontaire pour décoller un Potez 63 du terrain des **Mureaux**, qui se trouvait sous le feu direct d'une batterie de 77, à, malgré un violent bombardement, tenté de mettre l'avion en route. N'a abandonné sa mission que par suite d'impossibilité de mettre en route les moteurs endommagés par les éclats d'obus.*

La citation est homologuée pour les deux camarades de Hervé mais pas à ce dernier, à la suite d'une perte de dossiers ; l'adjudant-chef reçoit cependant une lettre de félicitations avec un texte identique en 1955. Le lendemain de cette action, 14 juin 1940, Hervé reçoit une nouvelle citation à l'ordre de l'escadre aérienne (14 février 1941), cette fois-ci homologuée, avec Croix de Guerre 1939/1945 et étoile de bronze, dont existent deux versions :

Le 14 juin, a attaqué au cours d'un convoiage un Dornier 17, n'a rompu le combat qu'après épuisement de ses munitions.

Convoyant un Bloch 152 dont le train ne retrait pas, a attaqué et mis en feu un DD 17.

À la suite de l'armistice Hervé est affecté au parc régional 92 de **Châteauroux**, pilote réceptionnaire des usines de la SNCACO. Le directeur du parc évoque l'adjudant-chef le 17 septembre 1942 :

*Hervé totalise 1 875 heures de vol dont un millier sur avions modernes. Il a réceptionné, sans aucun incident, la presque totalité des avions remontés au dépôt de stockage de **Châteauroux**, ainsi que ceux livrés depuis l'armistice par la SNCASO à **Déols**. Doté d'une bonne instruction générale, possédant une très bonne éducation, ainsi qu'une bonne instruction militaire, l'adjudant-chef Hervé est très qualifié pour faire un excellent officier-navigant.*

Pressenti pour monter au grade de sous-lieutenant, Hervé décide cependant en juillet 1943 de rejoindre les Forces Françaises Libres, en passant par l'Espagne. →

Il parvient en Afrique du Nord en novembre, obtenant à cette occasion la Médaille des évadés, et reçoit une lettre de félicitations du général Giraud le 17 décembre :

[Hervé] a quitté volontairement la France occupée par l'armée allemande pour venir combattre dans les rangs de l'Armée française en Afrique et libérer la Patrie. A rejoint l'Afrique du Nord, malgré de graves difficultés qu'il a su surmonter grâce à ses qualités de courage et d'énergie.

Hervé est nommé sous-lieutenant le 24 juin 1944 à l'issue de six mois de formation, douze jours après avoir été affecté au Groupe de Chasse 3/6 « Roussillon ». Il opère en fin d'année des missions sur l'Italie du Nord depuis la base de **Salon-de-Provence**, puis en Allemagne à partir de mars 1945 depuis la base de **Luxeuil**, glanant sa dernière citation à l'ordre de l'armée aérienne le 20 août 1945 de la part du général de Gaulle :

Officier pilote de chasse de grande valeur possédant les plus hautes qualités morales et professionnelles. Est passé par l'Espagne pour rejoindre les forces françaises combattantes, toujours volontaire pour les missions, a été un constant exemple de ténacité, de courage pour les jeunes. Pendant cinq mois a affecté de nombreuses opérations aériennes en Italie du Nord puis en Allemagne. S'est particulièrement distingué le 14 février 1945 dans l'attaque d'un pont important défendu par une DCA de tous calibres et le 5 avril 1945 en participant en Allemagne à la destruction de quatre trains.

• **Décorations et citations :**

Chevalier de la Légion d'Honneur
(31 décembre 1946)

Officier de la Légion
d'Honneur (30 juin 1955)

Médaille militaire (15/03/1941)

Médaille des Évadés (15/01/1944)

Croix de Guerre 1939/1945 et

étoile de bronze (15/03/1941)

Médaille des blessés (?)

• **Sources :**

SHD Vincennes / Archives Air / 1 P 38850/2

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

HEYNE Henry

(1921 - 1944)

Lieutenant

Officier détaché auprès de l'armée US

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Henry Heyne naît le 26 septembre 1921 à **Port-au-Prince** (Haïti). Il est le fils de Frédéric et de Marie Fontance.

• Carrière militaire et campagnes :

Engagé volontaire dans les Forces Françaises Libres, il signe son engagement le 23 décembre 1942 à New York. Acheminé sur **Halifax** (Canada) le 27 avril 1943, il y embarque pour la Grande-Bretagne le 9 mai. Il arrive à Londres le 25 mai 1943 et est affecté aux forces terrestres de Grande-Bretagne. Muté à l'école militaire des cadets de la France libre (EMCFL) le 14 juin 1943, Henry Heyne est nommé aspirant à sa sortie d'école le 1^{er} juin 1944. Muté au bataillon des Antilles à compter du 1^{er} juin 1944 en tant qu'officier de liaison détaché auprès de l'armée américaine, il sert ensuite en qualité de lieutenant au 2^e régiment de Cavalerie de Reconnaissance des Forces françaises libres. Au cours d'une reconnaissance dans les environs de **Flaxweillier** (Luxembourg), il est blessé à la tête à la suite de l'explosion d'une mine et est admis au 104^e hôpital d'évacuation (Luxembourg) le 25 décembre 1944. Il décède le lendemain des suites de ses blessures. L'aspirant Henry Heyne est Mort pour la France.

• Décorations et citations :

L'aspirant Henry Heyne est cité à l'ordre de l'armée à titre posthume le 3 avril 1945. « Aspirant de la mission française de

liaison auprès des Alliés. Aspirant ayant fait preuve des plus belles qualités guerrières, a pris part à tous les engagements de son unité depuis le débarquement du mois de juin, au cours duquel il a montré le plus grand courage, et le plus grand sang-froid se portant fréquemment en avant des lignes à la recherche des renseignements. Le 25 décembre 1944 chargé d'une reconnaissance périlleuse près de **Fraxwiller** (Grand Duché du Luxembourg) a accompli sa mission avec un complet mépris du danger, il a été mortellement blessé au cours de l'action. Croix de Guerre avec palme ».

Par la loi du 17 mars 1954, il se voit octroyer le titre de Saint-cyrien. « Les anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre, ayant satisfait aux examens de sortie de cette école sont considérés, à tous point de vue, comme issus de l'École spéciale militaire¹ ».

• Source :

SHD, DAVCC : AC 21 P 54561

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Loi n° 54-292 du 17 mars 1954, « Anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre : prise de rang dans les grades d'officier », JORF, 18 mars 1954, p. 2372.

ICHIZA Francis

(1926 - 1952)

Sergent

Bataillon français de l'ONU

Mort pour la France

• **Éléments biographiques :**

Francis Ichiza naît le 18 octobre 1926 à **Bras-Panon** (La Réunion). Il est le fils de François Ichiza et de Vivienne Imako. Célibataire.

• **Carrière militaires et campagnes :**

Sergent au sein du bataillon français de l'ONU en Corée, il est tué au combat d'une balle dans la tête le 11 février 1952 dans la région de **Mang-Ou** (Corée). Francis Ichiza est Mort pour la France.

• **Sources :**

Service historique de la défense,
DAVCC, Caen : 35 R 129.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

JAUZELON Marguerite

(1917 -)

Serait toujours vivante (avril 2021)

Ambulancière volontaire pendant la Seconde Guerre mondiale.

• Éléments biographiques :

Née à Ravine Creuse, lieu-dit de la commune de **Saint-André** (La Réunion) le 25 juillet 1917. Fille de Raymond Jauzelon. Institutrice. 1 enfant (fille).

• Carrière militaire et campagnes :

Institutrice au déclenchement de la guerre, elle s'engage volontairement pour la durée de la guerre le 23 novembre 1943 à **Saint-Denis** au titre de la section féminine des volontaires français de l'Océan Indien et embarque le même jour pour **Tananarive** afin d'y suivre un stage de formation d'ambulancière de 6 mois. Nommée 1^{er} classe le 28 février 1944 pour compter du 1^{er} mars, elle est désignée pour continuer ses services en Afrique du Nord, elle embarque à **Tamatave** le 17 mai pour **Alger**. Débarquée le 7 juillet, elle est affectée à l'école d'**Ain-Kalaa** le lendemain, puis au 431^{er} bataillon médical le 21. Début août, elle embarque d'**Oran** pour **Ajaccio** puis **Aix-en-Provence** le 24 août. De là, elle accompagne la remontée des troupes françaises vers le Rhin et participe à la campagne d'Alsace. Le 1^{er} avril 1945, elle passe la frontière franco-allemande. Le 29 octobre 1945, elle est dirigée sur **Marseille** où elle est affectée à l'unité administrative et quitte le BM 431. Fin décembre, elle est nommée 5^e catégorie. Affectée après-guerre à la maternité de **Fontainebleau** puis de **Nancy** en février 1947, elle est finalement mutée à la 9^e région pour rapatriement sur l'île de la Réunion le 3 mai 1947. Elle est démobilisée le 30 juin 1947. De retour à la Réunion, elle reprend son poste d'institutrice.

• Décorations et citations:

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier des Palmes Académiques
Croix de la Libération
Croix du Combattant Volontaire
Croix du Combattant
Médaille Commémorative de la Guerre 1939-1945 avec agrafe « Engagée volontaire », « Libération » et « Allemagne ».

• Sources :

SHD Pau : ESS

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

JOLY Eugène, Antoine, Jean *alias* Jean

(1920 - 2005)

Déporté résistant

• **Éléments biographiques :**

Jean Joly est né le 9 août 1920 à **Saint-Denis** (La Réunion). Il est le fils de Joseph et Victorine Carrère.

Après des études secondaires au lycée Leconte de Lisle (**Saint-Denis**), il part en 1938 pour la métropole afin de poursuivre des études de droit à l'École coloniale et à la Faculté de droit à **Paris**.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Absent de La Réunion lors de la mobilisation générale, il n'est pas appelé sous les drapeaux. Il rejoint la résistance intérieure par l'entremise de son ami Robert Piat dit Teddy¹, lui aussi originaire de La Réunion, le 1^{er} octobre 1942 en qualité d'agent P2² au sein des groupes francs du mouvement *Combat* avec le grade de sous-lieutenant. Il est alors chargé de mission pour Jacques Renouvin. En décembre 1942 il est chargé de l'organisation des groupes francs de la région de **Toulouse**. Le 24 décembre 1942, il fait partie de l'équipe envoyée libérer la résistante Berthy Albrecht, alors internée à l'asile de **Lyon**. Arrêté le 7 avril 1943 à **Paris** par la Gestapo alors qu'il essayait d'organiser l'évasion de Jacques Renouvin, il est emprisonné à **Fresnes** jusqu'au 6 septembre 1944 avant d'être déporté à **Mauthausen**. Libéré le 15 mai 1945, il est hospitalisé en Suisse avant d'être rapatrié le 14 septembre 1945. Le 23 janvier 1948, son grade de sous-lieutenant est officiellement homologué avec prise de rang au 1^{er} avril 1943.

De retour sur l'île de la Réunion (**Saint-Denis**) en 1951, il est reconnu déporté résistant le 13 février 1956.

Jean Joly meurt à **Saint-Denis** le 26 mars 2005.

• **Décorations et citations :**

Chevalier de la Légion d'Honneur par décret du 28 octobre 1970. « *Résistant jeune et ardent qui dès septembre 1942 mit son activité au service des groupes francs comme agent de liaison. Participa à l'évasion d'un agent et à différents coups de main contre des collaborateurs, puis fournit de nombreux renseignements sur les usines du Sud-Ouest. Toujours plein d'allant et de courage sur maintenir le moral des G.F. qu'il contactait. Fut arrêté en mission à Paris, interné à Fresnes et déporté en septembre 1943 à Mauthausen. Malgré la vie pénible qu'il mène en Komando pendant 20 mois ne faiblit jamais et fut un réconfort moral pour ses camarades* ». Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de Guerre 1939-1945 avec palme. Croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945.

• **Sources :**

Service historique de la défense, Vincennes : SHD GR 16 P 310666 (dossier de résistance). DAVCC, Caen : 21 P 577 077.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Robert PIAT fait l'objet d'une fiche fournie par le SHD.

² Les résistants agents de réseaux sont classés selon les codes suivants :

- 0 ou 01 : Agent répertorié qui travaille pour la résistance occasionnellement ;

- P1 : Agent de renseignement ou responsable qui travaille pour la résistance d'une manière habituelle ;

- P2 : Agent de renseignement ou officier responsable qui travaille en permanence pour la résistance.

JOLY Paul

(1922 -)

Capitaine de corvette

• Éléments biographiques :

Paul Joly naît le 22 juin 1922 sur l'île de la Réunion. Agent contractuel du service météorologique de la Réunion depuis 1940, il rallie la France Libre en janvier 1943 (matricule 531 FN 43).

• Carrière militaire et campagnes :

Après avoir suivi les cours sur l'avisos *Amiens*, bâtiment d'instruction de l'École navale des Forces Navales Françaises Libres, entre avril et octobre 1943 (5^e session), il est nommé aspirant le 1^{er} décembre 1943. Il est affecté à bord du bâtiment de ligne *Richelieu*, en 1944, où il sert au service transmission du bâtiment, avant d'être nommé officier en second du *Chasseur 13* (1944-1945).

Au cours de sa carrière, il suit les cours de l'école de pilotage à **Versailles**, à **Cognac**, au Maroc (**Kouribga** et **Karouba**) et à **Hourtin**.

Promu enseigne de vaisseau de 1^{ère} classe en septembre 1945, il est successivement affecté à la *7F* à Dakar et à la *22S* à Agadir (1945-1947), à la *21S* à **Saint-Mandrier** (1948-1950), à la *21F* à **Dakar Bel-Air** (1951-1952). En 1953, il est affecté à l'état-major « Aéro » de la 2^e Région (1953-1955). Il fait campagne en Indochine et à Madagascar à bord de l'avisos *Commandant Duboc* et du ravitailleur d'escadre *La Charente* (1955-1957). Il est ensuite affecté à l'état-major « Aéro » d'Alger (1958-1959), puis à l'état-major général à Paris (1960-1961).

Il obtient une année de disponibilité à compter du 1^{er} décembre 1961 et quitte le service actif fin 1962. Il prend la direction d'une société de manutention à Le Port (Réunion). Sa date de décès, si celui-ci est survenu, est inconnue.

• Décorations et citations :

Le CC Paul Joly est chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur du 30 juin 1956 par décret du 7 juillet 1956.

Croix de guerre 1939-1945 avec étoile d'argent.

Citation de l'EV Joly, second du *D 133* à l'ordre de la division par décision n° 925 EMG 0 en date du 11 octobre 1945 : « *Armant des youyous de sauvetage, se sont jetés à l'eau pour faire de la place aux rescapés du chasseur 116 disparu sur une mine et sont restés une demi-heure dans l'eau attendant qu'on vienne les rechercher, une fois le sauvetage des survivants du Chasseur assuré.* »

• Sources :

SHD-MV, CC⁷ 4^e moderne carton n° 3279, dossier n° 3 (dossier individuel de Paul Joly)

SHD-GR 16P dossier n° 310871 (dossier individuel de résistant de Paul Joly)

Espace Tradition de l'École navale.

Emile Chaline (vice-amiral d'escadre) et Pierre Santarelli (capitaine de vaisseau), *Historique des Forces navales françaises libres*, tome 3 : *Annuaire biographique des officiers des FNFL*, Vincennes, SHM, 1998, page 295.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

JORE épouse TEYSSIER Raymonde Henriette Aline (1917 - 1995)

Combattant ultra-marin
Corps des volontaires françaises

Il s'agit de l'une des deux seules Calédoniennes engagées au sein du Corps féminin des volontaires françaises.

• **Éléments biographiques :**

Née le 26 juillet 1917 à **Nouméa** (Nouvelle-Calédonie).

Décédée le 20 février 1995 à **Nouméa**.

Père : Henri Jean Eugène Jore (4 septembre 1886 – 27 décembre 1931, commis des contributions lors de la naissance de Raymonde).

Mère : Alice Cécile Justine Estieux (27 octobre 1889 – 23 mars 1919, sans profession lors de la naissance de Raymonde).

Raymonde a aussi un frère qui rejoindra les forces en 1942.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Raymonde est « cadre » lorsqu'elle décide de s'engager dans les Forces Françaises libres. Le trajet pour rejoindre Londres, d'une durée de 4 mois via l'Australie (**Port-Pirie, Adélaïde, Melbourne, Sydney, Brisbane**), la Nouvelle-Zélande (**New Plymouth, Wellington**), **Panama City, Cristobal**, les îles Bermudes, **Halifax**, l'océan Arctique, fournit autant d'occasion de médiatiser l'engagement de ces deux femmes volontaires. A leur arrivée à **Liverpool**, les deux calédoniennes sont accueillies par René Pleven, ministre des Colonies, en l'absence du général de Gaulle. Raymonde Jore souscrit un engagement pour la durée de la guerre, plus 3 mois avec le grade de 2^e classe (matricule 70 125). Elle dépend de l'armée de terre. Elle passe une semaine de corvée de cuisine avant de rejoindre le camp d'entraînement d'**Aldermaston**, à 60 km environ de **Londres**. Si elle s'était engagée pour être infirmière, elle opte finalement pour la conduite d'un véhicule militaire au service automobile du Quartier Général de Carlton Gardens. Début 1942, Raymonde fait partie d'une promotion de 30 élèves-caporaux, et est nommée caporal le 1^{er} juillet 1942. Par la

suite, elle souhaite rejoindre la résistance clandestine et participer à la « vraie » guerre. Elle demande et obtient une affectation au 2^e bureau (renseignements) puis est mutée à l'état-major particulier du général de Gaulle en qualité de secrétaire sténodactylographe. En parallèle, elle suit les cours de Défense passive organisés par l'armée britannique. A l'automne 1942, souffrant du climat, elle demande une mutation sous un ciel plus clément. Elle est affectée à **Brazzaville**, où occupe un emploi de sténodactylographe au service du commandant militaire du Moyen-Congo. Par la suite, elle est mutée à **Yaoundé** à la disposition du commandant du 1^{er} régiment de tirailleurs du Cameroun. Mutée sur Casablanca, elle rejoint finalement **Alger**. Epuisée et atteinte de paludisme, 2 mois de repos lui sont prescrits. Rétablie, elle est détachée à titre provisoire, à l'Assemblée consultative d'**Alger**, en qualité de secrétaire du groupe de la Résistance métropolitaine. Avec la normalisation de la situation en France, elle débarque à **Cherbourg** avant de gagner **Paris**. Raymonde rejoint la Nouvelle-Calédonie à bord du *Sagittaire* le 21 mai 1946. Elle s'établit ensuite aux Nouvelles-Hébrides puis à **Sydney** avant de rejoindre la région parisienne de 1975 à 1977. Elle rentre à **Nouméa** le 16 décembre 1977 et y demeure jusqu'à son décès, le 20 février 1995.

• **Source :**

Dossier individuel de résistant : GR 16P 311304 (SHD Vincennes).

• **Bibliographie indicative :**

L'engagement et l'émancipation : ouvrage offert à Jacqueline Sainclivier, sous la direction de Luc Capdevila et Patrick Harismendy, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015.
Margaret Collins Weitz, *Les combattantes de l'ombre, Histoire des femmes dans la Résistance*, Albin Michel, Paris, 1997.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

KAINUKU Tavi

(1922 - 1944)

Sergent

• **Éléments biographiques :**

Tavi Kainuku naît le 4 décembre 1922 à **Papeete**, Tahiti (Polynésie française).

• **Carrière militaire et campagnes :**

Le 4 août 1941, Kainuku prend un engagement volontaire au sein des Forces aériennes françaises libres pour la durée de la guerre. Le 11 mars 1942, il est muté au Signal School. Quatre jours plus tard, Kainuku est nommé caporal. Le 22 août 1942, il est muté au camp d'instruction de **Camberley** puis, trois jours plus tard, est promu au grade de sergent. Le 1^{er} avril 1943, Kainuku est muté au groupe de bombardement FAFL « Lorraine ».

Le 21 avril, il rejoint à nouveau **Camberley**.

Le 15 juin 1943, Kainuku est muté à l'*Operational Training Unit* n°13 du « Lorraine ». Dans la nuit du 4 au 5 août 1944, il est porté disparu, son avion aurait été abattu.

• **Décorations et citations :**

État néant

• **Sources :**

Centre du Service National et de la Jeunesse de Polynésie française, n° d'immatriculation au recrutement 429 780 00 22

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

KASNI WARTI Louis

(1919 - 2020)

Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP)

Il était le dernier survivant « calédonien » du BIMP.

• **Éléments biographiques :**

Né le 1^{er} novembre 1919 à **Nouméa**

(Nouvelle-Calédonie).

Père : inconnu

Mère : Warti (javanaise).

Mécanicien.

Marié à Monique.

Un petit-fils, Mathieu, officier de l'armée de l'Air (en poste à la BA 133 de **Saint-Dizier**)

Indiqué sans diplôme et ne possédant pas le permis de conduire lors de son engagement.

Décédé le 6 décembre 2020 à

Brunoy dans l'Essonne.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Classe 1940.

Peu après l'appel du Général de Gaulle, à bord du navire *Le Polynésien*, des messageries maritimes, il participe au ravitaillement des Iles du Pacifique. Démobilisé de la Marine marchande, il s'engage à nouveau le 12 février 1943 à l'intendance de **Nouméa**.

Volontaire pour le 2^e contingent du corps expéditionnaire français du Pacifique, il quitte **Nouméa** à bord du croiseur *Hellena* et est acheminé via **Sydney** (6 mars 1943), Durban en Afrique du Sud (2 avril 1943) avant de rejoindre **Suez** le 5 mai 1943. Il est dirigé sur le camp de **Mena**, vers **Alexandrie** le 8 juin. De là, il rejoint le lendemain

Tripoli et intègre le Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP) le 17 juin qui stationne en Tripolitaine (région côtière de la Libye) jusqu'au 26 août. Puis il stationne en Tunisie du 27 août au 12 avril 1944 avant d'être embarqué du port de Bône en Algérie le 17 du même mois. Débarqué à **Naples** le 20 avril, il prend part aux opérations en Italie. Blessé à la cuisse gauche par éclats de mortiers le 12 mai 1944 près du mont Girofano (seconde offensive du Monte Cassino), il est évacué puis muté au centre d'instruction d'armée coloniale (CIAC).

Réaffecté au BIMP (3^e compagnie) le 6 juillet, il stationne à **Trentola** avant d'être dirigé en camion et par voie ferrée vers **Tarente**. De là, il est embarqué le 7 août pour la France à bord de l'*Empire Pride*, pour être débarqué dans à **Cavalaire** (Var) le 17 août. Il participe aux opérations du débarquement de Provence à compter du 19 : **Hyères** le 23, **Maurannes** le 27, **Nîmes** le 30. Il prend part à la campagne de France en septembre 1944 avant d'être dirigé sur les arrières à **Linexer** (Haute Saône) le 5 novembre. Le 16, il ensuite affecté à la compagnie du quartier général 31 (caserne de Latour Maubourg à **Paris**), lieu de regroupement des forces du Pacifique. Il aurait terminé le conflit avec le grade de 1^{re} classe.

• **Décorations et citations :**

Légion d'honneur (2010)

Médaille militaire

Médaille de la Résistance

Croix de guerre avec médaille de bronze

Médaille des blessés de la France libre

Cité à l'ordre de la brigade « *Soldat très courageux et discipliné au combat. Au cours de l'attaque du 23 août 1944 a fait l'admiration de ses chefs et de ses camarades en traversant une zone fortement battue par des armes automatiques ennemies pour une liaison urgente* ».

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16P

317039 (dossier de résistance).

Site de l'association des combattants

de l'Union française (ACUF).

Site de La 1^{ère}, chaîne d'informations

de l'Outremer [https://la1ere.francetvinfo.](https://la1ere.francetvinfo.fr/l-aventure-extraordinaire-de-louis-kasni-warti-le-dernier-caledonien-survivant-du-bataillon-du-pacifique-872596.html)

[fr/l-aventure-extraordinaire-de-louis-kasni-](https://la1ere.francetvinfo.fr/l-aventure-extraordinaire-de-louis-kasni-warti-le-dernier-caledonien-survivant-du-bataillon-du-pacifique-872596.html)

[warti-le-dernier-caledonien-survivant-](https://la1ere.francetvinfo.fr/l-aventure-extraordinaire-de-louis-kasni-warti-le-dernier-caledonien-survivant-du-bataillon-du-pacifique-872596.html)

[du-bataillon-du-pacifique-872596.html](https://la1ere.francetvinfo.fr/l-aventure-extraordinaire-de-louis-kasni-warti-le-dernier-caledonien-survivant-du-bataillon-du-pacifique-872596.html)

Un mois en ville, Le magazine mensuel de la ville

de Brunoy, n° 149, juin 2016. [https://fr.calameo.](https://fr.calameo.com/read/0000483720bbf54f48fab)

[com/read/0000483720bbf54f48fab](https://fr.calameo.com/read/0000483720bbf54f48fab) →

• Bibliographie indicative :

(Un certain nombre de publications locales existent sur le sujet ; la présente sélection favorise autant que faire se peut l'accessibilité).

Jean-Marc Regnault et Ismet Kurtovitch,
« Les ralliements du Pacifique en 1940.
Entre légende gaulliste, enjeux stratégiques
mondiaux et rivalités Londres/Vichy », *Revue
d'histoire moderne & contemporaine*,
vol. n°49-4, no. 4, 2002, pp. 71-90.
Revue de la Fondation de la France Libre
n°44 (spécial Bir Hakeim), juin 2012.
[http://www.birhakeim.fr/wp-content/
uploads/2012/06/revue-n44.pdf](http://www.birhakeim.fr/wp-content/uploads/2012/06/revue-n44.pdf)
« Bir Hakeim, le grand tournant de la
France Libre (mai-juin 1942) » *Chemins de
la mémoire*, n° 226 (mai 2012) [http://www.
calameo.com/read/000331627bcb737ef623a](http://www.calameo.com/read/000331627bcb737ef623a)
Archives Territoriales de Nouvelle-
Calédonie, *Portraits : 1941 : Bataillon
du Pacifique*, Nouméa, 1997.

François Broche, *Le bataillon des guitaristes :
L'épopée inconnue des FFL, de Tahiti à
Bir-Hakeim, 1940-1942*, Fayard, 1970.
Gaston Rabot, *Volontaire calédonien du
Bataillon du Pacifique, Journal de guerre mai
1941-Janvier 1944*, L'Harmattan, 2019.
Il y a 70 ans... les Calédoniens à Bir Hakeim,
brochure publiée par l'ONAC-VG de
Nouvelle-Calédonie, Nouméa, juillet 2012.
*Mémoires calédoniennes : le Bataillon du
Pacifique*, documentaire produit par
l'ONAC-VG de Nouvelle-Calédonie et le
Centre de Documentation Pédagogique
de Nouvelle-Calédonie, juillet 2012.
Banque de photographies sur le bataillon du
Pacifique à Bir Hakeim : [http://www.1dfl.fr/
la-banque-photo/bir-hakeim-1942-la-bfl-bp/](http://www.1dfl.fr/la-banque-photo/bir-hakeim-1942-la-bfl-bp/)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

LABUTHIE Ernest

(1922 -)

Sergent-chef

Forces françaises libres

• **Éléments biographiques :**

Né le 30 avril 1922 au

Lamentin (Guadeloupe).

Fils de Hippolyte Labuthie

et Victorine Chadrer.

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P

326276 (dossier de résistance).

• **Carrière militaire et campagnes :**

Ernest Labuthie quitte clandestinement la Guadeloupe pour l'île de la Dominique, alors possession britannique. C'est là qu'il s'engage le 1^{er} décembre 1942 dans les Forces Françaises Libres et qu'il est incorporé au 1^{er} bataillon des Antilles (BA 1).

Après une période d'instruction aux États-Unis, il rejoint en Afrique du Nord le groupe de chasse et de défense antiaérienne antillais (GDCAA). Il combat au sein de cette unité d'abord en Italie entre avril et septembre 1944 puis sur le sol français entre le débarquement de cette unité à **Cavalaire** (Var) le 16 août 1944 jusqu'à ce qu'il soit blessé le 21 octobre 1944. Il rejoint le 1^{er} janvier 1945 le centre d'instruction de l'artillerie coloniale (CIAC). Il renouvelle son engagement militaire en souhaitant rejoindre le corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (CEFEO). Il s'embarque le 8 août 1946 pour l'Indochine où il est affecté à la 3^e Batterie du 10^e Régiment d'Artillerie Coloniale (RAC) avec le grade de sergent-chef. Il fera deux séjours en Indochine.

• **Décorations et citations :**

Médaille militaire

Croix du combattant volontaire

Chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

LE CAROUR Georges (parfois orthographié LE CARROUR)

(1915 - 1944)

Sergent-chef

Compagnon de la Libération

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Né le 16 juin 1915 à **Boulouparis** (Nouvelle Calédonie). Célibataire
Fils de Grégoire Le Carrouer et
Marguerite Médard.
Cultivateur colon

• Carrière militaire et campagnes :

Appelé de la classe 1935, il est classé « bon absent service armé » par décision du conseil de révision de **Nouméa** le 3 juillet 1936. Il effectue son service militaire d'octobre 1936 à octobre 1938 à la Compagnie Mixte d'Infanterie coloniale de la Nouvelle-Calédonie. Rappelé à l'activité par l'ordre de mobilisation générale le 2 septembre 1939, il est affecté à la même unité. Nommé sergent en février 1940, il est démobilisé le 20 août et renvoyé dans ses foyers. Il est alors affecté dans les réserves du Bataillon d'infanterie coloniale. Engagé volontaire en avril 1941 au Bataillon Mixte d'infanterie coloniale du Pacifique pour la durée de la guerre, devenu Bataillon du Pacifique (BP 1) le 5 mai. A cette même date, il embarque à bord du *Zealandia* vers **Sydney** (Australie) avec le premier contingent du bataillon. Après 45 jours d'entraînement, il embarque sur le *Queen Elisabeth* avec le BP1 vers le Moyen-Orient et débarque à Suez le 31 juillet 1941. Le lendemain il est dirigé sur la Palestine où il effectue avec son unité cinq mois d'entraînement, puis vers la Syrie fin août. Nommé sergent-chef le 1^{er} octobre 1941, il prend part à la campagne du Levant en décembre 1941. Le 31 décembre il arrive en Egypte et est dirigé vers la Libye en janvier 1942. Le contingent est engagé en Libye au sein de la 1^{ère} Division Française Libre, en formation sous les ordres du général Koenig. Il prend part à la bataille de **Bir Hacheim** du 27 mai au 11 juin 1942. À la suite des pertes subies par le 1^{er} bataillon d'infanterie de marine (BIM) et le bataillon du Pacifique (BP1) durant le siège et la sortie de **Bir Hacheim**, le général Koenig décida le 1^{er} juillet 1942 de fusionner

les deux unités pour former, à compter du 16 juin 1942, le bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP). Il prend part aux opérations en Egypte (**El Alamein**) et Libye et passe en Tunisie en février 1943 jusqu'au 13 mai, date de cessation des hostilités contre les forces germano-italiennes. Il passe ensuite la frontière de Tripolitaine le 11 juin, puis la frontière tunisienne le 26 août. En avril 1944, il arrive en Algérie et embarque à Bône le 17 avril pour l'Italie. A compter du 9 mai, il participe à la campagne d'Italie au sein de la 1^{ère} Division française libre. Au cours de l'attaque dans la nuit du 11 au 12 mai 1944 dans la région de Girofano, il est grièvement blessé. Evacué, il rejoint son unité le 27 mai et embarque pour la Provence le 17 août 1944. Il prend une part active à la libération de Toulon. Le 22 août 1944, il remplace son chef de section qui vient d'être blessé et achève sa mission. Le lendemain, il entraîne sa section à l'assaut des positions fortifiées de **La Mauranne**, près de **Toulon**. Au cours de l'attaque, le sergent-chef Le Carour est grièvement blessé. Evacué, il décède des suites de ses blessures le 24 août à l'hôpital de Saint-Paul à **Hyères** (Var). Mort pour la France, il est inhumé à **Nouméa**.

• Décorations et citations :

Chevalier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération - décret du 24 mars 1945
Croix de Guerre 39/45 (2 citations)
Médaille de la Résistance
Médaille coloniale agrafe « Libye – Bir Hacheim ».
Citation à l'ordre de la division du 22 juin 1944 : « *sous-officier qui a toujours été pour ses hommes l'exemple du devoir. A participé aux opérations de Libye 42-43, Tunisie. Grièvement blessé au cours de l'attaque du 11 au 12 mai 1944 dans la région de Girofano (Italie)* ».

• Sources :

Ordre de la Libération. SDH Vincennes : SHD GR 16 P 348784 (dossier de résistance).
SHD Caen : 21 P 71966

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

LEGROS épouse GIRARD Hélène

(1912 -)

France libre

• **Éléments biographiques :**

Hélène Legros naît le 18 juillet 1912 au **Tampon** (Réunion). Elle est la fille de Léopold et Lucilia Bertaut.

Elle est l'épouse d'Henri Girard avec lequel elle a une fille.

• **Carrière et campagnes militaires :**

Début avril 1941, Hélène Girard quitte **Diego** (Madagascar) avec son mari et sa fille en voilier pour répondre à l'appel du général de Gaulle et rejoint **Dar es Salam** (Tanzanie). Ne pouvant suivre son mari au Moyen-Orient après qu'il ait rallié les Forces Françaises libres, elle est envoyée au Kenya par les Britanniques, qui ont reçu du général Catroux la demande de lui envoyer les hommes et de garder les femmes. Elle accepte en mai 1941 à **Nairobi** (Kenya) un engagement pour la durée de la guerre dans les Forces féminines britanniques sous réserve de pouvoir être délié de son engagement si les Forces Françaises libres la réclament. En septembre 1941, le colonel Palewski, délégué du général de Gaulle, crée le Comité de la France libre du Kenya, Uganda, Tanganyika et demande aux forces Britanniques qu'Hélène Girard soit mise à sa disposition. Elle est effectivement mise à disposition le 15 septembre et affectée au Comité de la France libre où elle assure, jusqu'en 1943, le service du chiffre, une partie du secrétariat et participe chaque soir depuis Nairobi à une émission radio destinée à Madagascar. En mars 1943, après que l'île de Madagascar soit passée à la main du Comité national français, elle y est affectée et assure, auprès du service général de l'information du gouvernement général, la diffusion de

la documentation de la France libre.

Elle appartient aux Forces Féminines de la France Combattante jusqu'à la fin des hostilités.

Elle est la seule femme condamnée à mort à Madagascar pour résistance au gouvernement de Vichy, après avoir été jugée coupable d'avoir « *assisté en connaissance de cause son mari et les autres dissidents qui prirent sans autorisation du Gouvernement Français, du service dans une armée étrangère pendant la durée légale des hostilités, en transmettant à son mari les directives et les instructions du colonel Hary* » et « *de s'être embarquée en temps de guerre, sans autorisation du Gouvernement Français, à destination de l'étranger* ».

• **Décorations :**

Diplôme de la Médaille commémorative des services volontaires dans la France libre.

• **Sources :**

SHD Vincennes, GR 16 P 357000

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

LÉON Léopold

(1925 -)

Forces françaises libres

• **Éléments biographiques :**

Né le 23 mai 1925 à **Capesterre** (Guadeloupe)

• **Carrière militaire et campagnes :**

Léopold Léon quitte clandestinement la Guadeloupe pour l'île de la Dominique, alors possession britannique. C'est là qu'il s'engage le 9 juin 1943 dans les Forces Françaises Libres (FFL) et qu'il est incorporé au 1^{er} bataillon des Antilles (BA 1).

Après une période d'instruction aux États-Unis, il rejoint en Afrique du Nord le groupe de chasse et de défense antiaérienne antillais (GDCAA). Il combat au sein de cette unité d'abord en Italie entre avril et septembre 1944 puis sur le sol français entre le débarquement de cette unité à **Cavalaire** (Var) le 16 août 1944 jusqu'au 8 mai 1945. Il est démobilisé le 5 janvier 1946 et revient en Guadeloupe où il travaille à la direction des services agricoles. Il devient par la suite président de l'association des FFL de Guadeloupe.

• **Décorations et citations:**

Croix de Guerre avec palme (2 citations)

Médaille des Évadés

Chevalier dans l'ordre de la

Légion d'honneur (2009)

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P
362889 (dossier de résistance).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

LÉTIN Albert Marie Joseph

(1915 -)

Commandant de réserve

• Éléments biographiques :

Né le 15 septembre 1915 à **Saint-Claude**, Albert Létin est déclaré apte au service armé le 7 mars 1936 par le Conseil de révision de la Guadeloupe.

• Carrière militaire et campagnes :

Il est affecté à la 12^e Compagnie de l'Air à Nanterre en octobre suivant. Sergent en octobre 1937, il est placé en disponibilité un an plus tard. Il est appelé au bataillon de l'Air 120 à **Tarbes** le 16 juin 1940, trop tardivement pour prendre part aux combats, puis démobilisé le 17/08/1940. Installé à **Saint-Astier** (Dordogne), Létin intègre la Résistance en novembre 1943 au sein du bataillon « Rolland », futur 2^e bataillon FFI du 50^e RI. Son chef de bataillon, Roland Clé, évoque Létin durant les combats pour la libération de **Saint-Astier** (19-20 août 1944) :

« Le 19 août 1944, lors de l'attaque de Saint-Astier [Létin] a obtenu qu'il soit décidé qu'on traitât de la reddition des Allemands qui s'étaient enfermés dans Carrière (SNCASO), plutôt que de les anéantir, ce qui a ainsi permis de sauver tout l'outillage et machines-outils qui se trouvaient à l'intérieur de cette carrière car le lendemain 20 août 1944 à 10h après que les Allemands se fussent rendus il a été constaté que toutes ces machines-outils avaient été minées et auraient été anéanties au premier obus y pénétrant. Ce même jour 20 août, réunissant environ deux sections de volontaires dont il prit le commandement après les avoir équipées avec les armes des Allemands fait prisonniers, il a participé à la défense de Saint-Astier de midi à 20h, heure à laquelle, cédant sous le poids d'un ennemi dix fois supérieur en nombre, les FFI se replient. Il a ramené ses hommes au lieu de ralliement ».

Nommé sous-lieutenant le 31 août 1944, Létin commande la 1^{re} compagnie du 2^e bataillon FFI du 50^e RI affecté au siège de la poche de **La Rochelle**. Il participe notamment à la prise de la pointe du Chapus le 12 septembre 1944,

face à l'île d'Oléron, et reçoit une citation à l'ordre de la division aérienne (31/07/1946) : *Le 12 septembre 1944, accompagné d'un adjudant et de dix volontaires, a pris possession de la Pointe du Chapus, refoulant ainsi dans le Fort du Chapus une cinquantaine d'Allemands.*

Létin rejoint l'armée de l'Air le 1^{er} janvier 1945. Lieutenant en septembre et confirmé dans son grade FFI (auparavant fictif) le 27 novembre, Létin passe par les bases aériennes de Châteauroux puis au Maroc par Marrakech, avant d'être démobilisé le 15 août 1946. Il intègre la réserve et retourne en Guadeloupe, restant à la disposition du commandement supérieur des troupes du groupe des Antilles, basé à **Fort-de-France** en Guadeloupe. De retour en France en décembre 1952, le lieutenant Létin suit une formation de pilote au **Bourget**. Capitaine de réserve le 1^{er} janvier 1955, il effectue ses périodes de réserve notamment à **Laghouat** (Algérie) au sein de l'escadrille *Mercure* en 1957, avant d'atteindre le grade de commandant de réserve le 1^{er} décembre 1961. Sa date de décès n'est pas connue.

• Décorations et citations :

Rayé des cadres navigants la même année, il est restreint aux cadres sédentaires puis, atteint par la limite d'âge, rayé des cadres à compter du 1^{er} janvier 1969, et admis à l'honorariat de son grade le 4 avril suivant. Croix de Guerre avec étoile d'argent (21/07/1946) Carte du Combattant volontaire de la Résistance (08/03/1954) Chevalier de la Légion d'Honneur (21/12/1958) Chevalier dans l'ordre du Mérite militaire (09/10/1961)

• Sources :

SHD Vincennes / Archives Air / DE 2015 ZL 171/597
Archives Défense / GR 16 P 368552

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

LOEWENBERG Edouard

(1899 - 1963)

Sous-lieutenant FFI

Déporté et interné de la résistance

• Éléments biographiques :

Né le 8 juillet 1899 à **Cayenne** (Guyane).
Fils d'Armand Loewenberg et de Juliette Mazaraki.

Marié le 28 mai 1936 à **Paris** avec Eugénie Billan. Veuf, il se remarie le 26 février 1949 avec Jeannine Hademise.

Chirurgien-dentiste

Déporté et interné de la résistance

• Carrière militaire et campagnes :

Mobilisé de la classe 1919, il est incorporé au 8^e génie en qualité de soldat de 2^e classe le 15 avril 1918. Passé au 48^e bataillon du génie le 1^{er} octobre 1920, il est renvoyé dans ses foyers en mars 1921. Nommé dentiste auxiliaire de réserve le 24 juillet 1933, il est affecté à la 22^e section d'infirmier militaire (SIM). Rappelé sous les drapeaux en septembre 1939 à la 22^e SIM, il est affecté au 212^e régiment de réserve d'infanterie le 27 mars 1940. Il est démobilisé le 26 juillet 1940 en zone sud. Membre du Mouvement *Combat* à Saint-Pourçain/Sioule (Allier) à compter d'avril 1942, il est arrêté par la Gestapo le 21 mars 1944 pour faits de résistance. Interné du 21 mars 1944 au 19 avril 1944 à la prison de **Moulins** puis au camp de **Compiègne**, il est déporté le 20 mai 1944 vers **Buchenwald** puis **Dora** jusqu'au 16 mai 1945. Il est libéré le 17 mai 1945.

Nommé pour prendre rang de dentiste sous-lieutenant de réserve le 1^{er} novembre 1949, il est rayé des cadres à compter du 8 juillet 1949.

Il décède en août 1963 à

Argenteuil (Seine-et-Oise).

• Décorations :

Commandeur de la Légion d'honneur
Médaille d'honneur des Epidémies
(argent) au titre des déportés politiques.

• Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16 P 374839
(dossier de résistance) ; SHD GR 8
YE 94569 (dossier individuel)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MAGDELEINE Jean

(1900 - 1945)

Interné politique

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Jean Magdeleine naît le 14 mars 1900 à **Ducos** en Martinique. Il est le fils de Jean Marie-Magdeleine et de Jeanne Inès et l'époux de Marie Lanfranchi. Fonctionnaire civil, ingénieur des travaux publics, il réside à **Tuyen Quang** (nord Vietnam) au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

• Carrière militaire et campagnes :

Lors du coup de force japonais du 9 mars 1945 visant au contrôle total de l'Indochine, les troupes japonaises sont stoppées dans la région de **Tuyen Quang** par les troupes françaises le 11 mars. Dans la nuit du 12 au 13, Jean Magdeleine, alors chef de subdivision de **Tuyen Quang**, se voit confier la mission de faire sauter un pont à **Phu-Doan**, puis le lendemain un deuxième pont à 10 km au nord-ouest de **Tuyen Quang** en vue de protéger la retraite des troupes françaises. Le 17 mars 1943, il est arrêté par les Japonais. Il est interné politique à la prison de **Tuyen Quang** où il contracte le typhus. Relâché le 9 avril 1945 en très mauvais état de santé, il décède le 30 avril 1945 à l'hôpital Lanessan à **Hanoï**.

• Décorations et citations :

Le 28 septembre 1950, la mention « Mort pour la France » lui est accordé. Le 15 avril 1955, le titre d'interné résistant lui est accordé à titre posthume.

• Sources :

SHD, DAVCC : 21 P 511 000

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MARIE-MAGDELAINE Omer

(1945 -)

Sous-lieutenant (R)

FINUL

• **Éléments biographiques :**

Omer Marie-Magdeleine est né le 18 février 1945 à **Saint-Joseph** (Martinique). Toujours en vie.

• **Carrière militaires et campagnes :**

Engagé volontaire pour 3 ans à **Fort-de-France** au titre du 9^e régiment de chasseurs parachutistes (RCP) le 18 juillet 1963, il est dirigé sur la métropole en octobre. Débarqué au **Havre** (Seine-Maritime) le 17 octobre, il est incorporé au 9^e RCP le 23, basé à **Toulouse** (Haute-Garonne). Il y est successivement nommé caporal en novembre 1964, caporal-chef en septembre 1965 et sergent en novembre 1965. Il se rengage pour 2 ans au titre du 9^e RCP en juillet 1966, puis à nouveau pour une année en juillet 1968.

Au terme d'un réengagement de 3 ans toujours au titre du 9^e RCP en juillet 1969, il est dirigé vers le 1^{er} régiment d'infanterie (RI) basé à **Sarrebourg** (Moselle) au 1^{er} juillet 1971.

Nommé sergent-chef le 1^{er} janvier 1972, il se rengage pour une année au titre du 9^e RCP en juillet. Le 1^{er} mai 1973, il est admis dans le corps des sous-officier de carrière. Le 4 septembre, il est affecté au 1^e RCP, alors basé à **Pau** (Pyrénées-Atlantiques). Nommé adjudant en juillet 1975, puis adjudant-chef en octobre 1980, il est désigné pour servir en unité au titre de la Force intermédiaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Embarqué depuis **Toulouse**, il rejoint **Beyrouth** du 9 avril au 22 octobre 1981. De nouveau désigné pour servir au Liban au titre de la FINUL, il est dirigé sur Beyrouth du 8 avril au 13 octobre 1982.

S'ensuit une dernière mission au Liban, du 27 septembre au 4 novembre 1983. Au cours de celle-ci, l'adjudant-chef Omer Marie-Magdeleine est grièvement blessé lors du double attentat du 23 octobre, qui fait

58 morts français dans leur cantonnement du « poste Drakkar » et 241 morts américains stationnés à l'aéroport de Beyrouth.

De retour en métropole, il est rayé des contrôles du 1^{er} RCP mais demande à servir jusqu'à la limite d'âge de son grade au sein du Bureau central des archives administratives et militaire à **Pau**. Le 1^{er} août 1985, il est intégré dans le groupe de spécialités Etat-major.

Nommé au grade de major le 14 juillet 1990, il est affecté au Groupement des Services du Secteur Français de **Berlin** le 1^{er} août. Le 1^{er} juillet 1994, il est affecté au 33^e régiment d'infanterie de Marine de **Fort-de-France** pour une dernière affectation jusqu'au 2 juillet 1997, date à laquelle il est placé en position de retraite à sa demande. Rayé des cadres de l'armée d'active le 3 juillet 1999, il est toutefois nommé au grade de sous-lieutenant de réserve le 1^{er} octobre 1999 jusqu'au 1^{er} octobre 2002 où il est admis à l'honorariat de son grade.

En 2013, Omer Marie-Magdeleine était président de l'association des rescapés du Drakkar.

• **Décorations et citations :**

Médaille d'Outre-mer avec agrafe « Liban »
Médaille de bronze de la Défense Nationale avec agrafe Mission d'Assistance Extérieure
Médaille Militaire
Chevalier de l'ordre national du mérite, le 17 juillet 1987.
Chevalier de la Légion d'Honneur, le 14 juillet 1990.

Témoignage de satisfaction à l'ordre du régiment : « *Adjudant de compagnie à la compagnie matériel du 402^e détachement de soutien logistique au LIBAN d'avril à octobre 1981, a fait preuve de très belles qualités militaires* ».



Citation à l'ordre du régiment : « *Adjudant de compagnie de la compagnie approvisionnement, efficace et dynamique, volontaire pour toutes les missions. A mis sur pied le 22 avril 1982, le dispositif de garde à l'ambassade de France à Beyrouth et ce dans des conditions délicates et dangereuses. A poursuivi sa mission avec le plus grand succès jusqu'au 03 mai. S'est tout particulièrement distingué le 09 juin alors qu'il participait à une reconnaissance de la zone des combats pour tenter d'assurer la liaison avec des éléments restés bloqués à Beyrouth. Par sa clairvoyance et son sens de la manœuvre, a permis le décrochage de sa patrouille en mauvaise posture à hauteur de Saida* ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de la Valeur militaire avec étoile de bronze.

Citation à l'ordre de l'armée : « *Sous-officier ayant déjà servi outre-mer et volontaire pour une mission de paix au Liban. Courageux, déterminé, avec un sens profond du devoir, a contribué avec efficacité pendant le mois de présence passé sur le sol libanais à la protection des populations dans le cadre de la mission impartie grâce aux multiples patrouilles auxquelles il a participé. A été grièvement blessé le 23 octobre 1983 au poste Drakkar lors de l'odieux attentat à l'explosif commis par des fanatiques qui a causé la mort de 58 officiers, sous-officiers et parachutistes de la 3^e compagnie et en a blessé 15 autres* ». Cette citation comporte l'attribution de la Croix de la Valeur Militaire avec palme.

• **Sources :**

CAPM, Pau.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MARIOTTI Pierre Alexis

(1908 -)

Capitaine de frégate de réserve

• Eléments biographiques :

Né le 8 mai 1908 à **La Foa**

(Nouvelle-Calédonie).

• Carrière militaire et campagnes :

Entré au service en 1929 comme matelot, Thierry Mariotti est nommé aspirant de Marine en 1930 et enseigne de vaisseau de 2^e classe de réserve le 15 mai 1931 et enseigne de vaisseau de 1^{ère} classe de réserve le 15 mai 1935. Il sert sur les bâtiments *Voltaire*, *Béarn*, *Aube*, *Rhône* et *Vulcain* en novembre 1929 et mai 1931. Renvoyé dans ses foyers, il est officier de la marine marchande et capitaine au long cours. Mobilisé en septembre 1939, il commande le dragueur *Monique-Camille* avec lequel il s'illustre au moment de l'invasion allemande de la Belgique et des Pays-Bas, secourant le contre-torpilleur *Jaguar* en train de sombrer au large de **Dunkerque** : il est cité à l'ordre de l'armée de mer le 24 mai 1940. Au moment de la débâcle, il se réfugie à **Southampton**. Après l'opération *Catapult*, il choisit de rentrer en métropole où il est démobilisé le 10 août 1940.

Rappelé à l'activité le 7 novembre 1941, il est affecté à l'unité marine **Ajaccio** jusqu'en mars 1942. Rallié à la France Libre le 22 mars 1942, il est promu lieutenant de vaisseau à la même date. Il commande l'avisos *Chevreuil* d'août 1943 à août 1944 avec lequel il effectue des patrouilles ou escorte des convois sur la côte occidentale de l'Afrique. En août 1944, Thierry Mariotti est ensuite affecté à **Nouméa** avant d'être démobilisé en mars 1946.

De septembre 1953 à janvier 1956, le capitaine de corvette Mariotti est rappelé à l'activité et fait campagne en Indochine (1953-1955), embarqué à bord du *Vulcain* et du dragueur *Ham Tu*. Il sert ensuite à la Base aéronavale (B.A.N.) d'**Agadir** (1955-1956). Il est à nouveau rappelé à l'activité de mai 1956 à septembre 1959. Pendant cette période, il commande d'abord la Marine

à **Bougie** (Algérie) sous l'autorité de l'UM **Alger** (1958-1959).

A la base aéronavale de **Karouba** (Tunisie), il est d'abord chef des Services généraux avant de prendre le commandement de l'unité marine (mai 1960-1962). Lors de la crise de **Bizerte**, il commande une compagnie du 8^e RIA (régiment interarmes de la base de Bizerte). Il sert une dernière fois en situation d'activité comme commandant de l'unité marine d'**Alger** de 1962 à juillet 1964. Il a été promu capitaine de frégate de réserve le 1^{er} juillet 1963.

• Décorations et citations :

Chevalier, par inscription au tableau spécial du 31 mai 1940 (*JO* du 5 août 1940), puis Officier de la Légion d'Honneur par décret du 19 juin 1951 (*JORF* du 24 juin 1951)

Croix de guerre 1939-1945 avec 2 citations

Médaille de la résistance par décret du 15 novembre 1945 (*JORF* du 17 novembre) avec rosette le 24 avril 1946

Croix des services militaires volontaires par arrêté ministériel du 21 septembre 1956

Citation n° 1197 FMF 3 du 24 mai 1940 à l'ordre de l'armée de mer du dragueur *Monique Camille* :
« Sous le commandement de l'enseigne de vaisseau de 1^e classe Mariotti (P. A.) a vaillamment pris part aux opérations en mer du Nord lors de l'invasion allemande en Belgique et en Hollande ».

Citation à l'ordre de l'armée de Mer de l'avisos *Chevreuil* :
« A été l'un des premiers bâtiments armés par les FNFL pour poursuivre la lutte à côté des Alliés. Affecté en août 1941 au théâtre d'opérations du Pacifique puis, après un bref séjour en Amérique, aux forces d'escorte de Dakar à partir de janvier 1944 n'a cessé d'effectuer de multiples missions de patrouille et d'escorte. →

Durant 50 mois passés en opérations à la mer dans les circonstances les plus difficiles – sous les climats les plus durs – tous à bord ont fait preuve des plus belles qualités. »

Témoignage de satisfaction du ministre du 27 janvier 1978 :

« A assuré de façon remarquable les fonctions de chef de centre P.M.M. de Saint-Chély d'Apcher, cycle 1976-1977. A contribué pour une très large part au succès de ce centre ».

• **Sources :**

SHD-MV, CC⁷ 4^e moderne carton
n° 2115 dossier n° 2 (dossier individuel de Pierre Mariotti)

SHD MV TTY carton n° 783
dragueur *Monique Camille*

Emile Chaline (vice-amiral d'escadre) et Pierre Santarelli (capitaine de vaisseau), *Historique des Forces navales françaises libres*, tome 3 : *Annuaire biographique des officiers des FNFL*, Vincennes, SHM, 1998, page 400.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MARTIAL Dorothee Henri

(1923 - 2010)

Adjudant-chef

Forces françaises libres

• Eléments biographiques :

Né le 9 février 1923 aux

Abymes (Guadeloupe).

Fils de Ambroise Martial et Paule Eugène.

Marié le 17 février 1948 à Marthe Kennibol.

• Carrière militaire et campagnes :

Dorothee Martial quitte clandestinement la Guadeloupe pour l'île de la Dominique, alors possession britannique le 4 mars 1943. Une fois la Martinique passée sous l'autorité du Comité Français de Libération Nationale (CFLN), il gagne **Fort-de-France** où il s'engage dans les Forces Françaises Libres (FFL) le 22 juillet 1943 et est incorporé au 2^e bataillon des Antilles (BA 2).

Après une période d'instruction à la **Nouvelle-Orléans** (États-Unis) entre septembre et novembre 1944, il est affecté en février 1945 au 10^e régiment de tirailleurs sénégalais (RTS) alors stationné à **Oran** (Algérie). Ayant demandé à se rengager, il devient sous-officier au 7^e RTS de **Dakar** jusqu'en août 1949.

Après une période de spécialisation comme mécanicien militaire (1950-1951), il rejoint en octobre 1951 **Saïgon** (Indochine) où il parfait sa formation. Muté à la 1^{ère} Compagnie Moyenne de Réparation des Matériels (CMRM) en juillet 1952, il devient sergent-chef en 1953 avant d'être affecté le 10 septembre 1954 au 3^e RTS, alors stationné à **Bizerte** (Tunisie).

Diversifiant ses compétences de mécanicien sur les hélicoptères et sur les engins blindés (1956), il est ensuite affecté en février 1957 à **Bône** (Algérie) au sein du Groupement d'aviation d'observation d'Artillerie n°3. Il forme à son tour des mécaniciens à l'École de spécialisation de l'aviation légère de l'armée de

Terre (ESALAT) à **Dax** (Landes) de décembre 1958 à septembre 1961. Après un passage par **Dakar** (janvier 1962- avril 1964), il revient à son poste à l'ESALAT où il termine sa carrière en août 1966 avec le grade d'adjudant-chef. Il décède le 15 octobre 2010 à **Petit-Bourg** (Guadeloupe).

• Décorations et citations :

Médaille militaire (30 juin 1958)
Médaille commémorative des services volontaires de la France libre
Médaille commémorative de la campagne d'Extrême-Orient
Médaille coloniale Extrême-Orient
Médaille commémorative des Opérations de Sécurité et de Maintien de l'Ordre en AFN (agrafe Tunisie)
Titre de reconnaissance de la Nation pour les Opérations de Sécurité et de Maintien de l'Ordre en AFN
Médaille d'honneur du Mérite vietnamien (10 juillet 1953)

• Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16 P 396850 (dossier de résistance).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MARTIN John

(1921 - 2012)

1^{re} Division Française Libre

• Eléments biographiques :

John Marcel Faatae

Temariihuriariitehuiuipooivaea Martin naît le 8 décembre 1921 à **Papeete**, en Polynésie. Il est le fils de Céline Martin. Il se marie le 17 juillet 1945 à **Paris** avec Simone Bergeon née Rouchon.

• Carrière militaire et campagnes :

Agé de 18 ans, il s'engage pour la durée de la guerre le 9 septembre 1940 au sein des Forces françaises libres où il est affecté à la Compagnie Autonome d'infanterie coloniale de Tahiti en qualité de 2^e classe. Nommé au grade de caporal le 19 janvier 1941, il est affecté au Bataillon du Pacifique n°1 (BP1) le 20 avril. Le lendemain, il quitte **Papeete** à bord du *Monowai* pour **Nouméa** (Nouvelle-Calédonie), qu'il atteint à la fin du mois. Le 3 mai, en compagnie des frères Porcheron¹, de John Martin², de Ari Wong Kim³ et de Jean Tranape⁴, il embarque à bord du *Zealandia* pour rejoindre **Sydney** (Australie) le 9 mai. Après 45 jours d'entraînement, et nommé caporal-chef le 14 juillet, il embarque sur le *Queen Elisabeth* avec le BP1 vers le Moyen-Orient et débarque à **Suez** le 31 juillet 1941. Le lendemain il est dirigé sur la Palestine où il effectue avec son unité cinq mois d'entraînement, puis vers la Syrie fin août. Il est nommé sergent à compter du 25 octobre 1941. Le 31 décembre il arrive en Egypte et est dirigé vers la Libye en janvier 1942. Le contingent est engagé en Libye au sein de la 1^{ère} Division Française Libre, en formation sous les ordres du général Koenig.

Il prend part à la bataille de **Bir-Hakeim** du 27 mai au 11 juin 1942, puis participe aux opérations en Egypte. À la suite des pertes subies par le 1^{er} bataillon d'infanterie de marine (BIM) et le bataillon

du Pacifique (BP1) durant le siège et la sortie de **Bir Hakeim**, le général Koenig décida le 1^{er} juillet 1942 de fusionner les deux unités pour former, à compter du 16 juin 1942, le bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP). En Egypte jusqu'en novembre 1942, il est dirigé sur la Libye le 22 novembre 1942, la Tripolitaine du 2 décembre au 22 février 1943, puis enfin la Tunisie du 23 février à la cessation des combats contre les forces germano-italiennes le 13 mai 1943.

Le 17 avril 1944, il est dirigé avec son unité vers l'Italie et débarque à **Naples** le 20 pour participer à la campagne d'Italie. Le 11 mai, il est blessé lors de la bataille du Garigliano par éclat d'obus à la cuisse et au pied droit. Evacué sur les arrières du 12 mai au 29 juin, il rejoint son unité à cette date à Trentola en vue de son embarquement depuis **Tarente** vers **Cavaire** (Var). Débarqué le 16 août, il participe à la campagne de France jusqu'au 10 octobre 1944. Nommé sergent-chef le 18 octobre, il est dirigé sur les arrières le 5 novembre. Il est affecté à la compagnie du quartier général 31, détachement de son unité à **Paris**, devenue compagnie Autonome du Pacifique à la fin des hostilités le 8 mai 1945. Cette compagnie est dissoute le 26 février 1946, il est alors dirigé vers **Marseille** en vue de son rapatriement à **Papeete**, effectif le 14 mars 1946. Il est finalement radié des cadres le 5 janvier 1947.

Il se marie à **Paris** en juillet 1945 avant de regagner Tahiti. Après la guerre, John Martin sert de 1946 à 1950 aux Affaires Économiques du territoire, avant d'entrer à Radio Tahiti dont il devient directeur des émissions tahitiennes. Après trois ans passés à **Paris** comme adjoint au chef de la délégation de Polynésie Française, de 1962 à 1965, →

¹ Charles et Willie Porcheron font chacun l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

² John Martin fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

³ Ari Wong Kim fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

⁴ Jean Tranape fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

il entre au gouvernement du territoire comme chef de cabinet. Fervent défenseur de la langue et de la culture tahitiennes, il est interprète auprès du général De Gaulle lors des deux visites officielles de ce dernier en Polynésie et devient l'un des membres fondateurs de l'Académie tahitienne en 1972. Il décède à **Papeete** le 31 décembre 2012 à l'âge de 91 ans.

• **Décorations et citations :**

Du 1^{er} au 15 septembre 2020, dans le cadre des commémorations des 80 ans du ralliement des établissements français d'Océanie à la France libre, l'association Mémoire polynésienne a pavoisé l'avenue Pouvanaa a Oopa (**Papeete**) de quelques 30 portraits de Tamari'i Volontaires colorisés, parmi lesquels se trouvaient John Martin.

John Martin est titulaire de la croix de guerre 39-45 avec étoile d'argent, de la médaille de la résistance, de la médaille coloniale avec agrafe « Libye 42 » « **Bir Hakeim** » « Tripolitaine » « Tunisie », de la médaille militaire et de la croix du combattant volontaire. Il est chevalier du mérite combattant. Il fait aussi l'objet d'une citation à l'ordre de la division

• **Sources :**

SHD GR 16 P 398139

• **Bibliographie indicative :**

Jean-Christophe Teva Shigetomi, *Tamari'i volontaires, Les Tahitiens dans la seconde guerre mondiale*, vol. 1 et 2, 2015-2016

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MAZIERES Édouard

(1922 - 2018)

Forces françaises libres

• **Éléments biographiques :**

Né le 13 octobre 1922 à

Capesterre (Guadeloupe)

• **Carrière militaire et campagnes :**

Édouard Mazières quitte clandestinement la Guadeloupe pour l'île de la Dominique, alors possession britannique. C'est là qu'il s'engage le 9 avril 1942 dans les Forces Françaises Libres et qu'il est incorporé au 1^{er} bataillon des Antilles (BA 1). Après une période d'instruction aux États-Unis, il rejoint en Afrique du Nord le groupe de chasse et de défense antiaérienne antillais (GDCAA). Il combat au sein de cette unité d'abord en Italie entre avril et septembre 1944 puis sur le sol français entre le débarquement de cette unité à **Cavalaire** (Var) le 16 août 1944 jusqu'au 8 mai 1945. Il est démobilisé en octobre 1945 et revient en Guadeloupe. Il décède le 30 décembre 2018 et est inhumé à **Capesterre**.

• **Décorations :**

Médaille commémorative française de la guerre 1939-1945 avec agrafe EV – barrettes « Libération » et « Allemagne »

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P
407533 (dossier de résistance).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MERCES ADALBERT Arthur

(1914 - 1982)

Commandant

• **Éléments biographiques :**

Adalbert Mercès naît à **Cayenne** le 30 décembre 1914, fils d'Henri Adalbert et Marie Virgile.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Il s'engage volontairement le jour de ses vingt ans (30 décembre 1934) dans l'armée de l'Air, officiellement créée en tant qu'arme indépendante quelques mois plus tôt (2 juillet). Affecté au Levant pendant plusieurs années, le sergent (1^{er} avril 1937) Mercès est admis à l'école de **Cazaux** en Gironde en mars 1939, en qualité d'élève mitrailleur de carrière. Il obtient son brevet en septembre, avant d'être affecté le 12 décembre au Groupe de Bombardement 2/38 stationné à **Auxerre**, et équipé de bombardiers Amiot 143 obsolètes au début de la Seconde Guerre mondiale.

Le GB 2/38 est engagé le 14 mai au-dessus de **Sedan** avec six bombardiers, afin de détruire les ponts de bateaux sur la Meuse où s'écoulent les blindés du XIX. *Armee*korps de Guderian. Non conçus pour ce type de missions opératives, lents et vulnérables, les Amiot 143 sont pris à partie sur l'objectif par la FLAK et les chasseurs Messerschmitt 109, contre lesquels Mercès se défend à son poste de mitrailleur. Contrairement à d'autres unités décimées sur la Meuse, le Groupe 2/38 réussit à rentrer au complet à sa base, avec toutefois tous ses appareils endommagés. Pour cette action, le sergent Mercès reçoit la Croix de Guerre avec étoile de bronze le 2 juin, avec la citation suivante : *Sous-officier mitrailleur confirmé, plein d'allant, a affirmé sa maîtrise dans l'exécution de multiples reconnaissances de nuit et bombardements. Le 14 mai, en particulier, dans une expédition de bombardement de jour des ponts utilisés par des formations blindées ennemies, a exécuté sa mission avec le plus grand calme, malgré l'intervention sévère de la chasse et de la DCA adverse.* Rayé des contrôles du GB 2/38 le 17 décembre 1940, Mercès s'embarque à Marseille en

février 1941 pour être intégré au groupe aérien 1/32 de Casablanca. Sergent-chef mitrailleur en octobre, il est affecté au GB 1/32, modernisé en Groupe de Bombardement Moyen 1/32 « Bourgogne » en janvier 1944, équipé de B-26 *Marauder* américains.

Engagé à partir du mois d'août sur la base de **Villaceido** (Sardaigne), le GBM 1/32 couvre la progression des troupes alliées vers la France. Mercès obtient son brevet d'observateur-bombardier le 25 février 1945, avec le même jour le grade de sous-lieutenant. Il sert dans ses nouvelles fonctions jusqu'à la fin de la guerre, obtenant une nouvelle citation avec attribution de la croix de guerre avec étoile d'argent (26 juin 1945) : *Officier bombardier possédant de très belles qualités. Ne se départissant en aucune circonstance de son calme et de son sang-froid, travailleur et adroit, est en passe de devenir un excellent leader. A déjà obtenu de très bons résultats en attaquant par demi-section des objectifs difficiles (22 mars 1945) et sévèrement défendus (10 avril 1945) au cours d'expéditions profondes en territoire allemand.*

Le lieutenant Mercès est affecté après-guerre à la base aérienne école 706 de **Cazaux** jusqu'en 1951, puis au contrôle local d'aérodrome (CLA) de **Rabat** en septembre. Capitaine le 1^{er} juillet 1952, Mercès sert sur plusieurs CLA en Allemagne et en Afrique, atteignant son grade final de commandant le 30 octobre 1960. Il est rayé des contrôles de l'armée active le 30 octobre 1965, totalisant 1564 heures de vol. Il est versé dans la réserve le mois suivant comme commandant, et conserve l'honorariat de son grade après sa radiation finale le 30 octobre 1973. Marié (1941), le commandant Mercès laisse trois enfants à sa mort en décembre 1982 (jour inconnu).

• **Décorations et citations :**

Chevalier de la Légion d'honneur (01/04/1946)
Officier de la Légion d'Honneur (31/12/1955)
Croix de Guerre 39/45 avec étoile de bronze (02/06/1940)



Croix de Guerre 39/45 avec
étoile d'argent (08/06/1945)
Croix de Guerre 39/45 avec
étoile d'argent (26/06/1940)
Croix du Combattant (15/05/1953)
Médaille commémorative 39/45 avec
barrettes « France-Afrique-Libération-
Grande-Bretagne » (21/05/1945)

Citation à l'ordre de la division aérienne :
« *Bombardier déjà cité pendant la campagne
de France 1939-1940. À repris la lutte avec le
même entrain. Calme autant que modeste, a
largement contribué à la réussite de nombreuses
missions sur l'Allemagne et en particulier les
24 et 30 décembre 1944, où les bombardements
de la section furent d'une remarquable
précision malgré la chasse et la DCA précise
de l'ennemi* ». Cette citation comporte la
croix de guerre avec étoile d'argent.

• **Sources :**

SHD Vincennes / Archives Air
/ DE 2014 ZL 170/815

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MODIKA Jean Aurélien

(1886 - 1934)

4^e Régiment de Zouaves

• Éléments biographiques :

Jean Modika naît le 17 juillet 1886 à **Kourou** en Guyane. Cultivateur, il est le fil de Julie Modika. Mort à **Cayenne** le 30 juillet 1934.

• Carrière militaire et campagnes :

Appelé de la classe 1906, il est incorporé à la compagnie d'infanterie coloniale de la Guyane en tant que soldat de 2^e classe le 21 septembre 1915. Il passe ensuite au 4^e régiment de Zouaves le 1^{er} octobre 1915. A partir du 21 février 1916, son régiment participe à la bataille de **Verdun**. Jean Modika part pour le 2^e dépôt du 4^e régiment de Zouaves à **Rosny** le 23 juillet 1916 et est affecté à ce dépôt en exécution des prescriptions de la feuille ministérielle de renseignements n° 64771/11 du 4 mars 1912 relative à la création au dépôt de **Rosny** d'un conseil d'administration. Il stationne en Allemagne jusqu'au 19 décembre 1918, date de son rapatriement sur la Guyane. Le 15 mars 1920, il obtient une pension de retraite de 5^e classe par la commission spéciale de réforme de **Cayenne** pour « amputation du pied gauche suite de gelures » (65 % d'invalidité).

• Décorations et citations :

Citation n°5838 du 21 octobre 1917.
« *Bon et brave soldat atteint de gelure grave des pieds en décembre 1916 à la côte (illisible) et resté à son poste et n'a consenti à se laisser évacuer qu'à la relève de son unité. Médaille militaire. Croix de guerre avec palme* ».

• Sources :

ANOM : FR ANOM 11 RM 12 (ESS)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MONNERVILLE Gaston (1897 - 1991)

• **Éléments biographiques :**

Né le 2 janvier 1897 à **Cayenne** (Guyane). Il est le fils de Saint-Yves Monnerville et Françoise Orville. En 1912, boursier, il quitte la Guyane pour **Toulouse**. En 1918, il s'inscrit au barreau de Toulouse, puis de **Paris** en 1921 et devient avocat. En 1931, il contribue à faire acquitter les quatorze « insurgés de Cayenne », inculpés de troubles à l'ordre public pour avoir manifesté contre une fraude électorale en 1928. En 1932, il se présente aux élections législatives de Guyane. Il est élu député radical, puis est réélu en 1936. Il est élu maire de **Cayenne** en 1935. Il est sous-secrétaire d'État aux Colonies de juin 1937 à mars 1938 où il contribue à la suppression du bague.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Parlementaire, il demande à la déclaration de guerre de servir dans la Marine nationale, du fait de sa qualité de lieutenant de vaisseau de réserve. Il sert sur le cuirassé Provence et y subit notamment le bombardement des Britanniques à **Mers-El-Kébir**. Il est démobilisé le 16 juillet 1940. Obligé de s'installer en zone sud en raison de ses engagements passés et de sa couleur de peau, il reprend son activité d'avocat pour défendre des résistants et des Juifs devant les juridictions d'exception de **Vichy**. La méfiance des autorités pétainistes et ses contacts dès la fin 1940 avec le mouvement de résistance Combat le conduise peu à peu à basculer dans la clandestinité sous les pseudonymes d'« Edmond Malibal » et de « Saint-Just ». Bien qu'invité à se rendre à **Londres**, il prend le maquis en Auvergne suite à l'invasion de la Zone Sud novembre 1942. L'augmentation des effectifs et l'intensification des combats entre résistants et occupants au cours de l'année 1943 le conduit à mettre en place à **Cheylade**

(Cantal) un « maquis hôpital » (destiné à recevoir les résistants blessés de la région) avec l'aide de son épouse Thérèse. Il y met aussi en place le premier tribunal militaire des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Capitaine rattaché à l'état-major des FFI d'Auvergne, il participe à l'action directe armée dans le Cantal, l'Aveyron et la Lozère du 5 juillet 1944 au 26 septembre 1944. En octobre 1944, il reçoit de Jacques Chaban-Delmas la mission de mettre au point la structure juridique de l'amalgame entre armée de libération et FFI. Démobilisé en novembre 1944, il reprend son engagement politique en étant élu de Guyane puis du Lot. Il est élu président du Conseil de la République de 1947 à 1958 puis président du Sénat de 1958 à 1968. Sa défense des libertés parlementaires le conduit à affronter violemment le général de Gaulle entre 1962 et 1969.

• **Décorations et citations :**

Médaille de la résistance
Rosette de la résistance
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de guerre 1939-1940
– Marine de Guerre

L'esplanade Gaston-Monnerville à Paris a été inaugurée le 5 septembre 2006 par Bertrand Delanoë et le président du Sénat de 1998 à 2008, Christian Poncelet, à proximité du jardin du Luxembourg. Le lycée polyvalent de Cahors situé rue George-Sand porte son nom en rappel de ses études dans la région. Gaston Monnerville est choisi comme parrain de la 26^e promotion (2018-2019) des élèves administrateurs territoriaux de l'Institut national des études territoriales.

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P 426514 (dossier de résistance)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MONTAGNAC Charlotte

(1914 - 2011)

Forces françaises libres à la Dominique

• **Éléments biographiques :**

Charlotte Montagnac naît le 19 mai 1914 à **Vauclin** en Martinique. Infirmière, elle rallie les Forces françaises libres à la Dominique le 20 mai 1942 et sert à l'hôpital des FFL à **Roseau** (Dominique) jusque fin novembre 1943.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Engagée volontaire de 2^e classe pour la durée de la guerre le 1^{er} décembre 1943 à **Fort-de-France**, elle est affectée au détachement féminin du Bataillon Antillais n°5. Désignée pour faire partie du détachement à destination de l'AFN, elle embarque à **Fort-de-France** pour **Casablanca** le 12 mars 1944. Débarquée à la fin du mois, elle est mise provisoirement à la disposition du directeur du service de santé des troupes du Maroc, puis affectée à l'hôpital militaire de **Taza**. A la fin des hostilités, elle est mise à disposition du médecin général directeur du service de santé des Troupes du Maroc en aout 1946. Son contrat reconduit tacitement jusqu'en février 1947, elle se rengage successivement jusqu'en mars 1953, date où elle signe un engagement de 3 ans et est affectée à la compagnie d'état-major des troupes coloniales à **Paris**. En juillet 1953, elle embarque pour **Saïgon** (Vietnam) et mise à disposition du médecin colonel du service de santé des Forces terrestres du nord Vietnam. Affectée à l'hôpital de Dason en septembre puis mutée à la section des infirmiers coloniaux avant d'être rapatriée vers la métropole en janvier 1955. En mars, elle est mise à la disposition de la direction des troupes coloniales puis affectée l'année suivante à la 8^e section d'infirmiers militaires à **Lyon**. En octobre, elle est de nouveau affectée à l'HEH 83 de Bordeaux.

En février 1957, elle est affectée à la ligne de communication française au Vietnam, hôpital Grall à **Saïgon** jusqu'en mars 1959, date de son rapatriement en France. Elle est alors affectée à l'hôpital militaire d'instruction Desgenettes à **Lyon**. Rengagée successivement, elle est mise à disposition de l'hôpital militaire d'instruction du Val-de-Grâce (**Paris**) en mai 1967.

Elle est reclassée à compter du 1^{er} janvier 1969 dans le corps des personnels militaires féminin du service de santé des armées en qualité d'infirmière soignante avec le grade d'infirmière. En janvier 1971, elle est affectée à l'hôpital d'instruction des armées de Bégin (Val de Marne) jusqu'en mai. Atteinte par la limite d'âge de son grade, elle est admise à cette date à faire valoir ses droits à la retraite après 25 ans de services. Elle se retire alors à **Paris**.

• **Décorations et citations :**

Charlotte Montagnac est titulaire de la médaille commémorative des Services volontaires dans la France libre (n°41 513), de la médaille Outre-Mer avec agrafe Extrême-Orient et de la médaille commémorative de la campagne d'Indochine.

• **Source :**

Source : SHD GR 16 P 427103

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MONTHIEUX Yves

(1960 - 1990)

Gendarme

• **Éléments biographiques :**

Né le 2 mars 1960 à **Fort-de-France** (Martinique)
Père de 2 enfants

• **Carrière militaire et campagnes :**

Appelé à servir sous les drapeaux le 3 septembre 1979, en tant que volontaire pour un appel avancé, à l'issue de ses classes, le 5 février 1980, Yves Monthieux est affecté au centre d'instruction des gendarmes auxiliaires (CIGA) d'**Auxerre** (89) où il sert jusqu'au 24 janvier 1981. Après avoir souscrit un engagement dans la gendarmerie le 5 janvier 1981 il intègre l'école préparatoire de gendarmerie (EPG) de **Chaumont** (52) le 10 février 1981.

Nommé gendarme le 24 juillet 1981, il est affecté en Ile-de-France où il sert à la brigade d'**Epinay-sur-Seine** (93), avant de rejoindre, le 13 février 1984, la brigade motorisée (Bmo) de **Corbeil** (91), en tant qu'agent de la circulation routière.

Le 31 décembre 1985, il rejoint la Légion de gendarmerie des Antilles et de la Guyane où il sert au groupement de la Martinique en tant que motocycliste à la brigade motorisée du **Lamentin** (972).

Le 18 mars 1990, au cours d'un service de police route, ayant constaté la dangerosité de dépassements successifs effectués par un automobiliste franchissant la ligne continue, il quitte son poste fixe d'observation et se place sur la chaussée d'où il procède aux signaux réglementaires afin d'inviter l'auteur de ces infractions routières à s'arrêter.

Refusant d'obtempérer le conducteur du véhicule, un coupé sport, accélère et percute délibérément le gendarme Monthieux. En dépit des soins intensifs qui lui sont pratiqués au CHU de **Fort-de-France** (972) ce jeune sous-officier, père de 2 enfants en bas-âge, décède le jour même. Le conducteur est condamné à 8 ans de réclusion criminelle pour homicide volontaire.

• **Décorations et citations :**

Le gendarme Monthieux s'est vu attribuer la médaille militaire à titre posthume le 20 mai 1990.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

MORTENOL Camille

(1859 - 1930)

Engagé dans la Marine nationale

• Éléments biographiques :

Fils d'un esclave affranchi, Sosthène Héliodore Camille Mortenol naît le 29 novembre 1859 à **Pointe-à-Pitre** en Guadeloupe. En 1880, reçu à Saint-Cyr et à l'école Polytechnique, il intègre cette dernière le 1^{er} novembre 1880¹. Optant pour une carrière d'officier, Mortenol s'engage dans la Marine nationale et est admis à l'École navale le 1^{er} octobre 1882.

• Carrière militaire et campagnes :

Dans un contexte d'expansion coloniale, il est affecté au corps expéditionnaire et participe en 1894 à la conquête de Madagascar. Ses faits d'armes lui valent d'être fait le 19 août 1895 chevalier de la Légion d'honneur. Mortenol intervient ensuite aussi au Gabon et en Extrême-Orient. Mortenol prend le commandement d'un torpilleur. De retour en métropole en 1909, il est affecté à **Brest** pour occuper différents postes à l'état-major.

En 1914 Mortenol est adjoint au commandant du front de mer de la place de **Brest**. Le 5 juillet 1915 il est appelé par le général Gallieni, gouverneur militaire de **Paris**, qui l'avait eu sous ses ordres à Madagascar. Gallieni confie à Mortenol le commandement de la défense contre-aéronef du camp retranché de **Paris**. Mortenol met en place un dispositif assurant la sécurité des habitants contre les attaques des avions et zeppelins allemands. Après avoir atteint l'âge de la retraite le 7 mars 1917, il est le 4 mai 1917 nommé colonel de réserve afin de pouvoir poursuivre sa mission. Démobilisé le 15 mai 1919, Mortenol est élevé au rang de commandeur de la Légion d'Honneur le 16 juin 1920 puis

quitte l'institution le 7 mars 1922.

Le 22 décembre 1930, le capitaine de vaisseau Camille Mortenol meurt à l'âge de 71 ans à **Paris**. Sa dépouille est inhumée au cimetière de Vaugirard.

Son nom est porté en Guadeloupe par une rue de **Pointe-à-Pitre** et à **Paris** par une rue du 10^e arrondissement. En 1995, une statue lui rendant hommage est inaugurée sur un des quais du port de croisière de **Pointe-à-Pitre**. En septembre 2014, Camille Mortenol est choisi avec trois autres soldats pour incarner les héros de la capitale lors des célébrations de commémoration la Grande Guerre. En 2018, un timbre le représentant est émis par la Poste.

• Décorations et citations :

Il est promu officier de la Légion d'honneur le 12 juillet 1911. Le 7 septembre 1912, il devient capitaine de vaisseau.

• Bibliographie indicative :

Jean-Claude Degras, *Camille Mortenol : l'épopée du capitaine des vents*. Biographie, Paris, Le Manuscrit, 2008.
Oruno Denis Lara, *Mortenol ou les infortunes de la servitude*, Paris, L'Harmattan, 2001.
Oruno Denis Lara, Mortenol : Un colonisé exemplaire, 1856-1930, Paris, L'Harmattan, 2010.
Gilbert de Chambertrand, « Quelques chefs guadeloupéens », in *Revue historique des armées* n°70, février 1963, pp. 136-143.
Archivesguadeloupe.fr
Colsbleus.fr
Ecole.nav.traditions.free.fr
Seriefreresdarmes.com
Uneautrehistoire.org

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Le dossier militaire du capitaine de vaisseau Camille Mortenol est consultable au SHD de Vincennes sous la cote MV CC7

⁴ Moderne 217.

MOURABA Moussa

(1890 - 1918)

Soldat de 2^e classe

Mort pour la France

• Éléments biographiques

Moussa Mouraba naît en 1890 à

M'Tsapéré (aujourd'hui une banlieue de **Mamoudzou**) à Mayotte.

• Carrière militaire et campagnes

Engagé volontaire pour la durée de la guerre le 23 juin 1916, il est incorporé au 3^e Régiment de Tirailleurs Malgaches (RTM) en qualité de soldat de 2^e classe. Passé au 7^e Bataillon de Marche de Tirailleurs Malgaches (BMTM) le 13 août 1916, il embarque pour la métropole à cette même date depuis **Majunga** (Madagascar) et débarque à **Marseille** (Bouches-du-Rhône) le 20 septembre 1916. Il est ensuite affecté au 73^e Bataillon de Tirailleurs Sénégalais (BTS) le 18 octobre 1916, puis au 1^{er} Bataillon de Tirailleurs Somalis. Blessé au combat du **Mont de Choisy** (Oise) le 4 juin 1918, il décède le 5 juin 1918 à l'Ambulance 14/20 à **Estrées-Saint-Denis** (Oise), des suites de ses blessures de guerre. Moussa Mouraba est reconnu Mort pour la France.

• Décorations et citations

Néant

• Sources

Site des Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM) : - Registres matricules militaires - Comores - Classe 1916 - Matricule Y 1460.

Site Mémoire des hommes - Ministère des Armées : - Sépultures de guerre - conflit guerre 1914-1918 Sous MOURAB

Moussa. - JMO Bataillon de Somalis - 11 mai 1916 au 23 janvier 1919 cote SHD GR 26 N 875/23 - p. 111-132.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives du Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

M'ROIVILI M'Zimi

(1886 - 1918)

Soldat de 2^e classe

Mort pour la France

• Éléments biographiques

M'Zimi R'Roivili naît en 1886 à

Malamani (aujourd'hui village de la commune de **Chirongui**) à Mayotte.

• Carrière militaire et campagnes

Engagé volontaire pour la durée de la guerre le 4 décembre 1916, il est incorporé au 3^e régiment de tirailleurs malgaches (RTM) en qualité de soldat de 2^e classe. Embarqué à Diego Suarez (Madagascar) le 2 octobre 1917 pour la métropole, il débarque à **Marseille** (Bouches-du-Rhône) le 14 novembre.

De là, il passe à la 73^e batterie du dépôt des isolés (ou intermédiaires) colonial de **Fréjus** (Var) (DICF) le 2 décembre, puis au 1^{er} Bataillon de Tirailleurs Somalis (BTS) le 16 décembre 1917.

Porté disparu le 2 juin 1918 au **Mont de Choisy** (Oise), il est déclaré Mort pour la France à cette même date à **Carlepont** (Oise).

• Décorations et citations

Néant

• Sources

Site des Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM) : - Registres matricules militaires - Comores - Classe 1916 - Matricule Y 1459.

Site Mémoire des hommes - Ministère des Armées : - Sépultures de guerre - conflit guerre 1914-1918 Sous ROIVILI - Matricule n° 7876. - JMO Bataillon de Somalis - 11 mai 1916 au 23 janvier 1919 cote SHD GR 26 N 875/23 - p.115-132.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

NATUREL Jacques

(1923 -)

5^e Régiment d'infanterie

• Eléments biographiques :

Né le 11 décembre 1923 à **Nouméa** (Nouvelle-Calédonie).

• Carrière militaire et campagnes :

Engagé volontaire pour la durée de la guerre au titre des Forces Françaises libres (FFL) à **Sydney** (Australie) le 13 janvier 1943, il est dirigé sur l'Angleterre. Dirigé après son arrivée à Londres le 11 mai sur le camp de **Camberley** il est admis à l'École militaire des cadets de la France libre (EMCFL), située à **Ribbesford** (Worcestershire, Angleterre) le 18 juillet 1943 (promotion « 18 juin »).

Sorti de l'EMCF le 1^{er} juin 1944 avec le grade d'aspirant, il est affecté au Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) de **Londres**. Parachuté dans la Creuse le 10 juin 1944, il effectue une mission d'encadrement d'unités des Forces françaises de l'intérieur (FFI). Sa mission terminée, dirigé sur **Paris** le 7 octobre par ordre du BCRA et affecté au 5^e régiment d'infanterie le 10 décembre avec lequel il participe à la campagne de libération de la France (Vosges, Alsace et Roan).

Il participe à l'occupation de la zone française de Rhénanie et de Hesse-Nassau.

Promu au grade de sous-lieutenant de réserve d'infanterie coloniale le 1^{er} juin 1945, il est affecté à l'École interarmes de **Fontainebleau** puis à l'école des cadres de Diez le 25 septembre 1945.

Embarqué à Marseille le 14 mars 1946 à destination de la Nouvelle-Calédonie, il débarque à **Nouméa** le 21 mai et est démobilisé le 22 juin.

Il est nommé lieutenant de réserve à titre définitif par décret du 27 décembre 1954.

• Décorations et citations :

Par la loi du 17 mars 1954, il se voit octroyer le titre de Saint-cyrien. « *Les anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre, ayant satisfait aux examens de sortie de cette école sont considérés, à tous point de vue, comme issus de l'École spéciale militaire*¹ ».

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Loi n° 54-292 du 17 mars 1954, « Anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre : prise de rang dans les grades d'officier », JORF, 18 mars 1954, p. 2372.

NOUY Marie Louis (1902-)

• Éléments biographiques :

Marie Louis Léon Gaston Nouy naît le 19 avril 1902 à **Lamentin** en Guadeloupe.

• Carrière militaire et campagnes :

Le 1^{er} mai 1922, il incorpore la Compagnie d'infanterie coloniale de la Martinique (détachement de Guadeloupe). Le 25 août 1922, Nouy est envoyé en congé sans solde dans ses foyers comme excédent d'effectif. Le 10 juillet 1930, il reçoit le diplôme de chirurgien-dentiste décerné par la faculté de médecine de **Paris**. Marié, Nouy est en 1931 père d'un garçon et, le 29 septembre de la même année, se voit réformé. Le 22 septembre 1939, Nouy souscrit un engagement volontaire pour la durée de la guerre à l'intendance militaire de **Paris**. Deux jours plus tard, il est nommé dentiste auxiliaire de réserve. Le 20 octobre suivant, Nouy est détaché au Bataillon de l'air 117. Après s'être illustré durant les combats, il est le 9 juin 1940 cité à l'ordre de l'escadre : *« Le 3 juin 1940, au cours d'un violent bombardement aérien a fait preuve de belles qualités d'énergie et de dévouement malgré l'attaque par bombes, a assuré avec calme et sang-froid l'enlèvement rapide sur le terrain des blessés et des tués. S'est dépensé sans compter pour donner les premiers soins aux blessés avant leur transport à l'hôpital. »* Cette citation lui vaut l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945. Le 11 juillet 1940, Nouy est démobilisé à **Clermont-Ferrand**.

Il entre dans la Résistance en 1942 au sein du réseau Libération-Nord. Durant la Libération de **Paris** en août 1944, Nouy sert comme assistant médical au sein du quinzième secteur sanitaire et reçoit un témoignage de satisfaction du préfet de police de **Paris** Charles Luizet, en date du 8 janvier 1945 :

« Volontaire pour assurer pendant deux jours, au cours de la semaine de libération, le service du Poste de secours de la porte de Vanves, particulièrement exposé. Est revenu ensuite au Poste Buffon et a collaboré aux soins aux blessés. »

Le 1^{er} décembre 1947, Nouy est mis à disposition de la Direction générale du Service de santé de l'Air. Remarié, il a une fille née en 1949. Le 27 mars 1950, Nouy reçoit une citation à l'ordre de la brigade faisant référence à ses actions d'éclat durant la Libération de la capitale : *« A déployé une activité sans limite, lors de la période d'insurrection dans la région parisienne. N'a pas hésité à s'exposer devant le feu des armes ennemies pour aller au-devant des blessés et les évacuer après leur avoir prodigué les premiers soins. S'est particulièrement distingué lors des combats des 19 au 21 août, où, par son initiative, son courage et son sang-froid, a sauvé de la destruction et du pillage des dépôts de vivre destinés au ravitaillement et à l'approvisionnement de la population. Médecin qui a su joindre à ses qualités professionnelles, celles du Chef qui a mérité l'admiration de tous ceux qui l'ont suivi. Belle figure de Résistant. »* Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre avec étoile de bronze. Le 1^{er} juillet 1950, Nouy est nommé sous-lieutenant. Le 31 décembre 1951, il est fait chevalier de la Légion d'honneur. Le 1^{er} juillet 1954, Nouy est promu lieutenant. Le 19 avril 1961, Nouy est rayé des cadres de réserve et est admis à l'honorariat de son grade.

• Sources :

Archives SHD Vincennes dossier militaire 1 P 33773 (3)
Geneanet.org

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

PAIN Fernand

(1925 - 2017)

Forces Françaises libres

• **Eléments biographiques :**

Né le 14 mai 1925 à **Fonds Saint Denis** (Martinique).

• **Carrière militaire et campagnes :**

Fernand Pain quitte clandestinement la Martinique pour l'île de la Dominique, alors possession britannique. C'est là qu'il s'engage le 27 mars 1943 dans les Forces Françaises Libres et qu'il est incorporé au 1^{er} bataillon des Antilles (BA 1). Après une période de formation aux États-Unis, il rejoint l'Afrique du Nord le 24 septembre 1943 et est affecté au Bataillon de Réparation n°654. Au sein de cette unité, il combat en Italie entre avril et septembre 1944 puis sur le front des Alpes entre octobre et novembre 1944. Il franchit le Rhin le 16 avril 1945 et combat jusqu'à la cessation des hostilités. Il rejoint ensuite le dépôt nantais du bataillon de marche des Antilles (BMA) où s'opère sa démobilisation qui se concrétise par son retour en Martinique le 26 mars 1946.

• **Décorations et citations :**

Médaille commémorative des services volontaires de la France libre
Médaille commémorative française de la guerre 1939-1945
(agrafe « engagé volontaire »)
Médaille commémorative avec barrettes : Afrique – Italie-Libération
Croix du Combattant.

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P 455052 (dossier de résistance).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

PALCY William

(1905 - 1967)

Sergent

Compagnon de la Libération

• **Éléments biographiques :**

William Palcy naît le 25 janvier 1905

au **Gros Morne** à La Martinique.

Il est le fils de Victor Palcy.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Appelé du contingent le 4 mai 1927 en qualité

de 2^e classe, il se rengage pour 5 ans au titre

du 22^e Régiment d'infanterie coloniale (RIC)

le 10 mai 1928. Embarqué depuis Fort-de-

France, il débarque au **Havre** (Seine-Maritime)

le 14 mai 1928. Débarqué à **Haïphong**

(Vietnam), il sert en Indochine à compter

du 25 octobre 1929 au titre du 100^e bataillon

d'infanterie coloniale (BIC).

Le 30 novembre, il passe au 10^e RIC. Autorisé

à prolonger son séjour pour 1 an le 1^{er} août

1931 et passe au bataillon d'infanterie

coloniale mixte (BICM) en février 1932.

Soldat de 1^{er} classe, il effectue un second séjour

en Indochine de novembre 1934 à juin 1938.

Début 1939, il est muté au BICM du

Levant où le surprend la déclaration

de guerre avec l'Allemagne.

Refusant l'armistice, il rejoint les Anglais

en Egypte avec 500 volontaires français

du régiment. Il rallie la France libre le 28

juin 1940. Réunis au camp de Moascar, les

volontaires français décident de prendre le nom

de 1^{er} Bataillon d'infanterie de marine (1^{er} BIM).

William Palcy prend part, avec le 1^{er} BIM et les

forces britanniques, à la première campagne de

Libye contre les Italiens dès septembre 1940.

Promu caporal, il est affecté au Bataillon de

marche n°11 (BM 11) le 1^{er} avril 1942. Avec son

bataillon, il prend part à la seconde campagne

de Libye et à la bataille d'**El Alamein**

(Egypte). Il participe ensuite à la campagne de

Tunisie comme tireur au fusil-mitrailleur.

En juin 1944 il quitte la 2^e Brigade et est affecté

au Bataillon de tirailleurs de l'Oubangui en

Afrique équatoriale française.

Promu caporal-chef en janvier 1945, puis

sergent trois mois plus tard, William Palcy

est démobilisé en avril 1946.

Il se fixe à **Bangui** (République centrafricaine) où

il monte une société de transport en commun.

William Palcy est décédé le 22 décembre

1967 à **Bangui** où il a été inhumé.

• **Décorations :**

Citation à l'ordre de la division des Troupes

Françaises en Orient du 6 février 1941 :

« *Volontaire pour aller chercher le corps d'un de*

ses camarades tué sur une crête exposé au feu

de l'ennemi. A réussi dans sa mission avec l'aide

du soldat Kirmam. Soldat toujours très calme

dans les circonstances les plus dures au combat ».

Cette citation comporte l'attribution de la

Croix de guerre avec étoile de bronze

Citation à l'ordre de la brigade du 15 juillet

1947 : « *Tireur de FM au cours d'un coup*

de main de nuit le 11 mai 1943. Sur une

résistance ennemie a tué un ou plusieurs

ennemis faisant preuve de sang-froid en

visitant les abris individuels de la position ».

Médaille coloniale sans agrafe

Médaille coloniale agrafe Libye

Médaille commémorative du Levant

Médaille militaire

Croix de la Libération (décret du 17 avril 1943)

Chevalier de la Légion d'Honneur

• **Sources :**

SHD Vincennes, GR 16 P 455479

Ordre de la Libération

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

PERRAUD Raymond

(1913 - 1944)

Capitaine

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Né à **Nouméa** le 28 février 1913

(Nouvelle-Calédonie)

Fils de François Auguste Perraud

et de Henriette Boissery.

Il épouse Andrée Bès le 18 février 1939,

1 enfant (Jacques né en avril 1940).

• Carrière militaire et campagnes :

Magistrat et lieutenant de réserve dans l'infanterie, Raymond Perraud s'engage dans

les Forces Françaises Libres le 19 septembre

1940, trois jours après le ralliement de

la Nouvelle-Calédonie au général de Gaulle.

Avec le commandant Félix Broche, il

contribue à mettre sur pied le Corps

Expéditionnaire des Français du Pacifique

composé de 600 hommes originaires

de Nouvelle-Calédonie, des Nouvelles-

Hébrides et de Tahiti. Parti de **Nouméa**

le 5 mai 1941, Raymond Perraud reçoit

avec les autres volontaires une instruction

militaire en Australie d'abord puis en

Palestine au terme de laquelle son unité

devient le bataillon du Pacifique (BP1).

Celui-ci est intégré le 28 décembre 1941

à la 1^e Brigade française libre sous les

ordres du général Pierre Koenig.

Le baptême du feu du BP1 s'accomplit

le 15 janvier 1942 à **Halfaya**, position

fortifiée à la frontière de la Libye

et de l'Égypte où 6 300 Italiens et

Allemands se sont retranchés.

Dans le désert libyen, il répartit ses

hommes en « jock columns », patrouilles

chargés de mener des assauts surprises

derrière les lignes ennemies tout en

recueillant des renseignements.

Du 27 mai au 11 juin 1942, Raymond Perraud

participe aux combats de **Bir Hakeim**

durant lesquels il est promu capitaine.

Alors que le BP1 est devenu le bataillon

d'infanterie de marine et du Pacifique

(BIMP), il prend part sous les ordres

du commandant Bouillon à l'offensive

contre l'Afrikakorps à **El-Alamein**

en octobre-novembre 1942.

Après avoir participé aux combats de

Tunisie (février-avril 1943) et à une mission

au **Caire** (Égypte), Raymond Perraud

obtient d'être réaffecté le 1^{er} avril 1944 au

BIMP, désormais incorporé à la 4^e brigade

de la 1^{ere} division française libre (DFL)

sous les ordres du général Brosset.

Après avoir participé aux combats en Italie

(avril-juin 1944), le BIMP débarque en

Provence dans la nuit du 16 au 17 août 1944.

Chargé de nettoyer avec son unité les

positions fortifiées à l'est de **Toulon**,

Raymond Perraud meurt au combat

le 23 août 1944 à **La Garde** (Var) et est

inhumé au cimetière d'**Hyères** (Var).

• Décorations et citations :

Croix de Guerre

Médaille coloniale avec agrafes

« Libye 1942 » et « Bir Hacheim »

• Sources :

SHD Vincennes : SHD GR 16 P

468010 (dossier de résistance) ; **SHD**

8 YE 116928 (dossier individuel).

SHD Caen : 21 P 129252

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

PESCHEUX Paul Julien

(1919-)

Colonel dans l'armée de l'Air

• Éléments biographiques :

Paul Pescheux naît le 28 juin 1919 à **Marin**, fils d'Alphonse Fernand et de Joséphine Allien, Engagé dans l'armée de l'Air le 22 avril 1939 à l'issue de son baccalauréat de mathématiques.

• Carrière militaire et campagnes :

Il rejoint l'École de l'Air de **Bordeaux** en octobre 1939 et atteint le grade de sous-lieutenant le 20 mars 1940. Les épreuves finales de son brevet de pilote se déroulent la première semaine de l'offensive allemande à l'Ouest, avec 66 heures de vol effectuées autour de **Bordeaux** entre le 11 et le 18 mai, sur Hanriot 182 d'entraînement. Pescheux quitte l'école de l'Air en septembre, et rejoint jusqu'en octobre 1941 *Jeunesse et Montagne*, une organisation des Chantiers de Jeunesse destinée aux nouveaux officiers de l'armée de l'Air, passée à la Résistance à l'issue de sa dissolution contrainte au début de 1944.

Placé en congé d'armistice en novembre 1942, Pescheux rejoint l'un des rares (sept) postes de DCA ferroviaire de **Vichy** autorisés par l'Occupant, basé à Issoudun du 12 juillet 1943 au 7 janvier 1944¹. Il participe en parallèle à la création du groupe FFI d'Enghien (Seine-et-Oise), intégré au mouvement de Résistance *Libé-Nord*. Lors des combats pour la libération de la ville (26-28 août 1944), le groupe de Pescheux perd deux morts et trois blessés. Rappelé à l'activité le 8 octobre suivant, Pescheux part en formation aux États-Unis, puis est affecté en août 1946 au commandement supérieur des Écoles de l'Air de **Versailles**. Capitaine le 25 septembre 1947, il est titulaire de son certificat d'aptitude aux fonctions d'officier d'État-Major le 15 août 1950 et affecté au Centre de Commandement interarmées en Afrique centrale.

Commandant le 1^{er} janvier 1954, Pescheux débarque à Saïgon le 30 mai suivant en tant que pilote de transport, affecté au Groupe de Transport 2/63 « Sénégal » dont il devient commandant en second. Il obtient une deuxième citation, à l'ordre du corps aérien de l'aviation de bombardement (31/10/1954), avec Croix de Guerre des Théâtres d'Opérations extérieures et étoile de Vermeil.

Officier supérieur de valeur, commandant en second du GT 2/63 « Sénégal » qui, dès son arrivée, s'est immédiatement adapté aux conditions difficiles des missions aériennes en Indochine. Enthousiaste en vol, a participé activement aux opérations au Laos et au Tonkin [...]. S'est particulièrement distingué les 5 et 13 juillet 1954 en mission de parachutage à basse altitude au cours desquelles son appareil, pris sous le feu d'une violente DCA, fut sérieusement touché. Totalise 31 missions de guerre en Indochine en 125h de vol.

De retour en France en mai 1955, Pescheux est affecté à l'Escadre de Transport 4/61 « Franche Comté », et reçoit une lettre de félicitation collective du ministère des Armées en juin 1958 après avoir participé à l'opération *Écouvillon* en février précédent en Mauritanie (maintien de l'ordre en collaboration avec l'armée espagnole). Lieutenant-colonel le 1^{er} août 1959, Pescheux est affecté au Commandement de base et d'escadre de transport au **Bourget** en 1961, rejoint la 64^e escadre de transport la même année, puis part pour l'Algérie en 1963 au Commandement de l'Air. Il revient en France l'année suivante, et après un stage aux États-Unis est affecté à la base aérienne 725 de **Chambéry**. Colonel le 1^{er} mai 1966, il part la même année pour la Mission militaire française auprès du commandement de la 4^e Force Aérienne Tactique *Ramstein*. Placé →

¹ Cette affectation de Pescheux est connue du ministère de l'Air du GPRF, et lui est imputée à grief le 3 juillet 1945 en Commission d'épuration militaire (« d'avoir favorisé les entreprises de [l']ennemi »), avec pour décision finale de le rappeler au service avec avancement réduit.

en congé définitif le 28 juin 1970, Pescheux admis à la retraite cinq ans plus tard et versé dans la réserve, d'où il est rayé des cadres le 28 juin 1981, conservant son honorariat. Sa date de décès n'est pas connue.

• **Décorations et citations :**

Croix de Guerre avec Étoile
d'argent (02/01/1947)
Croix de Guerre avec Étoile
de Vermeil (31/10/1954)
Médaille commémorative Campagne
d'Indochine (18/01/1955)
Chevalier de la Légion
d'Honneur (30/06/1955)
Médaille commémorative AFN
Algérie (23/03/1964)
Officier de l'Ordre national
du Mérite (11/10/1966)
Officier de la Légion d'Honneur (12/09/1969)

Il reçoit une citation à l'ordre de la division (2 janvier 1947), avec Croix de Guerre et étoile d'argent : « *Officier aviateur passé dans la police, Résistant remarqué et organisateur au sein du GMR d'un groupe d'affiliés qu'il a mis à la disposition du Mouvement Libération dès qu'il put prendre contact avec lui. Gradé de valeur qui a entraîné ses hommes au combat avec un bel esprit offensif, notamment les 26 et 27 août 1944* ».

• **Sources :**

SHD Vincennes / Archives
Air / DE 2019 ZL 62/920
Archives Défense / GR 16 P 470497

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

PIAT Robert alias Teddy

(1921 -)

Déporté résistant

• Eléments biographiques

Robert Piat est né le 1^{er} janvier 1921 à **Saint-Denis** (La Réunion). Il est le fils de John et de Marcelle Stephano.

Après des études secondaires au lycée Leconte de Lisle (**Saint-Denis**), il part en 1938 pour la métropole afin de poursuivre des études d'histoire à **Strasbourg**. Il est un ami d'enfance de Jean Joly¹, avec lequel il effectue toute sa scolarité.

Il épouse à **Paris** Françoise Peyré le 17 novembre 1945.

• Carrière militaire et campagnes

Domicilié à **Toulouse**, il rejoint le mouvement de résistance intérieure *Combat* dès novembre 1941 et distribue le journal clandestin du même nom dans la région de Clermont-Ferrand. Recruté par Jacques Renouvin chef national des groupes francs, il devient chef régional de **Clermont-Ferrand** à compter du 1^{er} février 1942. D'août à novembre, il est agent de liaison P1² du chef national des groupes francs, Jaques Renouvin, avec le grade de capitaine. Il prend part à des actions de sabotage de réunions pro-allemandes et forme des groupes de résistants. Il est interné une première fois du 1^{er} mai au 18 juin 1942 pour diffusion de tract gaulliste à la prison de **Clermont-Ferrand**.

En octobre 1942, il est envoyé à **Montauban** avec pour mission d'organiser des groupes. Il recrute de nombreux maquisards dont son ami d'enfance Jean Joly.

En janvier 1943, il est rappelé à **Lyon** par Henri Frenay, qui lui confie la direction des groupes francs après l'arrestation de Renouvin.

Devenu agent P2 le 1^{er} avril 1943, il est arrêté sur dénonciation à son domicile provisoire le 7 avril à **Paris** par la Gestapo alors qu'il essayait d'organiser l'évasion de Jacques Renouvin. Il est emprisonné à **Fresnes** jusqu'au 6 septembre 1934 avant d'être déporté à **Mauthausen**. Libéré le 5 mai 1945. Le 23 janvier 1948, son grade de capitaine est officiellement homologué avec prise de rang au 1^{er} avril 1943.

A la fin de la guerre, il est administrateur des colonies à Madagascar.

Il est reconnu déporté résistant le 15 avril 1953.

• Décorations et citations

Chevalier de la Légion d'Honneur par décret du 18 avril 1946 avec Croix de Guerre. Médaille de la Résistance avec rosette Médaille commémorative des services volontaires dans la France libre.

• Sources

Service historique de la défense, Vincennes : SHD GR 16 P 474860 (dossier de résistance). DAVCC, Caen : 21 P 660 417.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ JOLY Jean fait l'objet d'une fiche fournie par le SHD.

² Les résistants agents de réseaux sont classées selon les codes suivants :

- 0 ou 01 : Agent répertorié qui travaille pour la résistance occasionnellement ;

- P1 : Agent de renseignement ou responsable qui travaille pour la résistance d'une manière habituelle ;

- P2 : Agent de renseignement ou officier responsable qui travaille en permanence pour la résistance.

PORCHERON Charles

(1917 - 1944)

Sergent-chef

Compagnon de la Libération

Mort pour la France

• **Éléments biographiques :**

Naît le 15 mai 1917 à **Nouméa** en Nouvelle-Calédonie.

Il est le frère de Willie Porcheron, lui aussi engagé durant les combats de la Seconde Guerre mondiale. Célibataire.

Fait Compagnon la libération à titre posthume le 20 novembre 1944.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Appelé du contingent, il est incorporé le 1^{er} avril 1938 à la Compagnie mixte d'infanterie coloniale (CMIC) de la Nouvelle-Calédonie comme soldat appelé de la classe 1937. Il est promu caporal en octobre 1939. Caporal-chef en février 1940 puis nommé sergent en avril, il est démobilisé en décembre 1940. Engagé volontaire pour la durée de la guerre au titre des Forces Françaises libres le 10 février 1941, il s'engage au Bataillon d'infanterie coloniale du Pacifique, devenu Bataillon du Pacifique (BP 1) le 5 mai. A cette même date, il embarque à bord du *Zealandia* vers **Sydney** (Australie) avec le premier contingent du bataillon. Il est accompagné de son frère Charles. A bord se trouvent aussi Jean Tranape¹, Ari Wong Kim² et John Martin³. Après 45 jours d'entraînement, il embarque sur le *Queen Elisabeth* avec le BP1 vers le Moyen-Orient et débarque à **Suez** le 31 juillet 1941. Le lendemain il est dirigé sur la Palestine où il effectue avec son unité cinq mois d'entraînement, puis vers la Syrie fin aout. Il est nommé sergent-chef en novembre 1941 avant de prendre part à la campagne de

Libye au sein de la 1^{re} Brigade française libre du général Koenig. Il combat notamment à **Bir-Hakeim** du 27 mai au 11 juin 1942. Affecté à la 1^{re} Compagnie du Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP), Charles Porcheron combat ensuite en Tunisie. Il est blessé par un éclat d'obus à l'omoplate le 9 mai 1943 à **Aïn Garcî**. Il combat ensuite en Italie où il reçoit la Médaille militaire.

En août 1944, le sergent-chef Porcheron débarque avec son unité en Provence. Dans la nuit du 20 au 21 août 1944 les combats devant Hyères sont intenses. Lors de l'attaque de la cote 186.4 qui domine **Hyères**, il subit avec ses hommes une contre-attaque ennemie supérieure en nombre qui menace le flanc droit de la section. Il parvient avec courage à repousser l'ennemi. Devant **Toulon**, il conduit un assaut victorieux. Le 23 août, il est mortellement frappé lors de l'assaut de la position de la **Mauranne** (La Garde, Var). Il est inhumé au cimetière d'**Hyères** (Var).

• **Décorations et citations :**

Médaille coloniale avec agrafe
« Libye 42 – Bir Hacheim »
Croix de la Libération

• **Sources :**

SHD Vincennes : SHD GR 16 P
486257 (dossier de résistance)
SHD Caen : 21 P 137502

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Jean Tranape fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

² Ari Wong Kim fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

³ John Martin fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

PORCHERON Willie

(1918 - 1980)

Caporal-chef

• Éléments biographiques :

Willie (ou Willi, parfois Willy qui est aussi son fils) Porcheron naît le 31 mai 1918 à **Nouméa** (Nouvelle-Calédonie). Fils de William et de Marie Bray, il est le frère du compagnon de la Libération Charles Porcheron¹.

• Carrière militaire et campagnes :

Commis des travaux publics, il s'engage volontairement pour la durée de la guerre au titre du Bataillon d'infanterie coloniale du Pacifique le 3 mai 1941 avec son frère, devenu Bataillon du Pacifique n° 1 (BM1) le 5 mai. A cette même date, il embarque à bord du *Zealandia* vers **Sydney** (Australie) avec le premier contingent du bataillon. Il est accompagné de son frère Charles. A bord se trouvent aussi Jean Tranape², Ari Wong Kim³ et John Martin⁴. Après 45 jours d'entraînement, il embarque sur le *Queen Elisabeth* avec le BM1 vers le Moyen-Orient et débarque à **Suez** le 31 juillet 1941. Le lendemain il est dirigé sur la Palestine où il effectue avec son unité cinq mois d'entraînement, puis vers la Syrie fin août. Le 31 décembre il arrive en Egypte et est dirigé vers la Libye en janvier 1942. Le contingent est engagé en Libye au sein de la 1^{re} Division Française Libre, en formation sous les ordres du général Koenig.

Nommé caporal le 1^{er} mars, il prend part à la bataille de **Bir-Hakeim** du 27 mai au 11 juin 1942, puis participe aux opérations en Egypte. À la suite des pertes subies par le 1^{er} bataillon d'infanterie de marine (BIM) et le bataillon du Pacifique (BP1) durant le siège et la sortie de **Bir-Hakeim**, le général Koenig décida le 1^{er} juillet 1942 de fusionner les deux unités pour former, à compter du 16 juin 1942, le bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP). Evacué

vers **Le Caire** en septembre, il est dirigé sur le front d'**El Alamein** du 27 octobre au 6 novembre, de Tripolitaine du 2 décembre au 22 février 1943, puis enfin de Tunisie du 23 février à la cessation des combats contre les forces germano-italiennes le 13 mai 1943.

Le 1^{er} janvier 1944, il est nommé caporal-chef. Le 17 avril, il est dirigé vers l'Italie et débarque à Naples le 20 pour participer à la campagne d'Italie jusqu'en août 1944. Le BIMP participe notamment à la prise de **Rome** et de **Sienne** et est engagé sur la bataille de Monte Cassino.

En août 1944, le BIMP est dirigé sur la France et Willie Porcheron débarque à **Cavaire** le 17 pour participer à la campagne de France. Son unité est engagée dans les combats à la Mauranne, un quartier de la **Garde**, entre **Hyères** et **Toulon** (Var). Lors de ces combats, son frère Charles est tué tandis que Willie est lui-même grièvement blessé au bras et sur le côté gauche le 24 août. Dirigé sur les arrières le 5 novembre, il est affecté à la compagnie du quartier général 31, détachement de son unité à **Paris**, devenue compagnie Autonome du Pacifique à la fin des hostilités le 8 mai 1945. Cette compagnie est dissoute le 26 février 1946, il est alors dirigé vers Marseille en vue de son rapatriement sur la Nouvelle-Calédonie. Le 20 mai 1946, il débarque à Nouméa et est finalement démobilisé le 21 juillet.

Après-guerre, Willie Porcheron travaille dans un service de travaux publics de **Nouméa** avec son camarade Jean Tranape. Willie Porcheron devient footballeur et basketteur. Il prend sa retraite fin 1978 et s'installe au **Chesnay** dans les Yvelines.

Il meurt en novembre 1980 à 62 ans. →

¹ Charles Porcheron fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

² Jean Tranape fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

³ Ari Wong Kim fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

⁴ John Martin fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

• **Décorations et citations :**

Le caporal-chef Willie Porcheron est titulaire de la médaille coloniale avec agrafe « Libye 42, « **Bir Hakeim** », « Tunisie » et « Tripolitaine », de la croix de guerre avec palme et étoile d'argent, de la médaille de la résistance française avec rosette, de la médaille commémorative (guerre 39-45) avec agrafe « Afrique », « Italie », « Libération », de la médaille des blessés et de la médaille militaire. Il est aussi titulaire de 2 citations (brigade et division).

• **Sources :**

SHD GR 16 P 486280

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

REJON Pierre

(1895 - 1922)

84^e Régiment d'infanterie

• Éléments biographiques :

Né le 29 juin 1895 à la **Trinité** en Martinique, Pierre Réjon perd sa mère jeune. Il est placé sous la tutelle d'un oncle à **Paris** et suit des études d'ingénieur à l'école des Arts et Métiers.

• Carrière militaire et campagnes :

Lorsqu'éclate la guerre, Réjon contracte le 22 août 1914 un engagement volontaire de quatre années. Affecté au 33^e régiment d'infanterie, il est promu au grade de caporal en novembre 1914 puis sergent le mois suivant. Réjon est blessé au combat le 10 juillet 1916 à **Vendresse** dans l'Aisne. Le 12 mai 1917, il est muté au 84^e régiment d'infanterie. Volontaire pour l'aviation, Réjon est accepté comme élève pilote le 8 juillet 1917 et obtient le 26 septembre 1917 son brevet de pilote militaire à l'école d'**Istres**. Après un stage effectué à **Avord**, il devient pilote de chasse en décembre 1917. Affecté à l'escadrille N 160 en janvier 1918, puis à la SPA 84 en avril, Réjon rejoint le 7 juin 1918 la SPA 62. Au sein de l'escadrille des coqs, il vole sur un Spad VII baptisé « Zaza » en hommage à sa sœur et remporte une victoire aérienne homologuée. Démobilisé en 1919, Pierre Réjon se reconvertit dans l'aviation civile. Le 14 août 1922, au cours d'un vol de réglage pour la Société des transports aériens guyanais, l'hydravion Breguet qu'il pilote s'écrase à **Saint-Laurent-du-Maroni**. Pierre Réjon et les trois autres membres d'équipage sont tués sur le coup.

• Décorations et citations :

Le 31 juillet 1918, le sergent Pierre Réjon est cité à l'ordre de l'aéronautique et reçoit la Croix de guerre. Le 20 septembre suivant, il fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée pour les faits suivants : « Pilote d'un courage à toute épreuve. Le 10 août au cours d'une mission à basse altitude à 12 km dans les lignes ennemies a engagé un combat très dur contre des adversaires supérieurs en nombre et abattu un avion allemand¹. »

• Bibliographie indicative :

Les escadrilles de l'aéronautique militaire française. Symbolique et histoire 1912-1920, Vincennes, Service historique de l'armée de l'Air, 2004.
Albindenis.free.fr
Outremermemory.com
Uneautrehistoire.org

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Le texte de cette citation a été transmis par le Centre des archives du personnel militaire de Pau. Le dossier du sergent Pierre Réjon est conservé par le Centre du service national de la Martinique.

RIVIERE Maxime Paul

(1921 - 1995)

Lieutenant de vaisseau

• Éléments biographiques :

Maxime Rivière¹ naît le 13 octobre 1921 à **Village des Avirons** sur l'île de La Réunion.

Il étudie au lycée Leconte de Lisle à **Saint-Pierre** et obtient un baccalauréat ès-mathématiques.

• Carrière militaire et campagnes :

Après le ralliement de la Réunion en décembre 1942, il suit une classe de Maths Sup à l'issue de laquelle il fait part le 5 février 1943 de son désir de s'engager dans les Forces françaises libres et est sélectionné pour un cours d'officier en Grande-Bretagne. Il rallie officiellement la France Libre le 4 mai 1943 à **Capetown** (matricule n°529-43). Il suit les cours de l'École navale (5^e session) à bord de l'avisos **Amiens**, bâtiment d'instruction des Forces Navales Françaises Libres de juin à décembre 1943 et en sort aspirant. Après un stage d'armes, il embarque sur la frégate *La Découverte* de février 1944 à novembre 1945. Il participe aux opérations du débarquement en Normandie, ainsi qu'au blocus des poches de l'Atlantique. Il est promu enseigne de vaisseau de 2^e classe le 1^{er} septembre 1944. Il quitte le service actif le 31 mai 1945. Licencié des sciences, il suit les cours de l'école supérieure d'Électricité (Supélec) et en sort en 1949 avec le titre d'ingénieur (1949). Il travaille ensuite à l'EDF (1948) avant d'intégrer la société *Energie Electrique de la Réunion* comme chef du service distribution (1949-1952). Après 1953, il devient directeur général adjoint, puis président directeur général, de la société *Sucrière du Quartier Français* à **Cambuston** sur l'île de La Réunion. Il redresse cette société familiale et la développe. Il dépose de nombreux brevets techniques dans le domaine de l'industrie sucrière et acquiert le statut d'expert international dans ce domaine. Il intervient dans le développement de la chambre économique de l'île et dans la banque de développement local. Il effectue des périodes de réserve sur le *Robert Giraud*

en 1958, sur la *Malouine* en 1963, à l'état-major du commandant de la marine à **Diego-Suarez**. Il est promu lieutenant de vaisseau de réserve le 10 novembre 1966. Il décède le 17 avril 1995.

• Décorations et citations :

Croix de guerre 1939-1945 (étoile de bronze)
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Médaille militaire
Citation de l'enseigne de vaisseau de 2^e classe Maxime Rivière à l'ordre du régiment, par décision n° 130 EMG 0 du 6 février 1946 :
« Embarqué à bord de la frégate La Découverte, a participé à de nombreuses missions d'escorte et de patrouilles en Manche, en Mer du Nord et en Atlantique, au débarquement des troupes alliées en Normandie, puis à la libération des poches de Royan et de l'île d'Oléron. Au cours de ces opérations, a fait preuve de belles qualités de courage et d'énergie. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre avec étoile de bronze ».

Le lieutenant de vaisseau Maxime Rivière dans la mémoire locale

Il existe une « rue Maxime Rivière » à **Sainte-Clotilde**, à **Sainte-Marie** d'une part et un « chemin Maxime Rivière » autre part sur l'île de La Réunion. La darse nord-est du port de **Pointe des Galets** à La Réunion porte nom de « darse Maxime Rivière ».

• Sources :

SHD-MV, CC7 4^e moderne 2389/5 (dossier du LV Maxime Rivière)
Emile Chaline (vice-amiral d'escadre) et Pierre Santarelli, *Historique des Forces navales françaises libres*, tome 3 : *Annuaire biographique des officiers des FNFL*, Vincennes, SHM, 1998, page 508.
Dictionnaire biographique de la Réunion, tome 3. *L'Express* 30 mars 2006

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Le dossier du capitaine Moïse Bébel est conservé au SHD sous la cote GR 8Ye 63 571.

ROBINEAU Paul

(1916-)

6^e Groupe autonome d'artillerie

• Éléments biographiques :

Paul Jules André Robineau naît le 30 juillet 1916 à **Nouméa**, en Nouvelle Calédonie.

Cet ancien combattant réside ensuite à **Marseille** avec son épouse et leurs cinq enfants.

• Carrière militaire et campagnes :

Le 25 juin 1935, il débute son service militaire au 6^e groupe autonome d'artillerie. Après avoir été rayé des cadres en juin 1938, ce jeune homme se rend à **Paris** pour suivre une formation de dessinateur d'études d'aviation. Le 2 septembre 1939, il est rappelé à **Nouméa** par la mobilisation générale puis officie à **une** batterie. Robineau est renvoyé dans son foyer le 19 août 1940. Dix mois plus tard, il s'engage le 1^{er} juillet 1941 comme volontaire pour la durée de la guerre dans les armées de la France libre. Ce combattant appartient au bataillon du Pacifique. Le 3 mars 1943, il quitte son île natale pour rejoindre l'Australie. Le 24 avril 1943, Robineau rejoint l'Angleterre. Affecté à l'armée de l'air en mai 1943, il reçoit le 16 juin 1943 le brevet de parachutiste. Parti en opération avec le 2^e RCP, Robineau est le 10 juin 1944 parachuté au-dessus du Morbihan à **Saint-Marcel**. Participant à la campagne de France, il contribue aux opérations de sabotage et à l'organisation des FFI de Bretagne. Le 5 août 1944, Robineau est blessé à **Locminé**. Rétabli, il combat dans la région de **Paris** puis de la Loire. Après un séjour en Angleterre en décembre 1944, Robineau participe en janvier 1945 à la campagne de Belgique. Le 31 janvier 1945, il est évacué à l'hôpital du Val de Grâce. Après un congé de fin de campagne de février à avril 1945, Robineau est décoré de la croix de guerre 1939-1945

et reçoit une citation à l'ordre de la division aérienne. En poste aux sports aériens à **Paris**, il est rapatriable sur son territoire d'origine et quitte la métropole en mars 1946. Démobilisé le 1^{er} juillet 1946, Robineau passe dans la réserve pour être affecté à un bataillon de l'air. Le 18 décembre 1947, il est promu au grade de lieutenant.

• Source :

Service historique de la Défense, Vincennes : SHD GR 16 P 515286

• Bibliographie indicative :

Françaislibres.net

François Broche, *Le Bataillon des guitaristes : l'épopée inconnue des FFL de Tahiti à Bir Hakeim 1940-1942*, Paris, Fayard, 1970.
Paul Robineau, *Paras calédoniens de la France libre*, Nouméa, éditions du Cagou, 1989

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

SAMSON Cyprien

(1897 - 1943)

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Cyprien Samson naît le 3 octobre 1897 à **La Terre-de-Haut-Saintes** en Guadeloupe. Il est le fils de Eustache et Marie Sassin. Il épouse Angèle Lecat le 9 mai 1942. Menuisier, il est domicilié à **Goussainville** (Val d'Oise).

• Carrière militaire et campagnes :

Arrêté le 17 octobre 1942 à **Goussainville**, il est condamné à mort par le tribunal allemand de Paris le 16 février 1943 pour « intelligence avec l'ennemi » en raison de ses activités de Franc-tireur. Bénéficiant d'un sursis d'exécution, il est interné à la prison de **Fresnes**. Déporté le 15 mars 1943 à **Karlsruhe**, puis le 1^{er} juillet sur le camp de **Wittlich**. Fin 1943, alors qu'il est atteint d'une infection pulmonaire, il est transféré dans la région de Breslau. Il meurt en déportation à cette même période (date inconnue). Le 30 novembre 1957, il se voit reconnaître la mention « Mort pour la France ».

• Sources :

SHD, DAVCC : 21 P 535 394

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

BOLOGNE DE SAINT-GEORGES Joseph dit le chevalier de Saint-George (vers 1747 - 1799)

• **Éléments biographiques :**

Dans son dossier militaire, il « paraît être né à la Guadeloupe en 1749¹ ». Il est cependant né en 1745 vraisemblablement dans la commune du **Baillif** (Basse-Terre). Sa mère, surnommée Nanon, est une esclave, sans doute raflée sur les côtes du Sénégal. L'identité du père naturel est toujours discutée, même si le nom le plus probable est celui de George Bologne de Saint-George, colon noble propriétaire de plantation. Ce dernier, en vertu du droit de cuissage, détourne Nanon. Joseph Bologne de Saint-George est donc né esclave, « mulâtre » selon la terminologie de l'époque. En 1747, George Bologne de Saint-George tue un adversaire en duel – peut-être son cousin Jean Hugues le Vanier de Saint-Robert. Il doit quitter la Guadeloupe pour échapper à la pendaison pour homicide. En 1748, il est condamné à mort par contumace et ses biens sont confisqués.

Puisqu'ils accompagnent George Bologne et son épouse Elizabeth dans leur traversée de l'Atlantique, et qu'ils débarquent en France, Joseph Bologne et sa mère ont très certainement reçu de leur maître le statut de serviteurs – s'ils étaient restés esclaves, ils auraient été vendus et dispersés comme biens meubles, ainsi que le stipule le « Code noir ». Le père de Joseph, gracié par Louis XVI, peut retourner aux Antilles dès 1749. Son fils, qui n'a pas le statut d'un homme libre, ne peut porter les titres de noblesse de son père. Cependant, une loi antérieure au « Code noir » fait de tout esclave posant les pieds sur le sol métropolitain un affranchi. Joseph Bologne reçoit une éducation d'aristocrate ; son père le fait introduire, en

France, dans les salons de la haute société. Joseph Bologne de Saint-George meurt à Paris en juin 1799 – sans descendance semble-t-il. Il serait mort de maladie, selon ses biographes. Son décès est attesté par les brèves qui lui sont consacrées dans plusieurs journaux parisiens. *L'Annuaire Musical* de 1855 précise que sa mort survient le mardi 12 juin 1799. Il n'existe aucune certitude quant au lieu de sa sépulture. En décembre 2001 à **Paris**, la « rue Richepance », à la limite des 1^{er} et 8^e arrondissements, ainsi nommée en hommage au général Antoine Richepance, figure de la répression des révoltes d'esclaves dans les colonies de Saint-Domingue, est débaptisée et renommée « rue du Chevalier-de-Saint-George ».

• **Carrière militaire :**

Joseph Bologne de Saint-George est surtout connu pour sa carrière de musicien. Il est également connu pour ses talents de fleurettiste. A son arrivée en France, il est placé dans une famille adoptive, les la Boëssière. Son père adoptif, Nicolas Texier de la Boëssière, est un maître d'arme réputé. Il forme son jeune disciple dans l'art de l'escrime – Saint-George est le prévôt de sa salle d'escrime –, et lui prodigue plus généralement l'éducation d'un gentilhomme de cour.

Joseph Bologne a croisé le fer avec plusieurs escrimeurs de renommée européenne, notamment le « chevalier d'Eon » à **Londres**². Il pratique également l'équitation, ce qui lui permet de s'engager comme gendarme dans la garde royale, sans doute en 1761 ou en 1764. Son nom serait donc inscrit dans les registres des gendarmes de →

¹ Il s'agit d'un mensonge de Saint-George lui-même : lorsqu'il sert dans la Garde nationale en 1791, il indique à l'officier de l'état-civil avoir « quarante-deux ans », ce qui le fait naître en 1748-1749 et non 1745. Peut-être Saint-George tient-il à « maintenir » son âge en-dessous des 46 ans. C'est surtout symbolique, car la masse des registres montre que l'on se soucie peu de l'âge pour enrôler... Voir Luc Nemeth, « Un état-civil chargé d'enjeux : Saint-George, 1745-1799 », in *Annales historiques de la Révolution française*, n°339, 2005/1, p. 79-97.

² Voir le tableau d'Alexandre-Auguste Robineau, *The fencing-match between the Chevalier de Saint-George and the Chevalier d'Eon* (vers 1787-1789, huile sur toile, 638/767 mm), Royal Collection.

la garde du Roi. Il peut désormais porter son titre de noblesse, et se fait appeler le chevalier de Saint-George. Il aurait également été capitaine des gardes du duc de **Chartres** (soit le duc d'Orléans). Présent à **Lille** au début de la Révolution française, il s'engage dans un premier temps dans la Garde nationale avec le grade de capitaine. Il sert sous les ordres du duc d'Orléans³, qui l'envoie en mission à Tournai à l'été 1791 – mais les émigrés le contraignent à quitter la ville. En septembre 1792, une députation de citoyens de couleur demande à l'Assemblée nationale la constitution d'une légion de soldats de couleur. Un décret du 6 décembre porte création de la « légion franche des américains », également mentionnée sous le nom de « légion franche de cavalerie des américains et du midi », formée « à l'instar des régiments de chasseurs à cheval et à laquelle on a donné le numéro 13 ». Cette légion correspond donc au 13^e régiment de chasseurs à cheval⁴. L'unité est placée sous le commandement de Joseph Bologne de Saint-George, qui y occupe les fonctions de chef de brigade avec le grade de colonel (1^{er} avril 1793).

Sous ses ordres sert notamment Alexandre Dumas père. Le 13^e régiment de chasseurs à cheval est rattaché à l'armée du Nord, commandée par le général Dumouriez. Il ne faut aucun doute que les hommes de cette unité, sous le patronage de leur chef, développent une conception militante de leur engagement, comme en témoigne la publication, le 17 mai 1793, d'une « Adresse à la Convention, à tous les Clubs et sociétés patriotiques pour les nègres détenus en esclavage dans les colonies françaises » signée par plusieurs officiers subalternes et bas officiers. Le 13^e régiment de chasseurs à cheval tient la place forte de **Lille** lorsque le général Dumouriez tente de s'en emparer. Le colonel de Saint-George, soupçonné de sympathies royalistes, est destitué de son commandement le 25 avril 1793, ainsi que 6 autres de ses officiers. Il est

arrêté et incarcéré « dans la maison d'arrêt d'**Hondainville** près Clermont-sur-Oise » de laquelle il est libéré le 2 Brumaire an III. Il est réintégré (13 Floréal an III) dans ses fonctions de chef de brigade du 13^e régiment de chasseurs à cheval, puis destitué à nouveau sur décision du ministre de la Guerre Jean-Baptiste Bouchotte – sans doute pour des raisons similaires. En réponse à une lettre de Saint-George demandant les motifs de sa suspension, le ministre répond qu'il ne peut lui répondre « autre chose sinon que le conseil exécutif a jugé cette mesure nécessaire dans les circonstances » ... Joseph Bologne ne récupère pas son commandement, en dépit de ses demandes réitérées et des appuis tant militaires que civils qui se manifestent en soutien de ses réclamations. Ainsi, une lettre non datée des officiers du 13^e régiment de chasseurs à cheval exprime « *leur regret de perdre un citoyen aussi brave que Saint-George en qui ils n'ont vu qu'un bon chef remplissant parfaitement ses devoirs de patriote animé des plus pures intentions et portant au plus haut degré l'amour de ses camarades* ». De même, le maire et les officiers municipaux de la commune de **Lille** signalent dans une lettre du 4 mai 1793 que « *le citoyen Saint Georges colonel du 13e Régiment de chasseurs à cheval, a montré des sentiments patriotiques dans toutes les circonstances et spécialement lorsqu'il est venu annoncer la trahison de Dumouriez* ». Ils ajoutent : « *quant au corps qu'il commande, nous le croyons composé de bons patriotes quoi qu'il nous soit quelque fois parvenu des plaintes contre quelques individus* ».

Le chevalier de Saint-George lui-même, dans une lettre adressée au Comité de salut public, probablement en 1795, proteste de son « *dévouement pour la Révolution* » et précise que la « *Patrie [...] eût difficilement échappé aux malheurs les plus funestes sans le zèle avec lequel [il se portait] à empêcher que la place importante de Lille ne tombât sous la puissance de Cobourg et de Dumouriez* ». Il est fort probable que Joseph Bologne paie ici le prix de l'ambiguïté de son statut social, tout à la fois esclave affranchi et fils de noble, méritocrate et aristocrate. Officier supérieur dans l'armée de la Révolution à la tête →

³ De toute évidence, il est un client de la maison d'Orléans. Le chevalier de Saint-George est un commensal de la famille ducale, pour le compte de laquelle il est maître de musique, chef d'orchestre mais aussi compagnon de loisirs.

⁴ Une « légion » se compose théoriquement de troupes montées et de troupes à pied. La « légion Saint-George » ne fut jamais dotée de son effectif en chasseurs à pieds.

d'une unité de gens de couleur, il est aussi homme de cour client de plusieurs des grandes familles aristocratiques de France, impliqué dans la vie culturelle, sportive et mondaine de la fin de l'Ancien Régime. C'est peu étonnant, dès lors, qu'il fasse partie des officiers chassés de l'armée de la Révolution lors des vagues d'épuration suscitées par l'insurrection de Vendémiaire (octobre 1795). On observe par ailleurs que les préjugés raciaux, qui se manifestent à certains moments de sa carrière de compositeur et de courtisan, ne semblent pas entraver sa carrière militaire.

• **Sources :**

Service Historique de la
Défense GR 2 YE 3670 20
Archives Départementales Gironde 6 B 50/1

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

SAUVAGE Roger Raymond

(1917 - 1977)

Pilote de chasse

• **Éléments biographiques :**

Roger Sauvage naît à **Paris** (Ménilmontant) le 26 mars 1917, d'un père d'origine martiniquaise tué quelques semaines plus tard au Chemin des Dames. Rêvant d'intégrer l'armée de l'Air après avoir lu *La Vie de Guynemer* (Henry Bordeaux), il réalise des études de mathématiques et de mécanique en consacrant ses loisirs à la découverte de l'aéronautique.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Sauvage s'engage volontairement le 26 avril 1937, passe par les écoles de **Tours** et d'**Angers**, et obtient son brevet de pilote le 12 octobre. Sergent le 12 février 1938, il est d'abord affecté au Groupe aérien de reconnaissance 553 avant de rejoindre la chasse à **Soissons**, finalement affecté à l'Escadrille 1/16 (Groupe de chasse 2/2) en janvier 1940. Il effectue de nombreuses missions d'observation durant l'hiver, avant de connaître son baptême du feu dans le ciel de Bretagne le 14 mai 1940. Il est victime d'un tir fratricide de deux Hurricane britanniques de la *RAF Advanced Air Striking Force*, confondant son chasseur lourd Potez 631 avec un Messerschmitt BF 110 d'allure similaire. Sauvage réussit à s'extirper de son appareil en flammes, demeurant quatre jours amnésique sous l'effet du choc. De retour en escadrille, il obtient deux victoires les 18 mai et 16 juin sur des bombardiers. Affecté à l'Escadrille 1/13 de **Nîmes** à l'issue de l'armistice, Sauvage rejoint **Casablanca** (Maroc) au sein du Groupe de Chasse 2/5. Sergent-chef le 31 décembre 1941, il intègre le Groupe de Chasse 3/3 de **Maison-Blanche** (Algérie) en août 1942. Aspirant le 1^{er} octobre 1943, désormais rattaché aux Forces Aériennes Françaises Combattantes, Sauvage est volontaire le même jour pour aller renforcer le Régiment de chasse 3/5 « Normandie » sur le front de l'Est, durement éprouvé durant sa première campagne dans le cadre de la contre-offensive soviétique du printemps et de l'été dans le sud de la Russie.

Parvenu sur le terrain de Toula au sud-est de **Moscou** le 7 janvier 1944, Sauvage décrit dans ses mémoires le choc de la rencontre avec l'hiver russe, au regard de ses origines :

J'appréhende, en gardant le sourire, décollages et atterrissages sur la neige, cette substance traîtresse, contre laquelle c'est peut-être mon hérédité qui me hérisse [...] Perdu ! Ça me guettait, et la conviction insensée me transperce que c'est bien pour moi, que ce sera mon lot sans remède, que je ne suis pas né pour ces steppes sans découpures, moi, le fils des îles tropicales. On ne va pas contre son sang !

Le régiment est engagé à la fin de juin 1944 dans le cadre de l'opération *Bagration*, une vaste offensive soviétique contre la Biélorussie, puis la Lituanie durant l'été. Sauvage n'obtient ses premières victoires sur le front Est qu'à partir du 14 octobre lors d'une première tentative infructueuse de l'Armée rouge contre la Prusse-Orientale, le régiment recevant à cette occasion son appellation définitive de « Normandie-Niemen » décernée par Staline. Son compteur débloqué, promu au grade de sous-lieutenant le 27 octobre, Sauvage obtient 16 victoires confirmées jusqu'à la fin des combats, participant à la difficile capture de Königsberg en avril 1945. De retour avec les survivants du régiment le 20 juin suivant au **Bourget**, Sauvage est promu lieutenant le 25 septembre. Il est affecté au Groupe de Chasse 1/7 « Provence » à Friedrischafen en Allemagne le 14 avril 1947, puis au Commandement de la défense aérienne du territoire à **Versailles** en fin d'année, à l'Entrepôt de l'armée de l'Air en mars 1948, et au Groupement de contrôle tactique aérien n°72 à **Metz** en mars 1950. Capitaine le 1^{er} avril suivant, Sauvage sert au Service de l'information du Cabinet du secrétaire d'État aux Forces armées de l'Air à **Paris** en août 1951, puis est détaché en octobre en tant qu'officier de presse au Service de l'aviation légère et sportive à **Paris**. →

Placé en congé en décembre 1954, il est admis à la retraite un an plus tard et versé dans la réserve jusqu'au 1^{er} janvier 1968, date de l'admission à l'honorariat de son grade. Dans sa nouvelle vie civile, Sauvage milite dans la politique (« Union et fraternité française » de tendance poujadiste) et rédige ses mémoires, *Un du Normandie-Niemen* (1950) et *La Soif de l'air* (1952), jusqu'à son décès le 26 septembre 1977 à l'âge de 60 ans. Il totalise 1 782 heures de vol et 58 missions de guerre.

• **Décorations et citations :**

Médaille militaire (04/4/1945)
Chevalier de la Légion
d'Honneur (23/06/1945)
Officier de la Légion d'Honneur (15/11/1946)
Commandeur de la Légion
d'Honneur (23/08/1953)
Croix de Guerre 1939-1945 avec
9 palmes et 2 étoiles de Vermeil
Ordre du Mérite de la Guerre
pour la Patrie 1^{er} degré
Ordre Alexandre Nevski
Médaille de la Victoire
Médaille de Königsberg
Six citations à l'ordre de l'Armée aérienne
et deux à l'Aviation de chasse.

• **Sources :**

SHD Vincennes / Archives Air
/ DE 2017 ZL 82/1014

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

SIMON Albert

(1890 - 1948)

Lieutenant-colonel

• **Éléments biographiques :**

Albert Hervé Simon naît le 10 septembre 1890 à **Kourou** en Guyane française.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Bachelier es lettres et étudiant, il signe le 2 octobre 1908 un acte d'engagement volontaire. Débutant comme soldat de deuxième classe au 19^e régiment d'infanterie, il est le 1^{er} octobre 1912 reçu à l'école militaire de **Saint-Maixent**. Le 22 août 1914, en conduisant sa section de mitrailleuses à l'assaut, le sous-lieutenant Simon est blessé par balle au bras droit, au poumon et à la tête. Son taux d'invalidité est de 25 %. Le 22 mai 1917, il est versé dans l'aéronautique et, le 6 juillet suivant, est fait capitaine. Du 5 septembre 1917 au 13 février 1918 Simon est observateur à l'escadrille Sop 129. Du 14 février au 31 septembre 1918, il est officier de renseignement au groupe de bombardement n°4. Du 1^{er} octobre au 19 octobre 1918, Simon officie à l'état-major de la 1^{re} Division aérienne. Après avoir été hospitalisé, Albert Simon est le 9 août 1919 cité à l'ordre de la 1^{re} Division aérienne : « *Blessé grièvement le 22 août 1914 à Maissin (Belgique). Inapte à l'infanterie à la suite de cette blessure, est passé dans l'Aviation sur sa demande. A pris part en qualité d'observateurs à de nombreuses expéditions de bombardement, faisant preuve de brillantes qualités militaires et professionnelles. Affecté à l'état-major de la 1^{re} Division aérienne, s'est fait remarquer par ses chefs, par son zèle, son dévouement et son travail assidu.* » Cette citation lui vaut la Croix de guerre avec étoile d'argent. Le 25 janvier 1920, Simon est cité à l'ordre de l'Armée et reçoit la Croix de guerre avec palme. Du 22 novembre 1920 au 9 août 1922, il est directeur du Centre

d'instruction de tir et de bombardement de **Cazaux**. Le 12 mai 1921, Simon obtient le brevet de pilote aviateur militaire. Ses aptitudes à des emplois techniques et ses talents d'organisateur le désignent pour plusieurs postes d'adjoint technique. Du 10 août 1922 au 24 novembre 1924, il est en poste à **Cazaux**. Du 25 novembre 1924 au 12 janvier 1926, il sert au 22^e régiment d'aviation. Du 28 janvier au 18 juillet 1926, il œuvre au 39^e régiment d'aviation. À ce titre il effectue en février et mars 1926 plusieurs reconnaissances dans la région de l'Hermon (entre la Syrie et le Liban actuels). Ce qui lui vaut le 5 août 1926 une citation à l'ordre des troupes du Levant et la Croix de guerre des Territoires d'opérations extérieures. Du 19 juillet au 31 décembre 1926, Simon est commandant du parc d'aviation n°39. Le 5 août 1926, il est cité à l'ordre de la brigade. Le 25 juin 1928, Simon devient commandant (chef de bataillon). En octobre 1934, il exécute une mission en Chine du Sud. Son rapport est remis au général commandant supérieur des troupes d'Indochine et au ministère de l'Air. Le 28 décembre 1934, Simon est fait officier de la Légion d'honneur. Le 15 décembre 1937, il atteint le grade terminal de lieutenant-colonel. Après une interruption de service le 1^{er} octobre 1940, Simon est radié des cadres le 21 septembre 1945. Il a effectué un total de 39 ans et 3 mois de service, dont deux ans dans la réserve. Le lieutenant-colonel Albert Simon décède le 8 décembre 1948 à l'âge de 58 ans. Marié et père, il laisse une veuve et un enfant.

• **Sources :**

Archives SHD Vincennes dossier militaire 1 P 27613 (1)

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

TEAUPAHERE Tetuahira

(1924-)

Bataillon du Pacifique

• Éléments biographiques :

Ari Wong Kim né en 1924 à Tahiti (Polynésie) à une date inconnue. Il est le fils de Wong Kim, un artisan ressortissant chinois, et de Heimano a Ani. Il est élevé par son oncle et sa tante maternelle à Papara. Il a une sœur, Ah-Len, et trois frères : Ten Song Ani, Ah Loi et enfin Tetuahira a Teaupahere, né le 06 avril 1922.

• Carrière militaire et campagnes :

Au déclenchement de la guerre, Ari Wong Kim n'a que 16 ans. Il usurpe alors l'identité de son frère aîné Tetuahira pour s'engager auprès des Forces Françaises libres le 16 septembre 1940. Il annonce au bureau du recrutement être né le 14 août 1921 à **Papeete**. Engagé volontaire pour la durée de la guerre au titre du corps expéditionnaire français du Pacifique, il est nommé soldat de 2^e classe et affecté à la Compagnie Autonome d'infanterie coloniale le 16 septembre 1940. Le 21 avril 1941, il quitte **Papeete** à bord du *Monowai* pour **Nouméa** (Nouvelle-Calédonie), qu'il atteint à la fin du mois. Le 3 mai, en compagnie des frères Porcheron¹, de John Martin² et de Jean Tranape³, il embarque à bord du *Zealandia* pour rejoindre **Sydney** (Australie) le 9 mai. Son dossier militaire très succinct ne donne que peu d'information sur son action au cours de la guerre, toutefois il participe avec le Bataillon du Pacifique n° 1 à toutes les missions allouées.

Après 45 jours d'entraînement, il embarque avec le BP1 vers le Moyen-Orient et débarque à **Suez** le 31 juillet 1941. Le lendemain il est dirigé sur la Palestine où il effectue avec son unité cinq mois d'entraînement, puis vers la Syrie fin août. Il participe ensuite à la campagne d'Égypte, puis de Libye où le contingent est engagé début 1942 au sein de la

1^e Division Française Libre, en formation sous les ordres du général Koenig. Avec son unité, il prend part à la bataille de **Bir-Hakeim**.

À la suite des pertes subies par le 1^e bataillon d'infanterie de marine (BIM) et le bataillon du Pacifique (BP1) durant le siège et la sortie de **Bir Hakeim**, le général Koenig décida le 1^e juillet 1942 de fusionner les deux unités pour former, à compter du 16 juin 1942, le bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP). A nouveau, il participe aux campagnes d'Égypte, de Libye, de Tripolitaine puis enfin de Tunisie jusqu'en mai 1943. Le 17 avril 1944, il est dirigé avec son unité vers l'Italie et débarque à **Naples** le 20 pour participer à la campagne d'Italie, où il est blessé. Débarqué le 16 août à **Cavalaire** (Var), il participe à la campagne de France et est de nouveau blessé⁴.

À la fin des combats, Ari Wong Kim s'installe en métropole.

• Décorations et citations :

Aujourd'hui âgé de 96 ans, Ari Wong Kim réside **Au Breuil** en Auge (Normandie). Il est le dernier des Tamari'i Volontaires et survivant du bataillon du Pacifique. Il a été fait chevalier de la Légion d'honneur le 18 septembre 2020. Il est titulaire de la Croix de guerre 1939-1945, de la médaille coloniale, de la médaille de la Résistance.

• Sources :

Service historique de la défense,
Vincennes : SHD GR 16 P 564141

• Bibliographie indicative :

Jean-Christophe Teva Shigetomi, *Tamari'i volontaires, Les Tahitiens dans la seconde guerre mondiale*, vol. 1 et 2, 2015-2016.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Charles et Willie Porcheron font chacun l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

² John Martin fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

³ Jean Tranape fait l'objet d'une fiche biographique fournie par le SHD.

⁴ Les circonstances exactes de ses deux blessures successives ne sont pas retranscrites dans son livret matricule.

TECHER Auguste

(1912 - 1968)

3^e compagnie du 24^e Régiment d'Infanterie Coloniale

• Éléments biographiques :

Auguste Techer¹ naît le 17 mai 1912

à **Rivière-Saint-Louis** (La Réunion).

Mort le 5 septembre 1968 à

Aincourt (Val d'Oise).

• Carrière militaire et campagnes :

Il s'engage le 6 décembre 1930 comme soldat de 2^e classe au sein du 21^e Régiment d'Infanterie Coloniale (21^e RIC), puis du 11^e Régiment d'Infanterie Coloniale (11^e RIC) stationnés sur l'île. Il séjourne à **Saigon** (Cochinchine), puis est affecté au 9^e Régiment d'Infanterie Coloniale (9^e RIC), se rengage et est en poste pendant dix-huit mois à **Haiphong** (Tonkin). Le 5 février 1939, il est versé au Régiment d'Infanterie Coloniale du Maroc (RICM) d'**Aix-en-Provence** qui s'embarque pour le Levant. Affecté à la 3^e compagnie du 24^e Régiment d'Infanterie Coloniale sous les ordres du capitaine Folliot, il choisit de poursuivre le combat aux côtés des Britanniques : les 130 hommes de la 3^e compagnie passent en Palestine, le 27 juin 1940, à Saint-Jean d'Acre. Envoyés au camp de **Moascar** sur le canal de **Suez**, ils constituent un des éléments du 1^e Bataillon d'Infanterie de Marine (1^e BIM).

Du 16 septembre au 9 décembre, la 1^{re} compagnie du BIM patrouille dans le désert aux côtés des Britanniques : volontaire pour toutes les sorties, le soldat Techer devient le spécialiste de la pose de mines dans le dispositif ennemi. Blessé le 1^{er} avril 1941, il refuse son évacuation et, après quelques soins sommaires, il reprend son poste sous les obus de l'Afrika Korps. Le 26 mai 1941, le général de Gaulle lui remet à **Qastina** en Palestine la Croix de la Libération et, le 15 juin 1941, il devient soldat de 1^{re} classe. Au cours de la campagne de Libye, Auguste Techer prend part à la défense de **Bir-Hakeim** (mai-juin 1942). À l'issue de la

bataille, il intègre le Bataillon d'Infanterie de Marine et du Pacifique (BIMP) issu de la fusion des effectifs, décimés, du Bataillon du Pacifique et du 1^{er} Bataillon d'Infanterie de Marine. Muté à la mission militaire française d'Égypte le 27 septembre 1942, il est nommé caporal le 1^{er} octobre avant la bataille d'**El-Alamein**. Avec la 1^{re} Division Française Libre (DFL), il participe à la campagne d'Italie (mai-juin 1944) Caporal-chef le 1^{er} juillet 1943, il débarque en Provence en août 1944 et prend part à la campagne de France : vallée du Rhône, Vosges et Alsace. Nommé sergent en janvier 1945, il termine la guerre dans le sud des Alpes (massif de l'Authion).

Après la capitulation de l'Allemagne, il part pour l'Indochine où il y obtient la médaille militaire. Démobilisé en juin 1950, il se rengage en 1953 et repart pour l'Extrême-Orient où il sert jusqu'en mars 1955.

• Décorations et citations :

Compagnon de la Libération par décret du 7 mars 1941 (n° 59)
Médaille militaire remise par le général Monclar le 14 mai 1944
Croix de guerre 1939-1945 (1 palme)
Médaille coloniale avec agrafes « Libye », « Bir-Hakeim 1942 » et « Extrême-Orient »
Médaille des Services Volontaires dans la France Libre
Médaille des anciens combattants du Levant

*« Employé comme cuisinier (cuisine troupes).
Connaît son métier et travaille beaucoup.
Rend de réels services dans son emploi. Tenue
bonne. Conduite très bonne »* (Appréciation
du chef de bataillon Buchet, de la
mission militaire française en Égypte).

• Source :

Service historique de la Défense,
Vincennes : SHD GR 16 P 564 074.



¹ Le dossier du sergent-chef Auguste Techer est conservé au SHD sous la cote GR 16P dossier n° 564 074.

• **Bibliographie indicative :**

Trouplin Vladimir (conservateur en chef du musée de l'Ordre de la Libération), *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Paris, mai 2010, édition Elytis, pages 999-1 000.

Notin Jean-Christophe, *1061 compagnons. Histoire des compagnons de la Libération*, Paris, 2000, Perrin, 822 p.

Musée de l'Ordre de la Libération, dossier n° 976 « Auguste TECHER »

Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Auguste TECHER »

Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « 1^{er} Bataillon d'Infanterie de Marine 1940-1942 »

Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Bataillon d'infanterie de Marine et du Pacifique 1942-1945 »

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

TEHEI Christian

(1934 - 1976)

Gendarme

• Éléments biographiques :

Né le 27 septembre 1934 à **Papeete**

- Tahiti (Polynésie française)

• Carrière militaire et campagnes :

Appelé à servir sous les drapeaux, le 16 avril 1959, Christian TEHEI est incorporé à la compagnie autonome d'infanterie de marine où, nommé sergent le 1^{er} mai 1960, il sert jusqu'au 16 octobre de cette même année.

Le 27 février 1961, il intègre la gendarmerie en qualité d'élève auxiliaire de gendarme du groupe du Pacifique. Le 1^{er} mars 1963, il est affecté au peloton mobile de **Papeete**. Le 1^{er} décembre 1961, il est muté à la brigade territoriale de **Paea**. Après avoir été titularisé et nommé auxiliaire de gendarme de 4^e classe, le 1^{er} septembre 1962, il intègre, à **Fréjus**, le 23 juin 1963, le 8^e stage d'élèves gendarmes de cadre d'Outre-Mer. A l'issue de cette formation, le 15 avril 1964, il est affecté au peloton mobile n°29 de **Papeete** en qualité de titulaire gendarme du cadre d'Outre-Mer.

Le 1^{er} mars 1966 Il est admis dans le corps des sous-officiers de carrière dans la légion de gendarmerie du Pacifique. Le 9 juillet 1967, il rejoint la brigade de **Papeete**.

Le 6 novembre 1970 il est félicité par le commandant de la Légion de Gendarmerie du Pacifique pour son attitude exemplaire¹. Le 23 septembre 1972, il est nommé officier de police judiciaire au groupement de gendarmerie de la Polynésie française.

Le 1^{er} mars 1973, il est affecté à la brigade des fichiers de recherche de **Papeete** où il est félicité par le chef du corps le 18 janvier 1973² et le premier janvier 1974³.

Le 1^{er} octobre 1975, Il est promu maréchal des logis du cadre d'Outre-Mer. Le 16 août 1974, il prend le commandement de la brigade territoriale de **Raiatea** (Polynésie française). Il disparaît en mer le 11 février 1976 en participant volontairement à une expédition de secours, particulièrement périlleuse, destinée à récupérer un blessé grave sur un îlot éloigné.

• Décorations et citations :

« Chef au cœur généreux, animé constamment par le souci du bien public », le maréchal des logis-chef Tehei a été cité à l'ordre de la gendarmerie nationale en 1976 par le ministre de la Défense⁴. Il s'est vu attribuer la médaille de la gendarmerie nationale à titre posthume le 04.08.1976.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Félicitation du colonel, commandant la Légion de Gendarmerie du Pacifique, n°2324/2 du 6 novembre 1970.

² Félicitation du Chef du Corps n°58/2 du 18 janvier 1973.

³ Félicitation du Chef du Corps n°608/2 du 1er janvier 1974.

⁴ Décision n°16 en date du 4 août 1976. SHD.

THEOPHILE Sylvestre

(1962 - 1983)

1^{re} Classe

FINUL

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Sylvestre Théophile né le 1^{er} janvier 1962 aux **Abymes** en Guadeloupe. Il est Mort pour la France le 23 octobre 1983 à **Beyrouth**.

• Carrière militaire :

Appelé du contingent en 1982, il est affecté au 1^{er} régiment des parachutistes de **Pau** (Pyrénées-Atlantiques) et s'engage pour un service long. Nommé 1^{re} classe en septembre 1983, il est volontaire pour servir au titre de la Force intérimaire des Nations-unies au Liban (FINUL). Débarqué à **Beyrouth** (Liban) le 27 septembre, il est déployé au sein de la force multinationale de sécurité, qui a mission de maintenir la paix dans les rues de la capitale libanaise. Sylvestre Théophile trouve la mort lors du double attentat du 23 octobre 1983, qui coûte la vie à 58 soldats français dans leur cantonnement du « poste Drakkar » et 241 morts américains stationnés à l'aéroport de Beyrouth. Il est déclaré Mort pour la France le 9 décembre 1983.

• Décorations et citations :

Par décret du Président de la république le 5 mars 2021 il est décoré à titre posthume de la médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme.

• Source :

ONAC Guadeloupe.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

THOMAS Ferdinand

(1901 -)

Capitaine du 7^e Bataillon FFI du Morbihan

• Éléments biographiques :

Ferdinand Thomas naît le 12 septembre 1901 à **Ile Nou** (Nouvelle-Calédonie). Il est le fils de Louis Thomas, ancien fonctionnaire du ministère des colonies, et de Anne Le Foulgoc, tous deux Mort pour la France le 7 août 1944. Il est marié à Jeanne Cabrol avec laquelle il aura 3 enfants.

• Carrière militaire et campagnes :

Ferdinand Thomas est élève de l'école du service de santé militaire de **Lyon**, section des troupes coloniales, de 1929 à 1934. Il suit ensuite une année de formation à l'école d'application du service de santé des troupes coloniales à **Marseille** de 1934 à 1935 où il est nommé en décembre 1934 médecin-lieutenant de réserve. Docteur en médecine, il est diplômé de l'institut de médecine coloniale de **Paris**. Il devient à une date inconnue médecin de l'hôpital hospice de **Hennebont** (Morbihan).

Mobilisé en 1938 en qualité de médecin dans un bataillon de pionniers, il est dirigé en septembre 1939 sur l'hôpital de la Perverie de **Nantes**. En mai 1940, il est affecté à l'hôpital militaire complémentaire de Purpan à **Toulouse**. Il semblerait qu'il soit démobilisé à la suite de l'armistice de juin 1940 et renvoyé à son affectation originelle auprès de l'hôpital d'**Hennebont**.

Il entre en résistance au profit de l'Armée Secrète (AS) en septembre 1942. Il sert en qualité d'agent P1 (agent de renseignement qui travaille pour la résistance d'une manière habituelle) au sein du réseau « Cahors-Asturie » des Forces françaises

combattantes entre mars 1943 et mai 1944 où il rejoint l'Organisation de résistance de l'Armée (ORA). Profitant de son statut de médecin, son cabinet médical devient un lieu de rendez-vous de la résistance, ainsi que le quartier général de résistants et de réfractaires au Service du Travail Obligatoire.

Au sein de la résistance, il dirige et effectue de nombreux transports d'armes, d'explosifs et de sabotages dans la région de **Hennebont**. Parallèlement, il participe activement au recrutement de résistants dont le nombre permet de constituer une compagnie, devenue la 5^e compagnie du 7^e Bataillon FFI du Morbihan. Le 6 juin 1944, il est nommé aux fonctions de capitaine au sein de son unité des Forces françaises de l'intérieur (FFI)¹. Sous son commandement direct, cette compagnie effectue de nombreuses actions de guérillas et de nettoyage de la région et poursuit son activité jusqu'à la libération totale du Morbihan. Il est blessé par balle le 14 août 1944.

• Décorations et citations :

Ferdinand Thomas est titulaire de la croix de guerre et de la médaille de la résistance.

• Source :

SHD GR 16 P 569391

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

¹ Son grade de capitaine, initialement accordé à titre temporaire (dit aussi « fictif ») au sein des forces françaises de l'intérieur, sera ratifié en juillet 1951.

TIHONI Pita

(1921 - 1989)

Soldat de première classe

Forces aériennes françaises libres

• Éléments biographiques :

Pita Tihoni naît le 3 avril 1921 à Teahupoo sur la presqu'île de Tahiti Iti (Polynésie française).

• Carrière militaire et campagnes :

Le 21 juin 1940, Pita Tihoni est promu soldat de deuxième classe après avoir été précédemment incorporé à la Compagnie autonome d'infanterie coloniale de Tahiti comme jeune soldat appelé. Le 9 septembre 1940, il prend un engagement volontaire au sein des Forces aériennes françaises libres pour la durée de la guerre plus trois mois. Le 26 novembre 1942, Tihoni change d'arme et est affecté chez les parachutistes. Le 24 mars 1943, il embarque à **Auckland** (Nouvelle-Zélande) sur le navire « Monowai ». Le 2 juin, Tihoni débarque à **Glasgow** (Écosse) pour être affecté à la compagnie lourde du 4^e Bataillon du 2^e Régiment de chasseurs parachutistes. Le 27 août 1943, il obtient son brevet de parachutiste et est nommé à l'emploi de soldat de première classe. Après avoir suivi l'instruction de commando SAS dans le camp de **Cirencester** (Angleterre), le 10 juin 1944 il quitte par avion ce camp pour être parachuté le même jour à **Saint-Marcel** (Loire Inférieure). Le 21 juin, ce combattant est capturé par des soldats allemands. Il passe par différents camps de prisonniers (**Pontivy, Vannes, Rennes, Chartres, Paris, Châlons-sur-Marne, Limbourg**) avant d'arriver à celui de **Mühlberg** (Allemagne). Le 23 avril 1945, Tihoni est libéré par les troupes russes. Le 7 mai, il est dirigé sur la ville de **Riesa** (Allemagne). Le 20 mai, Tihoni est embarqué à Hall (Allemagne) par un camion américain. Dirigé d'abord sur **Nantes**, il est affecté à Paris le 30 juin au

sein de la Compagnie autonome d'infanterie coloniale du Pacifique. Après avoir gagné **Saintes** le 20 septembre 1945, il arrive à **Saint-Laurent-du-Var** le 25 décembre puis à **Marseille** le 19 février 1946. Le 14 mars, Tihoni embarque sur le bateau « Sagittaire ». Débarqué à **Papeete** le 5 mai, il est placé le même jour en congé libérable jusqu'au 4 juillet. Le lendemain, Tihoni obtient un congé FFL de six mois. Le 4 janvier 1947, il est rayé du corps et de l'armée.

• Décorations et citations :

Pita Tihoni est décoré de la Croix de guerre avec étoile de bronze. Il est cité à l'ordre du régiment le 30 octobre 1944.

• Sources :

Centre du Service National et de la Jeunesse de Polynésie française, n° d'immatriculation au recrutement 419 780 01 27

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives de Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

THOME Anne

(1921 -)

Bataillon Antillais en tant qu'infirmière de 2^e classe

• **Éléments biographiques :**

Anne Thome naît le 18 avril 1921 à **Rivière-Pilote** en Martinique. Célibataire, elle est la fille de Henri et Henriette Thome.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Infirmière au déclenchement de la guerre, elle s'engage dans les Forces Françaises libres depuis l'île de la Dominique le 26 avril 1943 et est affectée au Bataillon Antillais en tant qu'infirmière de 2^e classe. Affectée au Bataillon Antillais n°5 le 4 octobre, elle est nommée au grade de sergent à compter du 15 novembre 1943. Désignée pour faire partie des renforts, elle est dirigée sur l'AFN et embarque pour **Casablanca** le 12 mars 1944. A son arrivée, elle est affectée à l'hôpital militaire « Auvert » de **Fez**.

En mai 1945, elle est mise à la disposition du directeur du service de santé de la 1^{re} Armée française du général de Lattre et dirigée vers la métropole. Débarquée en France le 9 juin, elle passe la frontière franco-allemande pour rejoindre son affectation à l'hôpital complémentaire 402.

Nommé infirmière 1^{re} catégorie le 25 décembre 1945, elle est mise à disposition du directeur de service de santé des troupes d'occupations d'Allemagne en février 1946 et affectée au 432^e Bataillon médical, puis à l'hôpital d'évacuation n°482.

Rengagée successivement pour 6 mois entre mars 1946 et janvier 1948 au titre de la 661^e section d'infirmiers militaires en Allemagne, son contrat est reconduit successivement jusqu'en avril 1967. Elle est nommée infirmière 2^e catégorie le 1^{er} janvier 1958.

Atteinte par la limite d'âge, Anne Thome est admise à faire valoir ses droits à la pension de retraite après 23 ans et 11 mois de service, dont près de 22 ans en Allemagne.

• **Sources :**

SHD GR 16 P 570185

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

TRANAPE Jean

(1918 - 2012)

Bataillon d'infanterie de Marine et du Pacifique

• **Éléments biographiques :**

Jean Tranape¹ naît le 3 décembre 1918 à **Nouméa** d'un père vietnamien. Il est orphelin dès son plus jeune âge.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Il effectue son service militaire au sein du Bataillon Mixte d'Infanterie Coloniale (incorporation en janvier 1940) à **Nouméa**. Après le ralliement de la Nouvelle-Calédonie à la France Libre à la fin du mois de septembre 1940, il se porte volontaire pour le Corps expéditionnaire du Pacifique rassemblé à l'initiative du Commandant Félix Broche, commandant les troupes de Tahiti. Avec 300 Tahitiens volontaires, les volontaires de la Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides forment alors le Bataillon du Pacifique (BP 1) à l'effectif de 550 hommes. La date de son engagement officiel dans les Forces Françaises Libres « *pour la durée des hostilités* » est le 20 avril 1941.

Après 45 jours d'entraînement en Australie près de **Sydney**, les « *Pacifiens* » arrivent au Moyen-Orient en juillet 1941 et passent cinq mois près de **Tel Aviv** en Palestine. Le 28 décembre 1941, la 1^{er} BFL au complet se met en marche vers la Libye. Jean Tranape participe à toutes les actions du bataillon qui est engagé dans la campagne d'Afrique au sein de la 1^{re} Brigade française libre du général Koenig. Il prend part aux campagnes de Libye, de Tripolitaine et de Tunisie :

Baptême du feu avec la prise du col d'Halfaya, à la frontière égypto-libyenne, le 15 janvier 1942 : 6 500 Italiens et Allemands capturés

Relève d'une unité britannique à **Bir-Hakeim** le 14 février 1942 : construction de fortifications pendant trois mois, nombreuses incursions en profondeur pour harceler l'ennemi, collecte de renseignements
Bataille de **Bir-Hakeim** : sur le flanc sud-ouest de la position, le BP 1 repousse l'attaque de la division italienne *Ariete* le 27 mai 1942 et à nouveau le 6 juin. Le 9 juin, lors d'une attaque, il perd son chef, le lieutenant-colonel Broche, et son adjoint, le capitaine Bricourt. Le 10 juin, l'ordre d'évacuation ayant été donné

par le commandement britannique, le BP 1 force le passage et rejoint la VIII^e Armée. « *Les volontaires du Pacifique, à la pointe du combat, confirment la valeur militaire dont ils avaient fait preuve au cours des opérations qui ont précédé la bataille et donnent la preuve de l'attachement à la France de ses enfants du Pacifique. La France combattante est fière de ses enfants du Pacifique* » écrit alors le général de Gaulle.

Jean Tranape est intégré au Bataillon d'Infanterie de Marine et du Pacifique (BIMP) issu de la fusion des effectifs, décimés à **Bir-Hakeim**, du Bataillon du Pacifique et du 1^{er} Bataillon d'Infanterie de Marine. Le BIMP est placé sous les ordres du commandant Bouillon, compte un peu moins de 700 hommes et fait partie intégrante de la 1^{re} Division française libre. Après la bataille d'**El-Alamein** (Égypte), qui stoppe l'avancée des forces de l'Axe, le BIMP est la seule unité française, avec une colonne volante de chars et d'automitrailleuses des spahis marocains, à être détachée auprès de la VIII^e armée britannique pour prendre part à la poursuite offensive de l'ennemi qui s'amorce dès le 5 novembre 1942. Il pénètre en Tunisie le 23 février 1943 où, du 14 mars au 5 mai, il est la seule unité de la 1^{re} DFL à opérer avec les troupes de la Force L du général Leclerc. Le 13 mai 1943, les forces de l'Axe se rendent. La division a capturé 1 200 officiers et 23 000 hommes.

Après une période de réorganisation et d'entraînement intensif consécutif à l'incorporation de recrues d'Afrique du Nord et d'évadés de France, le BIMP est incorporé, en octobre 1943, à la 4^e Brigade de la 1^{re} DFL du général Brosset. Le 20 avril 1944, avec la DFL, le BIMP débarque en Italie. L'offensive générale est déclenchée le 11 mai au soir. Le 12 mai 1944, Jean Tranape est blessé par éclats de grenade dans la région du mont Girofano mais il refuse de se laisser évacuer. Malgré la perte de son chef, le chef de bataillon **Magny**, le BIMP atteint ses objectifs : la ligne *Gustav* est rompue. Le 4 juin, les faubourgs de **Rome** sont atteints, une compagnie du BIMP y fait son entrée et défile seule. Le 30 juin 1944, Jean Tranape est décoré par le Général de Gaulle de la Croix de la Libération au cours d'une prise d'armes →

¹ Le dossier du sergent-chef Jean Tranape est conservé au musée de l'Ordre de la Libération sous la cote 1 002.

à Marcianise, près de **Naples**, en Italie. Avec le BIMP, il débarque en Provence à **Cavaire** dans la nuit du 16 au 17 août 1944 et « découvre » la métropole à l'occasion de sa libération. Il participe à la libération de **Hyères** et de **Toulon** au cours de laquelle il est de nouveau blessé par balle (21 août). Évacué sur l'Afrique du Nord, il rejoint le 26 décembre les rescapés de son bataillon qui, après la remontée de la vallée du Rhône et les combats des Vosges, ont été relevés du front et mis au repos à la caserne Latour-Maubourg à **Paris**. Porte-drapeau de son unité lors du défilé du 18 septembre 1945 sur les Champs-Élysées car son élément le plus décoré, il termine la guerre avec le grade de sergent-chef. Le 14 mars 1946, les rescapés du Pacifique embarquent à **Marseille** sur le *Sagittaire* pour regagner leurs îles. Démobilisé en juillet 1946, Jean Tranape reprend son métier de dessinateur projeteur industriel, en Nouvelle-Calédonie d'abord, en métropole ensuite.

Décédé le 21 août 2012, il était le dernier survivant du Bataillon du Pacifique.

• Décorations et citations :

En juin 1942, après la bataille de **Bir-Hakeim** à l'issue de laquelle il est cité à l'ordre de l'Armée, pour son sens de l'initiative « *au cours des nombreux coups de mains auxquels il a participé* »,

Chevalier par décret du 21 avril 1945, officier par décret du 26 octobre 1960 (décoration remise par Roger Frey, ministre de l'Intérieur), cravate de commandeur de l'ordre de la Légion d'Honneur par décret du 13 mai 1996 (*JORF* du 18 mai 1996, page 7 473) remise par le Président de la République Jacques Chirac au Palais de l'Élysée, le 18 juin 1996
Compagnon de la Libération par décret du 20 novembre 1944
Médaille militaire reçue des mains du Général de Gaulle le 10 août 1942 en Egypte
Croix de guerre 1939-1945 (2 palmes)
Médaille coloniale avec agrafes « Libye », « Bir-Hakeim 1942 », « Tripolitaine » et « Tunisie »
Médaille des Services Volontaires dans la France Libre
Médaille des Blessés
Médaille Commémorative Française

Cité à l'ordre de l'Armée en juin 1942
« *Chef de groupe intelligent, pendant le siège de Bir-Hacheim a fait preuve d'initiative au cours de nombreux coups de main auxquels il a participé. Chargé de la protection d'un convoi dans des conditions particulièrement difficiles, a eu son véhicule arrêté par le feu de l'ennemi. Ayant perdu le contact avec son chef de section, a regroupé son personnel et son armement pour rejoindre la position de Bir-Hacheim, en pleine nuit, sous le feu intense des armes de l'ennemi* »

Citation à l'ordre de l'Armée accompagnant la Médaille militaire
« *Ancien sous-officier du Bataillon du Pacifique, brave jusqu'à la témérité, exemple de bravoure et de froide détermination, blessé au cours de l'attaque de nuit du 11 au 12 mai, dans la région du Girofano, a refusé de se laisser évacuer. A brillamment conduit son groupe à l'assaut des positions ennemies fortement organisées, détruisant lui-même un nid de mitrailleuses. Blessé et Médaillé militaire à Bir Hakeim* »
Motif d'attribution de la Croix de la Libération.
Fait le 17 août 1944 à Alger. Signé par le chef de bataillon Lemoine, chef du bureau de gestion de la Légion d'Honneur.
Nommé membre du Conseil de l'Ordre de la Libération par décret du 19 août 1958

• Bibliographie indicative :

Trouplin Vladimir (conservateur en chef du musée de l'Ordre de la Libération), *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Paris, mai 2010, édition Elytis, page 1 024.
Notin Jean-Christophe, *1061 compagnons. Histoire des compagnons de la Libération*, Paris, 2000, Perrin, 822 p.
Musée de l'Ordre de la Libération, dossier n° 1 002 « Jean TRANAPE »
Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Jean TRANAPE »
Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Bataillon du Pacifique 1941-1942 »
Musée de l'Ordre de la Libération, site internet, notice « Bataillon d'infanterie de Marine et du Pacifique 1942-1945 »
Le Point, 20 mai 2010, « Les derniers secrets des Compagnons », interview page 60
Rueil Infos, n° 278, juin 2010, p.33

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

ZOZOL Charles Roger Sully

(1908-1944)

Capitaine Médecin-chef

Mort pour la France

• Éléments biographiques :

Né à **Saint-Laurent-du-Maroni** (Guyane) le 4 novembre 1908, fils de Paul Rupert Zozol et de Jean-Marie Laprot. Décédé, mort pour la France à **Ribérac** (Dordogne) le 25 août 1944.

• Carrière militaire et campagnes :

Étudiant appelé sous les drapeaux et affecté à la 9^e Section d'infirmiers militaires à **Châteauroux** le 30 octobre 1936 ; détaché au peloton des EOR du Service de Santé de **Lyon** le 26 octobre 1936 ; rejoint le dépôt de la 9^e Section le 22 décembre 1936 ; détaché au 15 RAT à **Bergerac** le 5 janvier 1937 ; nommé médecin auxiliaire à compter du 21 mars 1937 par ordre n°50 du directeur du Service de Santé de la 9^e Région du 27 mars 1937 ; envoyé en congé le 1^{er} octobre 1937 ; accomplit une période d'instruction à la 9^e Section d'infirmiers militaires du 19 octobre au 2 novembre 1937 ; affecté dans les réserves de la 9^e Section d'infirmiers militaires, domicilié à **Bordeaux** le 1^{er} août 1939. Docteur en médecine de l'Université de **Bordeaux** en 1939, avec une thèse sur *L'intoxication benzolique professionnelle*. Rappelé sous les drapeaux le 26 août 1939, affecté au GSD n°23 ; Nommé sous-lieutenant de réserve par décret du 15 mai 1940 (*JORF* du 16 mai 1940) ; démobilisé par le Centre de démobilisation du canton de **Brive** le 25 juillet 1940 comme médecin-lieutenant ; se retire à Pau. Engagé dans la Résistance. Membre des FFI depuis le 6 juin 1944 en qualité de Capitaine Médecin-chef auprès du sous-secteur « C » des Francs-Tireurs partisans français (FTPF). Mortellement

blessé au cours d'une mission par les Allemands. Décédé le 25 août 1944 à l'hôpital de **Ribérac** (Dordogne), il est inhumé à **Moulin-Neuf** (Dordogne).

Par arrêté en date du 21 avril 1953 (*JORF* du 3 mai 1953), a été homologué à titre FFL au grade de lieutenant à titre posthume.

• Décorations et citations :

A la fin de la guerre (1945), il existe un hôpital complémentaire « Charles-Zozol » à **Caudéran** (Gironde).

• Bibliographie :

CARDONNET (Laurent), *Contribution à l'étude des étudiants en médecine et des médecins morts pour la France pendant la Seconde Guerre mondiale*. Thèse de doctorat en médecine, Université Paris-Descartes, 2010.

• Sources :

Service historique de la Défense, Caen, AC 21 P 175460
Archives territoriales de Guyane, 1 R 20 (registre matricule, classe 1928).

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Départements et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.

Index

- Squadron** (groupe de bombardement)
Forces aériennes françaises libres 45
- Abidjan**, Côte d'Ivoire 51
- Abymes**, Guadeloupe
Finul 138
Forces françaises libres 100
- Adroit** (torpilleur)
Forces navales françaises libres 58
- Aigoual-Cévennes** (maquis de l'), France
Légion de Garde Républicain Mobile 70
- Aincourt**, France 135
- Albrecht (Berthy)**
Déporté résistant 83
- Aldermaston** (camp d'entraînement de), Grande-Bretagne
Corps des volontaires françaises 85
- Alger**, Algérie
Forces françaises libres 30, 57
- Almandin** (opération)
Régiment d'infanterie de marine 72
- Alsace (campagne d')** 54
- Amiens**, France 28
- Angers**, France
Résistance intérieure française 22
- Angivilliers**, France 28
- Argenteuil**, France
Déporté et interné de la résistance 94
- Artzenheim**, France 54
- Aubigny**, France 28
- Auckland**, Nouvelle-Zélande
SAS 55
- Autun**, France 54
- Avera**, Polynésie
Régiment d'infanterie coloniale 21
- Avirons**, La Réunion
Forces françaises libres 30
- Bagneux** (cimetière de), France
Forces françaises libres 75
- Bagration** (opération) 131
- Baillif**, Guadeloupe 128
- Bangui**, République Centrafricaine
Bataillon d'infanterie coloniale mixte 116
- Barbâtre** (Noirmoutier), France
Résistance intérieure française 22
- Beauvais**, France 28
- Beyrouth**, Liban
Finul 96, 138
- Bir-Hakeim**, Libye 52-53, 90, 121
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 142
Bataillon mixte d'Infanterie coloniale 33
Bataillon du Pacifique 134
Forces françaises libres 30, 35, 101, 117, 122, 135
- Bouaké**, Côte d'Ivoire
Régiment d'infanterie de marine 72
- Boulouparis**, Nouvelle-Calédonie
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 90
- Bourail**, Nouvelle-Calédonie
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 76
- Bras-Panon**, La Réunion
Bataillon français de l'ONU 81
- Brazzaville**, Congo
Corps des volontaires françaises 68, 85
- Breuil (Au)**, France
Bataillon du Pacifique 134
- Brookwood** (cimetière de), Grande-Bretagne
Forces aériennes françaises libres 46
- Brunoy**, France
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87
- Buchenwald** (camp de), Allemagne
Déporté et interné de la résistance 94
Déporté résistant 61
Résistance intérieure française 22, 39
- Busan** (cimetière de), Corée
Bataillon français de l'ONU 27, 32, 60
- Camberley**, Grande-Bretagne
Forces aériennes françaises libres 42
- Camille Mortenol** (rue), France 110
Pointe-à-Pitre 110

Cannes, France
Forces françaises libres 30

Capesterre, Guadeloupe
Forces françaises libres 92, 103

Carbet, Martinique 77

Carlepont, France 112

Casablanca, Maroc 50
Bataillon antillais 141
Régiment d'infanterie coloniale du Maroc 49

Cavalaire, France
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87, 143
Bataillon du Pacifique 134
Division française libre 101
Forces françaises libres 30, 89, 92, 103, 122

Compagnie mixte d'infanterie Coloniale 36

France
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87
Forces françaises libres 35

Cayenne, Guyane 107
Déporté et interné de la résistance 94
Forces françaises libres féminines 68
Gouverneur général 66
Groupe de bombardement 104
Régiment de Zouaves 106
Régiment d'infanterie coloniale 20

Cazaux, France 132

Chateaubriand (camp de), France
Résistance intérieure française 22

Châteauroux, France 78, 93, 144

Cherbourg, France 52
Forces navales françaises libres 24

Cherimond (forêt de), France 54

Cheylade, France 107

Cheynay, France 122

Choisy (Mont de), France 111, 112

Clermont-Ferrand, France
Déporté résistant 120

Colombus, Etats-Unis
Régiment d'infanterie 44

Combat (mouvement de résistance)
Déporté résistant 120

Compiègne (camp de), France
Résistance intérieure française 22

Cotonou, Bénin
Régiment d'infanterie coloniale 21

Courseulles-sur-Mer, France 47

Dakar, Sénégal 52
Régiment d'infanterie coloniale 21, 39

Dar es Salam, Tanzanie
Forces féminines de la France combattante 91

Dardanelles, Turquie 73

Didonne, France
Forces terrestres en Grande-Bretagne 26

Dora (camp de), Allemagne
Déporté et interné de la résistance 94

Dortmund, Allemagne
Régiment d'infanterie coloniale 20

Ducos, Martinique
Interné politique 95

Dunkerque, France
Forces françaises libres 98

Ecouvillon (opération) 118

El-Alamein, Egypte 52, 90
Bataillon d'infanterie coloniale mixte 116
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 142
Bataillon mixte d'Infanterie coloniale 33
Forces françaises libres 30, 35, 117, 122, 135

Elsdorf, Allemagne
Régiment d'infanterie coloniale 39

Eon (chevalier d') 128

Epernay France 55

Erquvillers (cimetière d'), France 29

Estrées-Saint-Denis, France 111

Evian-les-Bains, France
Bataillon français de l'ONU 27

Fake, Îles Sous-le-Vent
Régiment d'infanterie coloniale 56

Faou, Tahiti
Forces navales françaises libres 24

Fez, Maroc
Bataillon antillais 141

Flaxweillier, Luxembourg
O icier détaché auprès de l'armée US 80

Flessingue, Belgique
Forces navales françaises libres 58

Fonds Saint Denis, Martinique
Forces françaises libres 115

Fontainebleau, France 77, 82, 113

- Forbach**, France
Régiment d'infanterie coloniale du Maroc 49
- Ford**, Grande-Bretagne
Forces aériennes françaises libres 45
- Fort Lamy**, Tchad 66, 68
- Fort-de-France**, Martinique
Bataillon de l'air 117 43
Corps féminin de l'armée de terre 57
Engagée volontaire 50
Forces françaises libres 100
Régiment d'artillerie coloniale 39, 109
- François**, Martinique
Forces françaises libres 63
- Glasgow**, Grande-Bretagne
Forces navales françaises libres 55, 71, 140
- Goussainville**, France 127
- Goyau-Petite Terre Rouge**, Surinam
Régiment d'infanterie coloniale 20
- Gros Morne**, Martinique
Bataillon d'infanterie de marine 116
- Haïphong**, Viêtnam
Bataillon d'infanterie coloniale mixte 115
- Halfaya (col d')**, Egypte
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 142
Bataillon mixte d'Infanterie coloniale 33
Compagnie mixte d'infanterie Coloniale 36
Forces françaises libres 117
- Halifax** Canada
Forces terrestres en Grande-Bretagne 26
Matelot 47
- Hanoi**, Viêtnam 95
Déporté résistant 38
Régiment d'infanterie coloniale 21, 56, 40
- Helena** (croiseur)
Forces aériennes françaises libres 42
- Hoi-Thon**, Nord-Viêtnam
Régiment d'infanterie coloniale 21
- Huahine**, Polynésie française 55
- Hyères**, France 121
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 143
Volontaire pour la compagnie mixte d'infanterie Coloniale 37
- Hyères** (cimetière d'), France
Forces françaises libres 117
- Ile Nou**, Nouvelle-Calédonie
Forces françaises de l'intérieur 139
- Iles-du-Salut**, Guyane
Forces françaises combattantes 61
- Koudiat-El-Kedak**, Algérie 51
- Kourou**, Guyane 132
Régiment de Zouaves 106
- Kreuznach** (bataille de), Allemagne 62
- Laon**, France 64, 128
- La Flèche**, France
Forces aériennes françaises libres 45
- La Foa**, Nouvelle-Calédonie
Forces françaises libres 98
- La Garde**, France
Forces françaises libres 117
- La Rivière Saint-Louis**, La Réunion
Régiment d'infanterie coloniale du Maroc 49
- La Rochelle**, France
Forces aériennes françaises libres 45
Forces françaises libres 93
- La Terre-de-Hauts-Saintes**,
Guadeloupe 127
- La Trinité**, Martinique 77
- Lagoubran** (cimetière de), France 52
- Laines-aux-Bois**, France
Régiment d'infanterie coloniale 39
- Lamentin**, Guadeloupe
Forces françaises libres 89
Réseau de résistance Libération-Nord 114
- Libération-Nord (réseau)** 114
- Ligorio** Surinam
Régiment d'infanterie coloniale 20
- Limoges**, France
Régiment d'infanterie coloniale 20
- Liverpool**, Angleterre
Forces terrestres en Grande-Bretagne 26
- Grande-Bretagne**
Corps des volontaires françaises 85
- Locminé**, France 126
- Londres** Angleterre 113
- Lorraine** (groupe de bombardement) 86
- Luçon**, France
Régiment d'infanterie coloniale 20
- Lviv**, Pologne 43
- Lyon**, France
Forces françaises libres 108

- Maison-Blanche** (groupe de chasse), Algérie 131
- Maizy**, France
Déporté résistant 61
- Malae Loka Hihito**, Wallis-et-Futuna
Forces françaises libres 41
- Malamani**, Mayotte
Régiment de tirailleurs malgaches 112
- Mang-Ou**, Corée
Bataillon français de l'ONU 81
- Marcianise**, Italie
Compagnie mixte d'infanterie Coloniale 37 143
- Marckolsheim** (pont de), France 54
- Marengo** (bataille de), Italie 62
- Marin**, Martinique
Résistance Libération-Nord 118
- Marne-la-Coquette**, France
Régiment d'infanterie 44
- Marseille**, France 50, 82
Déporté résistant 38
- Mataiea**, Tahiti
Volontaire pour la compagnie mixte d'infanterie Coloniale 36
- Mata'utu**, Wallis-et-Futuna
Forces françaises libres 41
- Mauranne (La)**, France 90, 121, 122
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87
Forces françaises libres 35, 90
- Mauthausen** Autriche
Déporté résistant 83, 120
- Maxime-Rivière (rue)**, Sainte-Clotilde 125
- Mers-el-Kébir**, Algérie 40, 107
- Méthose d'application d'un cercle télémétrique** 43
- Moïse Bébel** (allée du capitaine), Guadeloupe (Basse Terre) 29
- Montauban**, France
Déporté résistant 120
- Montdidier** (nécropole de), France 73
- Monte Cassino** (bataille de), Italie 122
- Moscow**, Russie 131
- Moulins** (prison de), France
Déporté et interné de la résistance 94
- Moulin-Neuf**, France 144
- M'Tsapéré**, Mayotte
Bataillon de marche des tirailleurs malgaches 111
- Mühlberg** (camp de), Allemagne
Forces aériennes françaises libres 140
Régiment d'infanterie coloniale 20
- Nairobi**, Kenya
Forces féminines de la France combattante 91
- Naples**, Italie
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87, 143
Bataillon du Pacifique 134
Forces françaises libres 30, 35, 101
- Nîmes**, France
Régiment d'infanterie coloniale du Maroc 49
- Noirmoutier**, France
Résistance intérieure française 22
- Normandie-Niémén** 131
- Nouméa**, Nouvelle-Calédonie 90
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87, 142
Bataillon du Pacifique 121, 122
Bataillon mixte d'Infanterie coloniale 33
Corps des volontaires françaises 85
Forces aériennes françaises libres 42
Forces françaises libres 35, 41, 98, 113, 117, 126
Forces navales françaises libres 24, 71, 51
Légion de Garde Républicaine Mobile 70
- Old Dean** (camp d'), Angleterre
Forces terrestres en Grande-Bretagne 26, 63
- Orléans**, France
Régiment d'infanterie 44
- Ouistreham Riva Bella**, France
Forces navales françaises libres 58
- Oujda**, Maroc 57
- Papeete**, Polynésie française 23, 78
Compagnie mixte d'infanterie Coloniale 37
Forces aériennes françaises libres 140
Forces françaises libres 35, 75, 101
Groupe de bombardement FAFL Lorraine 86
Résistance intérieure française 22, 137
- Papenoo**, Tahiti 23
- Paris**, France 131
- Pérouse**, France
Forces navales françaises libres 58
- Petit-Bourg**, Guadeloupe
Forces françaises libres 100

Philippeville, Algérie 51

Plei Rinh Annam, Viêtnam
Régiment d'infanterie coloniale 56

Plomnitz, Allemagne
Régiment d'artillerie coloniale 39

Pointe-à-Pitre, Guadeloupe 51, 110

Pontecorvo, Italie 52

Port-au-Prince, Haïti
Officier détaché auprès de l'armée US 80

Poum, Nouvelle-Calédonie
Forces aériennes françaises libres 42

Provence (débarquement de)
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87

Punaauia, Tahiti 23

Queen Elisabeth (navire)
Forces françaises libres 35

Queen Mary
Forces aériennes françaises libres 42

Raiatea, Polynésie française 137

Ravenel, France 29

Rennes, France
Forces aériennes françaises libres 45
Régiment d'infanterie coloniale 20

Ribérac, France
Forces françaises libres 144

Rivière-Pilote, Martinique
Bataillon antillais 141

Rivière Saint-Louis (La), La Réunion
Régiment d'infanterie coloniale 135
Régiment d'infanterie coloniale du Maroc 49

Roland Garros (base aérienne de),
La Réunion 74

Roland Garros (stade), France 74

Rolland (bataillon)
Forces françaises libres 93

Rome, Italie
Compagnie mixte d'infanterie Coloniale 36

Royan, France
Forces terrestres en Grande-Bretagne 26

Saigon, Viêtnam
Déporté résistant 38, 40, 135
Forces françaises libres 51, 108
Régiment d'infanterie coloniale 21

Saint-André, La Réunion
Volontaires français de l'océan indien 82

Saint-Astier, France
Forces françaises libres 93

Saint-Claude, France
Forces françaises de l'intérieur 93

Saint-Denis, La Réunion 74
Déporté résistant 38, 83, 120
Forces aériennes françaises libres 45
Forces françaises libres 30

Saint-Domingue, Haïti 64

Sainte-Rose, Guadeloupe
Régiment de tirailleurs sénégalais (15^e) 51

Saint-Gaudens, France 43

Saint-George (chevalier de) 128

Saint-Georges de Didonne
Forces terrestres en Grande-Bretagne 26

Saint-Joseph, La Réunion
Forces françaises libres 48

Martinique, Finul 96

Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane
Forces françaises libres 144
Régiment d'infanterie coloniale 20, 124

Saint-Louis, La Réunion 49

Saint-Maixent, France
Forces aériennes françaises libres 45, 28

Saint-Marcel, France
55, 126, 140

Saint-Nazaire, France
Résistance intérieure française 22

Saint-Pierre, Martinique
Régiment de hussards 62

Saint-Pierre-et-Miquelon
Forces françaises libres 47
Forces françaises navales libres 52

Saint-Raphaël-Bizerte (première traversée) 74

Saint-Sulpice-La-Pointe (camp de), France
Régiment d'infanterie coloniale 39

Salamandre (opération)
Régiment d'infanterie de marine 72

Samabaya 47

San Andrea, Italie 52

Savenay, France
Régiment d'infanterie coloniale 20

Sedan, France 104

Seddui-Bahr, Turquie 73

Sète, France 50

Sigave, Wallis-et-Futuna
Régiment d'infanterie de marine 72

Sinnamary, Guyane 50

Sobieski, France
Forces aériennes françaises libres 45

Soissons, France 131

Sousse, Tunisie
Bataillon mixte d'Infanterie coloniale 33

Sydney, Australie
Forces navales françaises libres 24, 113

Tahiti, Polynésie
Bataillon du Pacifique 134

Tampon, La Réunion
Bataillon français de l'ONU 60
Forces féminines de la France combattante 91

Tan Uyen, Viêtnam 53

Tarana 52

Teahupoo, Polynésie
Forces aériennes françaises libres 140

Tel-Aviv, Palestine
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 142

Toulon, France 52-54, 121
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 143
Compagnie mixte d'infanterie Coloniale 37
Forces françaises libres 117
Forces navales françaises libres 24

Toulouse, France
Déporté résistant 83

Trinité, Martinique
Forces terrestres en Grande-Bretagne 26
Régiment d'infanterie 124

Tripoli, Libye
Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique 87

Trois-Rivières, Guadeloupe
Régiment de tirailleurs sénégalais 28

Tunisie (campagne de)
Bataillon d'infanterie coloniale mixte 115

Tuyen Quang, Viêtnam 95

Vannes, France 55, 140

Vaucln, Martinique
Féminin spécialiste service général 40
Forces françaises libres 108

Vaumoise, France 77

Vendresse, France 124

Verdun, France
Régiment de Zouaves 106
Régiment d'infanterie 44

Vichy, France 107

Vieux-Habitants, Guadeloupe
Régiment de Zouaves 73

Village des Avirons, La Réunion
Forces françaises libres 125

Villers-Cotterêts, France 64

Vinkovo, Russie 62

Wallis, Wallis-et-Futuna
Forces navales françaises libres 71

Wittlich (camp de), Allemagne 127

Woëvre, France
Déporté résistant 38

Wonju, Corée
Bataillon français de l'ONU 60

Yaté, Nouvelle-Calédonie
Bataillon français de l'ONU 27

Zealandia (navire)
Forces françaises libres 35